L'unité

N° 176 - 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 24 octobre 1975

Portugal : Esc. 37,50







SOCIALISTES-COMMUNISTES AU SUD, DU NOUVEAU

Cette semaine Enrico Berlinguer et Francesco De Martino

SANS ARRIERE-PENSEE

Election de Châtellerault, sondage Ifop-« France-soir », sondage de « l'Express » — qui provoque un nouveau retournement spectaculaire de Jean-Jacques Servan-Schreiber — tout concorde : la majorité s'use, la gauche se porte bien et le Parti socialiste pas mal du tout. Ne généralisons pas, n'extrapolons pas. Disons seulement que nous aimons mieux constater cela que le contraire.

Des événements et des chiffres, nous voudrions quand même tirer quelques conclusions ayant une signification pour l'avenir. On nous permettra d'abord de ne pas partager celle qu'a exposée Georges Marchais mardi soir à Europe 1 après avoir accusé la manipulation de l'information d'avoir favorisé la candidate socialiste au détriment du communiste. Cette manipulation est réelle et le scandaleux montage de T.f.1 vendredi dernier en a été un exemple parmi bien d'autres. Mais nous avions l'impression, quant à nous, qu'elle avait plutôt joué à l'encontre d'Edith Cresson. C'est, en tout cas, contre celle-ci et son parti qu'ont porté, dès avant le premier tour, les principales attaques de Pierre Abelin, qui a même été jusqu'à rendre hommage au

(suite page 2)

Sommaire

3 CHATELLERAULT : UNE BONNE BASE DE DEPART, PAR ANTOINE VIOLET

4 ENTREPRISES : DES SECTIONS TOUTES NEUVES, PAR CHRISTINE COTTIN

6 PARTI SOCIALISTE : QUI SONT LES MILITANTES ?, PAR MICHELE BACKMANN

7 CHANGER LA VIE POLITIQUE EN FRANCE

8 NUCLEAIRE : LA FILIERE PRIVEE, PAR GUY PERRIMOND

10 CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

12 ETUDIANTS : LA « DEPRIME », PAR JEAN-PIERRE MOULINS

14 LES DEUX DEMONS, PAR ANDRE LAIGNIEL

16 LA GRANDE CONFRONTATION :
Enrico Berlinguer : « La réalité italienne crée l'exigence d'une entente entre communistes, socialistes et chrétiens ». Francesco de Martino : « Ce qui nous paraît critiquable dans le compromis historique, c'est son caractère « historique ».

21 FRANCE-U.R.S.S. : HISTOIRE D'UN COUP DE FROID, PAR KATHLEEN EVIN

22 ESPAGNE : LE « BUNKER » EN FOLIE, PAR BENOIT COLOMBIER

24 FEMMES : LES BOURREAUX EN PANTOUFLES, PAR EMMANUELE PLAS

26 CHANGER LA VIE CULTURELLE

27 RADIO : FRANCE-MUSIQUES, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

28 LIVRES : WERTHER EN R.D.A., PAR GEORGES FRAMERIES

30 NOS LECTEURS ONT LA PAROLE

32 LOI FONCIERE : UN VOTE A DROITE, PAR PIERRE MAUROY.

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (pages 15, 22). Barrigue (pages 1, 12, 16, 17). Coureuil (pages 1, 9, 21). Raphaël Jornet (page 5). Magnum (page 22). Lacroux (pages 25, 27). Pascal Lebrun (pages 4, 6, 27, 28). Sipa (pages 3, 5, 8, 21). Solo (page 13).

→

candidat communiste, son adversaire habituel. Il est, d'autre part, curieux que Georges Marchais, après Roland Leroy, s'efforce de démontrer que des électeurs communistes n'ont pas voté au second tour pour Edith Cresson alors que l'examen des résultats, bureau par bureau, montre que le report de voix s'est fait dimanche aussi bien qu'il s'était fait il y a quelques mois, au Havre, des électeurs socialistes vers le candidat communiste. Pourquoi, dans ces conditions, parler d'« avertissement » et d'« échec sévère pour François Mitterrand » alors que l'ensemble de la gauche devrait se réjouir sans arrière-pensée du recul de la majorité ?

C'est d'ailleurs par rapport à cette majorité que les conclusions à tirer de Châtellerault et des sondages nous paraissent les plus intéressantes. La première concerne le comportement même des dirigeants de cette majorité et leur refus de tout débat démocratique. Qu'on se souvienne que l'an dernier, dans des circonstances analogues puisqu'il s'agissait d'une élection partielle, en Loire-Atlantique, François Mitterrand avait convié Olivier Guichard, venu lui porter la contradiction, à s'exprimer à la tribune pour pouvoir être normalement entendu du public présent. On était loin de cela jeudi soir au Chillou d'Ozon. La preuve a été faite une fois de plus que si Valéry Giscard d'Estaing continue à bavarder sur la « décrispation » et prétend admettre la capacité de la gauche à gouverner la France, ses deux principaux ministres, Jacques Chirac et Michel Poniatowski, lui infligent un démenti chaque fois que le problème se pose concrètement.

Une seconde conclusion qui résulte des chiffres est qu'en 500 jours le gouvernement n'a aucunement réussi à élargir la faible marge qui avait permis à Giscard d'Estaing de l'emporter le 19 mai 1974. Ce qui prouve bien que les Françaises et les Français ne sont pas dupes de la politique menée par le Pouvoir, en particulier dans le domaine économique et social. Il ne suffit pas pour les convaincre d'aligner des affirmations comme l'ont fait Chirac l'autre soir à Châtellerault ou Jean-Pierre Fourcade mardi à la tribune de l'Assemblée nationale, en présentant le budget de 1976 dont les commentateurs les plus modérés n'ont pas manqué de souligner qu'il tient assez peu compte des réalités que chacun, hélas, peut constater : l'accroissement continu du chômage, une nouvelle flambée de hausse des prix qui dément une fois encore les prévisions du ministre des Finances. Que celui-ci, au lieu de reconnaître ses propres erreurs, s'efforce maintenant de rendre les salariés responsables de l'inflation, n'est pas de nature à entraîner l'adhésion de tous ceux qui pensent justement que ce gouvernement est plus prompt à s'attaquer aux victimes de cette inflation qu'à ceux qui en sont les bénéficiaires.

La campagne d'explication menée par le Parti socialiste — et notamment par Edith Cresson à Châtellerault — a incontestablement contribué à amener un grand nombre de ceux qui hésitaient encore à prendre conscience du fait que la solution de leurs problèmes se trouve dans les propositions de la gauche et non dans une politique qui accumule les échecs. Cette prise de conscience est prometteuse. Nous n'avons pas d'autre ambition que de l'élargir encore en étant partout les meilleurs combattants de l'union.

CLAUDE ESTIER

Coll. Fondation Jean Jaurès

Châtellerault

UNE BONNE BASE DE DEPART

De notre envoyé spécial

Il est près de 22 heures dimanche soir à Châtellerault. Entourée d'une cinquantaine d'amis et de quelques journalistes qui ne l'ont guère quittée de la journée, Edith Cresson se retrouve au café du Commerce qui a été, depuis le début de la campagne, le point de rassemblement des militants socialistes — les partisans de Pierre Abelin se réunissaient à cent mètres de là, sur le même trottoir, au café de l'Industrie.

Depuis un long moment déjà, tout est consommé. Les « flashes » radio de 20 heures ont pu annoncer qu'Abelin gardait son siège, qu'il ne va d'ailleurs pas tarder à repasser à son suppléant, le marchand de porcs Jean-Jacques Fouqueteau, à qui personne n'a songé pendant toute cette campagne. L'écart final est de moins de 3 000 voix et Abelin n'atteindra pas 53 % des suffrages, alors qu'en mars 1973 il avait frisé les 61 % au second tour. Son recul est général, à Châtellerault comme dans les campagnes. A tel point qu'aux alentours de 19 heures, à l'annonce des résultats de petites communes où, contre toute attente, la candidate de la gauche talonnait son adversaire, la fièvre s'était emparée de la vingtaine de militants entassés dans le trois-pièces cuisine de l'avenue Albert-Camus qui servait de permanence depuis un mois. Rapidement, il avait fallu déchanter. De la préfecture de Poitiers, un coup de téléphone annonçait à 19 h 30 que les résultats complets de 27 communes rurales donnaient 2 000 voix d'avance au ministre de la Coopération. C'était trop à rattraper sur Châtellerault, où Edith Cresson allait pourtant l'emporter de 188 voix. D'autant que l'on pouvait craindre que l'écart se creuse avec Loudun, fief du sénateur Monory, où la droite n'allait cependant conserver que 200 voix d'avance. Remontée presque inespérée dont Edith Cresson avait pu avoir quelques signes tangibles en se promenant le samedi après-midi dans les rues de la petite ville en compagnie de son mari, d'une de ses filles et de Louis Mermaz. Alors que deux semaines plus tôt les portes restaient hermétiquement closes à son passage, elles s'ouvraient cette fois. Des commerçants l'invitaient même à prendre un verre, des groupes se formaient autour d'elle dans la rue tandis qu'une équipe de pompiers posait à ses côtés pour la photo-souvenir.

De Loudun, le petit groupe était revenu à Châtellerault pour assister, à 20 heures, au match de football de l'équipe locale contre Poitiers. Ovationnée en passant devant les tribunes populaires, Edith Cresson se retrouvait ainsi face à face avec Abelin dont c'était, paraît-il, la première apparition sur le stade de sa ville. Il restait à achever cette soirée de veille de scrutin dans un bal populaire à Lencloitre, où un solide septuagénaire invitait la candidate à danser la valse tandis qu'un routier se déclarant membre du Parti communiste commandait du champagne pour la petite troupe socialiste.



La journée de dimanche s'était passée à faire le tour des bureaux de vote jusqu'à la clôture du scrutin, les premiers bulletins dépouillés, les coups de téléphone recueillis par Paul Corbier, l'assistant d'Edith Cresson, qui a été d'un bout à l'autre, avec Claude Pasquay secrétaire de la section de Châtellerault, l'infatigable organisateur de la campagne.

L'agitation qui règne maintenant autour des tables du « Commerce » n'est donc plus celle de la bataille. Edith Cresson enregistre pour le journal de 23 heures de T.f. 1 la déclaration qu'elle vient de mettre au point : cette campagne n'est qu'un commencement, le résultat obtenu n'est qu'une base de départ pour les prochaines batailles qu'elle entend mener en s'installant sur place, comme elle en avait pris l'engagement devant les électeurs.

A côté d'elle, Paul Fromonteil, le candidat communiste du premier tour qui est venu la féliciter, célèbre aussi, pour la télévision régionale, le grand succès que viennent de remporter les forces de gauche rassemblées. Le mot n'est pas exagéré : plus de 5 000 suffrages ont été gagnés par la gauche par rapport à 1973 et rien ne permet de penser qu'il ait manqué à Edith Cresson beaucoup de voix communistes, même si certains responsables locaux du Parti avaient semblé, dans le courant de la semaine, un peu en arrière de la main, notamment à propos du fameux meeting de jeudi soir au Chillou d'Ozon.

Ce meeting, pourtant, on n'a sans doute pas fini d'en parler, à Châtellerault, qui n'avait jamais été à pareil spectacle, comme aux quatre coins de la France où des millions de télespectateurs en ont passionnément suivi les images en direct. Puissance étonnante de la télévision qui a ainsi montré à des centaines de kilomètres ce que les 5 000 personnes entassées dans la salle ne pouvaient elles-mêmes ni voir ni entendre.

Le vacarme s'était en fait déclenché dès que Monory, qui présidait cette réunion de ministres et de leaders de la majorité, avait annoncé que la parole serait donnée aux contradicteurs après les orateurs prévus. A ce moment précis, François Mitterrand, entouré d'Edith Cresson, Pierre Mauroy, Claude Estier, Michel Rocard, du député radical Pierre Charles, Jacques Santrot, secrétaire fédéral de la Vienne, et plusieurs dizaines d'autres militants, pénétrait sur le terre-plein qui entoure le bâtiment du Chillou. Curieusement, les responsables du service d'ordre de la majorité qui étaient venus à sa rencontre faisaient entrer le groupe des socialistes de telle sorte qu'ils ne pouvaient passer inaperçus, puisqu'ils avaient à passer tout le long de la tribune, puis devant les journalistes des radios et des télévisions, pour aller rejoindre les quelques chaises qui

→



Edith Cresson et François Mitterrand, jeudi dernier, au Chillou d'Ozon.



Michel Jobert.

→

leur avaient été réservées à l'autre bout de la salle et autour desquelles on avait pris soin d'installer préalablement quelques groupes de jeunes garçons et filles qui ne cesseront, à partir de ce moment, de hurler à qui mieux mieux.

«Pas question»

A vrai dire, le « remplissage » de la salle s'était fait minutieusement. Des militants socialistes ont décompté, au fond du parking, 14 autocars immatriculés à Paris ou dans les Hauts-de-Seine. D'autres ont repéré des policiers qui avaient encore leur pantalon d'uniforme sous un imperméable civil. A 20 h 20, quand les milliers de Châtelleraudais qui se pressaient devant les grilles furent enfin autorisés à entrer dans la salle, ils y trouvèrent, installées aux points stratégiques, un millier de personnes que l'on avait fait entrer par une porte de service près de laquelle se tenait, comme par hasard, le fameux Paul Comiti, cousin de l'ancien ministre, et naguère responsable de la sécurité présidentielle.

La suite, on la connaît. Ceux qui l'ont vue à la télévision ne sont pas près d'oublier le visage crispé de Jacques Chirac, la face hilare de Michel Poniatowski, au plus fort du vacarme, l'accablement d'Abelin, le timbre grêle de Michel Jobert, juché sur une chaise, l'hystérie des jeunes giscardiens essayant de couvrir, aux cris de « Portugal », la voix de François Mitterrand, privé de micro mais se saisissant de ceux des radios pour répliquer au Premier ministre, et enfin le courage d'Edith Cresson impassible et souriante au milieu de cette meute déchaînée. Quelqu'un parmi les ministres avait murmuré à Chirac, sans se douter qu'un micro indiscret portait sa voix : « Il faudrait faire venir Mitterrand à la tribune ». Mais le même micro avait renvoyé la réponse cinglante et sans appel : « Pas question ! ».

Si on reparle un jour du côté de l'Elysée de dialogue avec l'opposition, il faudra se souvenir de cette réplique venue des profondeurs de l'U.d.r. nouvelle manière.

De ce refus d'un débat démocratique, des millions de Français ont donc été témoins, ce qui rend dérisoire le scandaleux montage de la soirée que T.f. 1 a présenté le lendemain dans son journal de 13 heures et qui tendait à montrer un Mitterrand écrasé par un Chirac triomphant. Le montage après le

Entreprises

DES SECTIONS TOUTES NEUVES

Qui vient militer dans une section socialiste d'entreprise ? Pour les 15 salariés de la Compagnie générale de chauffe qui assurent le chauffage du Centre atomique de Saclay (Essonne), la question est d'actualité : cette dernière semaine d'octobre a vu la naissance de leur section d'entreprise.

Entre les six premiers adhérents de cette section, un point commun : leur volonté de militer politiquement dans leur entreprise remonte aux mois de mai-juin derniers. A cette époque, ils étaient tous salariés de la Société Méric qui assurait pour le C.e.a. le chauffage de tout le centre de Saclay. Insatisfait des services rendus, le C.e.a. décidait de ne pas renouveler son contrat à la société Méric et faisait appel à d'autres entreprises. Du coup, les 15 chauffeurs et électromécaniciens d'entretien, dont certains travaillaient depuis plus de 5 ans au centre de Saclay, recevaient leur feuille de licenciement pour le 1er juillet. En même temps, le choix du C.e.a. s'arrêtait sur une autre entreprise de chaufferie, la société Socram, qui refusait de les réembaucher.

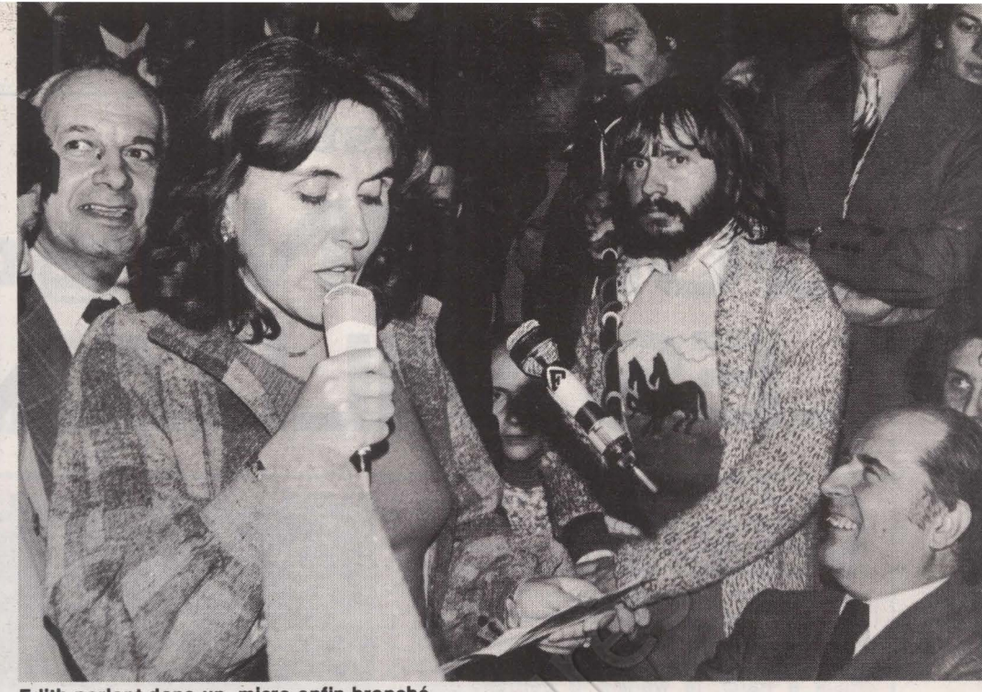
Pour les 15 travailleurs commençait alors une course contre la montre. Leur objectif : obtenir du C.e.a., avant la signature du contrat définitif, que leurs 15 emplois soient maintenus soit par la Socram, soit par toute autre entreprise de chaufferie.

Durant cette période, un allié incontestable se trouve à leurs côtés en plus des syndicats : le Parti socialiste. Grâce à l'action de la section d'entreprise du centre de Saclay, créée en décembre 1974, et du secrétariat aux entreprises de l'Essonne, tous les contacts sont pris avec le préfet et la direction du C.e.a. Alerté par Michel Pelchat, secrétaire fédéral du P.s. aux entreprises, Pierre Joxe, député de Saône-et-Loire intervient de son côté. Ils font tous tant et si bien qu'à 10 jours à peine de la signature du contrat définitif, tout est arrêté. La Compagnie générale de chauffe, qui emploie plus de 10 000 salariés, fait savoir qu'elle accepte de réembaucher les 15 chauffeurs de Saclay. Le C.e.a. acquiesce. Il ne reste plus aux 15 salariés qu'à négocier avec leur nouvel employeur les conditions de leur intégration. Salaire, ancienneté, avantages acquis, tout leur est accordé. Un succès total dont les retombées sont encore perceptibles aujourd'hui.

Pour Robert Gunset, agent de maîtrise en installation thermique, âgé de 36 ans, cette victoire va l'amener à franchir un pas supplémentaire dans son engagement. Depuis 5 ans qu'il travaille à la chaufferie de Saclay, où il milite pour la C.f.d.t. — il est maintenant délégué du personnel et secrétaire du syndicat de son entreprise — il ressent le besoin d'une structure plus politique dans son travail. Adhérent du P.s. depuis 3 ans, il parle de ce problème



Quelques « supporters » d'Abelin.



Edith parlant dans un micro enfin branché...

direct permet au moins à chacun de mesurer comment on truque l'information.

Mais il restait à savoir quel avait été l'impact réel du meeting et s'il avait, sur place, contribué à déplacer des voix. Comment s'en assurer dans ces petites communes où il est bien difficile de rencontrer des gens qui parlent ? Vendredi matin, à Lézigny, au bord de la Creuse qui sert de frontière entre la Vienne et l'Indre-et-Loire, l'adjoint au maire dit à Claude Estier et à Marc Verdon, le suppléant d'Edith Cresson : « Vous savez, ici on ne fait pas de politique ». Juste en face, une vieille dame qui achète un maigre bifteck au boucher ambulant en se plaignant de sa retraite insuffisante corrige aussitôt : « Monsieur Abelin, il a fait du bien », ce qui ne paraît pas être l'avis de la patronne d'un des deux hôtels pour qui « il est quand même temps que ça change ! » Verdict : dimanche soir, à Lézigny, il y aura 186 bulletins Abelin et 131 Cresson. Une assez bonne surprise, en somme.

A La Roche Posay, ville thermale où l'on soigne des maladies de la peau, trois personnes seulement sont venues au rendez-vous, dont un curiste luxembourgeois qui ne comprend évidemment pas de quoi l'on parle. Le maire offre un verre. On repart sans illusion. Edith Cresson aura pourtant 317 suffrages contre 448 à Abelin.

Plus près de Châtellerault, l'affluence est plus grande à Colombiers, où elle sera en tête (257 contre 216), et plus encore à Tarjé (150 contre 128), où la majorité des habitants a visiblement mal digéré le rattachement autoritaire de leur commune avec la ville d'Abelin.

Pied à pied

La candidate de la gauche sera encore très largement majoritaire (1 023 contre 713) à Naintré, dont le maire communiste, suppléant de Fromonteil, l'avait accueillie chaleureusement vendredi soir en assurant que ses camarades feraient tout pour qu'il ne lui manque pas une voix de gauche. Majoritaire aussi dans les deux communes dirigées par des socialistes : à Vouneuil, où le Dr Ruby a jeté tout son poids dans la campagne, et à Monterre-Silly, où le suppléant Verdon tire son épingle du jeu avec 173 voix contre 172.

Dimanche soir, dans sa mairie où il avait, la veille, reçu Ulla et ses amies, Abelin se félicitait des progrès réalisés par la majorité présidentielle. Mais il connaît sa circonscription et il a fait ses comptes. Il sait que son règne sans histoire est terminé et qu'il lui faudra maintenant se battre pied à pied, dès l'an prochain aux cantonales et en 1977 pour Châtellerault, où la gauche est désormais majoritaire. En un mois, tout a changé dans ce département bien tranquille où chacun savait à qui il avait affaire. Et tout cela est venu d'une femme, parachutée de Paris. Non, décidément, ce n'est pas de jeu !

ANTOINE VIOLET

dans sa section du 4e arrondissement à Paris. Et là, tous arrivent à la même conclusion : il faut créer une section socialiste à la Compagnie générale de chauffe.

Le terrain paraît assez favorable. D'abord, tous les salariés de la chaufferie sont syndiqués. De plus, deux d'entre eux, électromécaniciens l'un et l'autre — Marcel Doussal, 25 ans, et Dominique Verken, 24 ans — ont adhéré au Parti socialiste juste avant le congrès de Pau. Ils ne demandent pas mieux, surtout depuis le dernier conflit, que de militer dans leur propre entreprise. Pour la même raison, trois autres des salariés, en entendant parler d'une section socialiste, décident de prendre leur carte du P.s. Depuis une semaine, c'est chose faite. Le plus jeune des trois a 23 ans et le plus âgé 50 ans. Pour chacun d'eux, c'est la première fois qu'ils affirment leur appartenance à un parti politique.

Il n'en faut pas plus à la section pour voir le jour. « Une section toute neuve », commente Michel Peichat, en faisant le décompte : 5 membres sur 6 ont moins d'un an d'adhésion au P.s.

Ce qu'ils comptent faire à présent ? La tâche leur semble immense. Pour ne pas se laisser submerger, il faut procéder point par point, selon les urgences. Tout d'abord, ils veulent se faire reconnaître en tant que section socialiste dans leur entreprise. Pour cela, ils ont déjà pensé qu'ils interviendraient par tracts sur des points de l'actualité qui concernent particulièrement les travailleurs. En ce sens, la campagne Entreprise du P.s. va leur offrir un cadre sur mesure pour se lancer dans l'action. Deuxième objectif, tout aussi prioritaire : la formation des militants. « La plupart d'entre nous ont adhéré parce qu'ils sont de cœur avec le P.s., explique Robert Gunset. Mais il faut que nous apprenions à faire une analyse politique des problèmes au sein de l'entreprise. Sinon, nous n'arriverons jamais à transformer les sympathisants en adhérents ni les adhérents en militants. »

Ce problème, la section socialiste de l'accélérateur linéaire d'Orsay, tout près de là, le connaît aussi. Après 6 mois d'existence, elle ne compte toujours pas plus de 5 adhérents. « Sur un laboratoire de 400 personnes, ça paraît peu, reconnaît son secrétaire Georges Lissilour, technicien âgé de 35 ans. Dans ce milieu de recherche fondamentale, où toutes les professions sont représentées, les sympathisants du P.s. sont nombreux. Mais ils ne veulent pas s'engager au point de militer, ou bien leurs activités syndicales les occupent déjà assez. Nous savons qu'il y a plusieurs adhérents du P.s. dans notre laboratoire, mais ils militent dans leur localité et n'estiment pas possible de consacrer plus de temps à leur engagement. »

Ne pas tenir compte du facteur temps pour les militants serait absurde. Georges Lissilour et Jacques Forget, 30 ans, lui aussi technicien à l'accélération linéaire, qui veulent l'un et l'autre continuer de militer dans leur localité malgré la section de leur laboratoire, reconnaissent volontiers que leur temps de loisirs s'en trouve souvent écorné, voire franchement réduit à la portion congrue. Mais, pour eux, le jeu en vaut la chandelle. Il faut dire qu'avant la création de leur section, le P.s. était singulièrement absent de cet ensemble qui, outre les 5 000 salariés attachés au centre de recherche, comprend aussi un campus universitaire de 8 000 étudiants. Il existait bien un G.s.e., mais son action discontinue ne lui permettait pas d'occuper le terrain. Non pas qu'à eux cinq ils fassent définitivement le poids. Mais ils existent. Et cela se voit : par les affiches collées partout et jusque dans la cantine, par les tracts distribués, par la vente des livres et de la presse du Parti, par les débats organisés sur les rapports P.s.-P.c., notamment.

« Au début, reconnaît l'un d'entre eux, nous savons bien que nous avons fait sourire, surtout du côté du P.c. Face à leur section d'une quinzaine d'adhérents implantée de longue date dans notre laboratoire, nous faisions effectivement un peu jeunes. D'autant que pas un de nous n'a plus de deux ans d'adhésion au P.s. Mais on s'y est mis. Et, maintenant, on commence à nous prendre au sérieux. Il ne se passe plus de jour sans que l'un de nous ne soit interpellé par un collègue en quête de précisions et d'informations sur le P.s. »

De nouvelles adhésions ? Ils savent qu'il y en aura sous peu. De toute façon, ils comptent bien tout faire pour cela : « Parce qu'à cinq, avec tout le boulot qu'il y a, vraiment on a du mal ».

« Un modèle de dynamisme, reconnaît volontiers la Fédération socialiste de l'Essonne, mais représentatif des difficultés rencontrées par toutes les sections socialistes d'entreprise ».

C. C.

Parti socialiste

QUI SONT LES MILITANTES ?

Quand plus de deux cents femmes socialistes se déplacent de tous les coins de France pour examiner ensemble leurs problèmes et y trouver des solutions, cela signifie, à l'évidence, que quelque chose a changé. Les responsables féminines du P.s. avaient d'ailleurs senti ce besoin des femmes, puisqu'elles avaient décidé d'organiser à Paris, le week-end dernier, deux « journées de réflexion ». Ni convention ni congrès, ces journées étaient une rencontre à laquelle pouvaient participer toutes celles (et ceux) qui le souhaitaient. Résultat : une soixantaine de fédérations départementales du Parti représentées, quatre commissions de travail, des discussions générales animées, et des conclusions débouchant sur des propositions concrètes.

Qui sont les militantes féministes socialistes ? Une question à laquelle ces journées permettent déjà de donner une amorce de réponse, et cela a son importance. En général, elles travaillent. Mais les femmes au foyer (un cinquième de l'assistance) ne sont pas absentes du débat. La plupart sont dans l'enseignement (un quart environ de participantes), et les autres représentent un très large éventail de toutes les activités : avocate, vendeuse, ouvrière, secrétaire, psychologue, artisan, étudiante, mécanographe, retraitée, agricultrice, bibliothécaire, etc. Et chômeuse... A noter que pratiquement toutes les femmes au travail sont syndiquées. La plus jeune de toutes a 19 ans, la plus âgée 72 ; la plupart oscillent entre 20 et 40 ans, mais on trouve autant de femmes ayant entre 50 et 60 ans que de femmes de 30 à 35 ans. Enfin, la majorité des féministes sont de nouvelles venues au P.s. : elles ont adhéré soit au moment du congrès d'Epinay, soit lors des dernières élections présidentielles. Un sondage réalisé sur une centaine de militantes permet de mesurer ce phénomène avec exactitude : une dizaine seulement étaient entrées au Parti socialiste avant 1970 ; 6 avaient adhéré en 1970, 26 en 1971 et 1972, 17 en 1973, 27 en 1974, 11 cette année. Ce qui ne signifie pas que ce sont des militantes de fraîche date : la plupart étaient engagées auparavant soit dans un parti politique (P.s.u., S.f.i.o., Convention), soit dans un mouvement quelconque (Planning familial, Fédération de parents d'élèves ou association féministe).

Quatre thèmes abordés au cours de ces journées. Le travail et l'emploi féminin, « un thème crucial, estime Denise Cacheux, membre du Comité directeur du Parti et déléguée nationale à la Condition féminine, car les problèmes des femmes en période de récession sont aggravés, et le travail des femmes devient encore plus un élément de division des travailleurs ». On connaît les handicaps des femmes dans le monde du travail : sous-qualification, formation insuffisante, rémunérations inférieures et manque de possibilités de promotion. Si les participantes ont évoqué ces problèmes, elles ont surtout insisté sur la nécessité de rejeter tout ce qui entretient la discrimination : travail à mi-temps, retraite anticipée réservée aux femmes, salaire maternel.



Travail de commission aux journées de réflexion des femmes socialistes.

Discussions fertiles également dans la commission « Contraception et avortement », qui a permis d'aborder tellement de problèmes que la commission a changé de nom en cours de travaux pour devenir la commission « Sexualité et socialisme ». Réflexion approfondie dans le groupe chargé d'étudier « Socialisme et féminisme ». Un thème choisi par les organisatrices, inquiètes de voir le féminisme pris en compte par des mouvements extérieurs au Parti ; un thème sensible pour les participantes qui ressentent le besoin d'intégrer le féminisme dans la réflexion socialiste, et qui souhaitent toutes une participation plus grande des femmes à la vie du P.s. Mais les groupes les plus suivis ont sûrement été ceux consacrés à la famille. Une militante résume les raisons de cet intérêt : « Chaque fois que nous butons sur des difficultés, on aboutit toujours aux problèmes familiaux. On ne débloquera pas l'approche de la condition féminine si l'on ne débloque pas les problèmes familiaux ».

De toutes ces discussions, les militantes ont tiré une conclusion unanime : demander la convocation d'une Convention nationale pour que les problèmes féminins deviennent l'affaire de tout le Parti. Elles veulent aussi que les problèmes spécifiques des femmes soient pris en charge dans toutes les campagnes du P.s. et, d'ores et déjà, au cours de la campagne Entreprises. Enfin, toutes préfèrent à la solution actuelle — une délégation, démunie de moyens — celle d'un secrétariat national plus particulièrement chargé des problèmes des femmes.

Qu'ont pensé de cette première réunion les femmes présentes ? Au hasard dans l'assistance... Une femme au foyer, 50 ans, adhérente depuis les Assises du socialisme : « Les thèmes ont bien situé le problème des femmes en tant que problème spécifique. Mais il faut se réunir plus souvent ».

Une enseignante de 41 ans, adhérente depuis 1970 : « Les rapports doivent être rédigés par une équipe comprenant aussi des provinciales. Le Parti ne doit pas être l'expression des problèmes parisiens ».

Une institutrice de 30 ans : « Les assemblées m'ont plutôt déçue. Les discussions au sein des commissions, en revanche, m'ont beaucoup intéressée : il y a eu une grande confrontation d'idées, et des prises de position qui devraient déboucher sur des actions dans le Parti ».

Une militante de la Moselle : « Le groupe Féminisme et socialisme était passionnant. Mais je vois mal la possibilité de faire passer ces réflexions à la base ».

Une femme au foyer, adhérente depuis 1972 : « Il faut renouveler cette expérience au moins deux fois par an. C'est une nécessité absolue ». Une réflexion souvent entendue...

M. B.



changer la vie politique en France

L'U.D.R. A L'ENTREPRISE

Pas de politique dans l'entreprise ! avaient dit il n'y a pas longtemps Michel Poniatowski et le « patron des patrons », François Ceyrac. L'U.d.r. ne semble pas être de cet avis et s'empresse au contraire de mettre en application les dernières instructions de Jacques Chirac. Ainsi, l'autre jour, le délégué U.d.r. pour la Bourgogne-Franche-Comté a annoncé la mise en place chez Peugeot — où l'on sait ce que signifie la répression antisyndicale — de sections politiques d'entreprise.

« Il ne s'agit pas pour nous, a-t-il dit, d'organiser des équipes prétoriennes et de tenir des meetings mais de faire passer une information politique véritable, pour lutter contre celle propagée entre autres par les syndicats. Cette action peut être menée d'homme à homme, aussi bien sur les chaînes que dans les moyens de transport et à la pause ».

LA FABRIQUE A INDICS

Le Comité d'action des prisonniers a lancé la semaine dernière une action déterminée en vue de l'abolition définitive des peines d'interdiction de séjour, qu'il réclame en vain depuis 1973. Au cours de la conférence de presse du Cap, André Rivereau, interdit de séjour à Paris pour cinq ans, a courageusement pris la parole en public pour réclamer, au nom de tous les interdits de séjour, « le droit à une vraie vie de famille, au travail et au libre engagement politique, comme tout le monde ». Tour à tour, des membres du Mouvement d'action judiciaire, du Syndicat de la magistrature et du Groupe multiprofessionnel sur les prisons ont dénoncé cette peine qui fait double emploi avec la condamnation d'emprisonnement. Elle représente, selon eux, un des plus gros obstacles à la réinsertion sociale des anciens détenus. Tous se sont accordés à dénoncer l'utilisation des interdits de séjour par la police comme indicateurs, seule explication possible au maintien de cette forme moderne du bannissement qui frappe en priorité les délinquants de petit acabit.

MONSIEUR X : SAINT MARTYR DU P.M.U. ?

Les petits parieurs sont en deuil : on leur a tué Monsieur X. Que le juge d'instruction affirme : « Le suicide ne laisse aucun doute » et que le défunt ait, dans une lettre, expliqué les raisons de son geste, n'empêchent ni les feuilles de pronostics ni la piétaille des turfistes de parler de « meurtre légal ». Sa fin tragique fait entrer le roi des joueurs dans la légende. On le compare à Don Quichotte, à Robin des Bois ; on le pleure comme un défenseur de la veuve et de l'orphelin grugés par le P.m.u. Hier, sa veine insensée excitait la jalousie ; les gens disaient : « Ce sont les gros comme lui qui faussent les courses ». Aujourd'hui, chaque parieur se sent peu ou prou solidaire du défunt dont « ils ont eu la peau ». Qui ça « ils » ? Pour les uns : la mafia des hippodromes, le gang des jockeys, éleveurs, propriétaires ; pour les autres : le système, le clan des polytechniciens et des énarques qui le servent. Pour tous, Monsieur X a péri parce qu'il s'est attaqué à plus fort que lui.

Au départ, pourtant, qui ne l'aurait pas donné gagnant ? Beau, jeune, noble, diplômé d'une grande école, Patrice des Moutis se lance en 1958 à l'assaut de la société d'abondance. Et celle-ci lui sourit. Aussitôt, l'argent pleut. Patrice ne sait où le mettre. Il triple, quadruple ses mises, empoche de nouvelles fortunes et contraint les maîtres du jeu à en changer les règles en limitant à 25 le nombre des paris autorisés à chaque participant. Avec la complicité d'amis et d'hommes de paille, Patrice tourne l'interdiction. A deux reprises, en 1962 et en 1968, le P.m.u. bloque les gains de ce vainqueur abusif. Mais il s'en moque. Sous le nom de Monsieur X, il vend au public quelques tuyaux, quelques broutilles d'ordinateur. Aux avertissements succèdent les condamnations ; en vain : l'imprudent ne veut rien entendre. Convaincu que les riches n'ont pas grand-chose à craindre de l'Etat, il met en danger le système qui le couvre d'or ; il va jusqu'à négliger cette précaution élémentaire de s'assurer quelques amis dans les rangs de la majorité. Le châtiment ne tarde pas. Le 11 février 1975, Monsieur X est inculpé et écroué. N'appartenant pas à l'honorable catégorie des patrons, il subira 142 jours de détention préventive dans l'indifférence générale. Des Messieurs Y ou Z effacent peu à peu son nom de la mémoire des parieurs. Libéré le 10 juillet, après avoir versé une caution de quatre cent mille francs lourds (l'équivalent d'une petite semaine de « travail » à Vincennes), il se découvre « persona non grata » parmi ceux qui le fêtaient la veille. Et il craque.

Cette balle qu'il se tire dans la bouche lui restitue la faveur populaire. Au fond, pense-t-on, il n'était pas si malin que ça, le génie du P.m.u. Un autre, à sa place, aurait spéculé dans l'immobilier, ou dirigé quelque compagnie pétrolière. Avec ses dons, son titre, ses millions, il s'est fait avoir comme un vulgaire paumé. Alors que son bluff, ses jongleries, son talent d'illusionniste, le désignaient pour le ministère des Finances.

GABRIELLE ROLIN

UN U.D.R. ACCUSE LE POUVOIR

Les perspectives du VIIe Plan en matière de logement dans la région parisienne sont peu reluisantes. Il est prévu d'y construire 86 000 logements en moyenne par an, contre 103 000 pendant le VIe Plan. Selon l'U.d.r. Jean-Marie Poirier, rapporteur général du Plan au District, « la fonction logement est la seule qui fasse l'objet d'un ralentissement volontaire ». Et, comme de bien entendu, les secteurs les plus touchés seront ceux du logement aidé et des H.l.m. en accession. Poirier reconnaît que « la situation du logement social n'a cessé de se dégrader » et parle même, à ce sujet, d'« échec caractéristique ». Alors qu'un tel bilan peut être dressé, démontrant que les besoins tant quantitatifs que qualitatifs restent très grands, ce projet du VIIe Plan laisse planer les pires craintes en matière de logement pour les cinq prochaines années.

CHOMAGE : D'ABORD LES IMMIGRES

Plus que les autres, ils sont touchés par le chômage : les travailleurs immigrés sont en première ligne.

Quelques chiffres : entre juin 1974 et juin 1975, le nombre d'immigrés demandeurs d'emploi a augmenté de 163% (88% pour les Français). Ils représentent 12% des demandeurs d'emploi en juin 1975. Parmi les plus touchés, durant le premier semestre 1975, on trouve dans l'ordre : Marocains, Algériens, Tunisiens, Portugais, Yougoslaves et Italiens.

Pour se débarrasser des immigrés, les entreprises emploient les moyens les plus variés. Dans la construction et le bâtiment, le licenciement pour « fin de chantier » est monnaie courante : non considéré comme licenciement économique, il laisse démunis ceux qui le subissent, et les travailleurs sont souvent licenciés systématiquement à leur retour de congés.

Dans le textile et les cuirs, certains patrons ne se donnent même pas la peine d'écrire une lettre de licenciement.

Dans l'agriculture, les méthodes employées sont encore plus radicales : le syndicat C.f.d.t. du Vaucluse a reçu des plaintes d'ouvriers agricoles qui, réclamant le paiement d'heures supplémentaires, ou même de leurs salaires, ont obtenu comme réponse... des coups de chaise et des menaces éloquentes : ceux qui les proféraient étaient armés de fusils !

Bref, les patrons, spéculant sur la crainte du chômage, espèrent se débarrasser des immigrés sans trop rencontrer de protestations.

Un mauvais calcul, comme le montre ce qui vient d'arriver en Allemagne aux usines Michelin : la direction a proposé le renvoi des immigrés ou la réduction d'horaire à 38 heures par semaine pour tous. Et c'est la seconde solution qui a été choisie par les ouvriers de Michelin.

Nucléaire

LA FILIERE PRIVEE

Il faudrait pouvoir conserver son humour. A décoder les actes et les décisions des gens du gouvernement, concernant le Commissariat à l'énergie atomique, la première réaction est simple : « Ils veulent vivre dangereusement ». L'ennui, c'est que le danger ne sera pas réservé aux responsables gouvernementaux. Mais partagé par toute la population. Avec, en première ligne, les salariés travaillant dans le nucléaire.

L'histoire mérite d'être contée. D'autant qu'elle se rattache à celles racontées l'année dernière par « l'Unité » dans « Histoire d'un racket ». L'été était chaud. Sur les plages ou dans les bois, les Français tentaient d'oublier l'inflation, le chômage. Le gouvernement, pour sa part, ne chômait pas. A la radio, on pouvait entendre des indiscrétions — calculées — sur le plan de relance. Le président de la République avait demandé à ses ministres de ne pas abuser de leurs vacances. Dociles, ces derniers obéirent. Et ils firent travailler leurs cabinets. Mais, soucieux de la bonne santé des Français, ils ont dû juger souhaitable de laisser se reposer les députés — à moins qu'ils ne les prennent pour quantité négligeable. Surtout, ils ont gardé un silence prudent vis-à-vis des syndicalistes. Pourtant, depuis juillet, il était de notoriété publique que, dans le nucléaire, l'Etat allait « faire quelque chose ».

Ce fut fait. Côté cocorico, l'enfant se présente bien. Le C.e.a., entreprise nationale, va prendre une participation importante dans Framatome, la firme chargée de construire les centrales nucléaires. Ainsi présentée, la nouvelle a de quoi réjouir : la puissance publique va maîtriser une firme privée. Ou, tout au moins, va éviter qu'une firme privée fasse n'importe quoi. Dans le domaine du nucléaire, c'est important, non ?



Manifestation des employés du C.e.a., samedi dernier, à Paris.

Et comme un cocorico ne vient jamais seul, pour bien montrer la volonté de promouvoir la Recherche, le gouvernement annonce la création d'un Institut de recherche fondamentale. Grâce à lui, les chercheurs éparpillés dans les divers services du C.e.a., pourront travailler ensemble. Mieux, ils auront un budget pour eux tout seuls. Enfin, dans le domaine de la recherche, le C.e.a. aura une vraie force de frappe. Dire qu'il a fallu trente ans pour cela...

L'ennui, et il est de taille, c'est qu'il faut écrire l'histoire autrement. Les décisions prises en Conseil interministériel au début d'août ont une autre logique : permettre aux grandes firmes intervenant à un moment donné de la chaîne nucléaire d'utiliser, sans en être prisonnières, le potentiel scientifique du C.e.a., les « avoirs » — techniques, finan-

Les 6 exigences des syndicats

Samedi, ceux du nucléaire ont manifesté à Paris à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales. Face à la volonté du Pouvoir de démanteler le C.e.a., voici la position des syndicats (C.f.d.t., C.f.t.c., C.g.c., C.g.t. et F.o.) :

« Nous nous prononçons pour l'élaboration d'un programme nucléaire dont le rythme et les caractéristiques permettent d'assurer, en liaison avec les autres sources d'énergie :

— un niveau de production d'électricité suffisant répondant aux besoins réels ;

— l'indépendance énergétique, ce qui n'exclut pas la coopération internationale, bien au contraire ;

— la protection de la population et de l'environnement.

Nous considérons que l'énergie atomique sous tous ses aspects — construction de centrales, transport et retraitement du combustible, extraction du minerai, fabrication du combustible — doit être classée d'intérêt public.

Il appartient à l'Assemblée nationale de prendre les mesures qui conviennent à cet effet. Cela peut se faire, suivant les cas, par la nationalisation, la prise de participation majoritaire, ou toute autre mesure qui assure un contrôle réel sur l'ensemble de cette industrie. Nous ne pouvons admettre que le C.e.a. soit placé au service des sociétés multinationales.

Nous demandons donc :

— qu'aucun secteur du C.e.a. ne soit privatisé et, dans le moment présent, que soit abandonné le projet de filialisation de la direction des Productions ;

— que les crédits suffisants soient débloqués afin de redonner pleinement au C.e.a. son rôle en amont du stade industriel ;

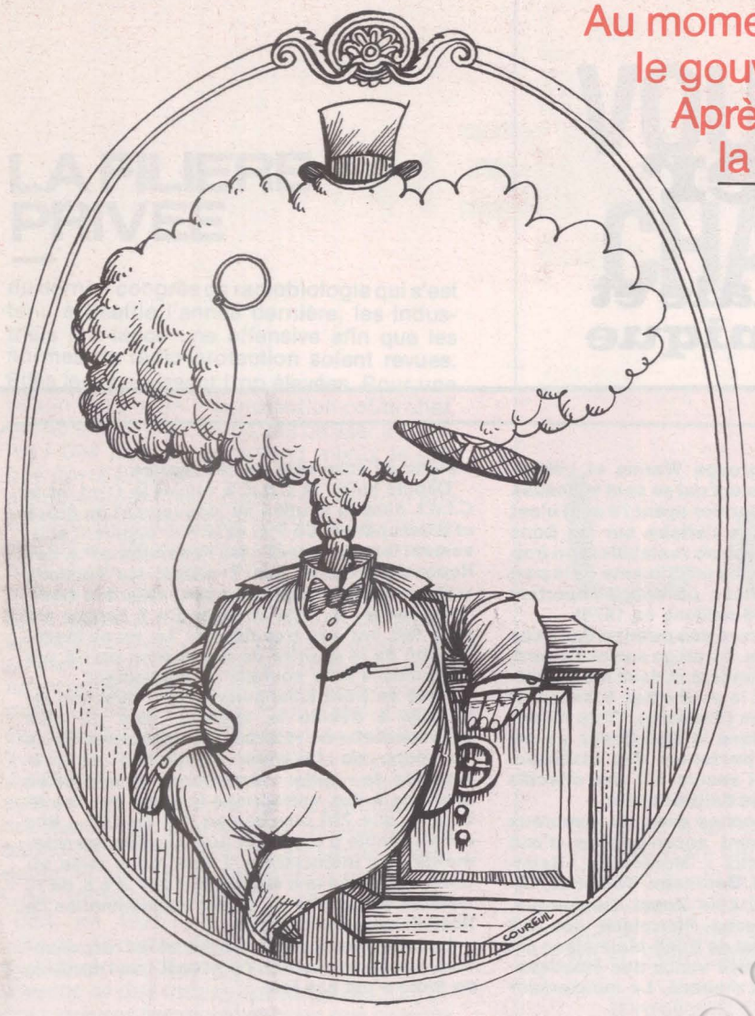
— qu'une véritable politique du personnel soit instaurée, impliquant la reprise des embauches ;

— que des programmes, notamment sur les réacteurs de la seconde génération, soient immédiatement confiés au C.e.a. ;

— qu'en cas de modification politique ou technique dans les programmes civils ou militaires du C.e.a., il n'y ait aucun licenciement de personnel. En effet, personne ne peut penser que, dans les conditions présentes de l'énergie nucléaire, une activité abandonnée ne peut être remplacée par une autre. C'est vrai pour le centre de Pierrelatte, c'est vrai pour les centres militaires. De plus, une telle politique permettrait d'éviter les menaces sur l'emploi des personnels de support technique ou administratif.

— que les organisations syndicales soient représentées au Comité de l'énergie atomique. »

Au moment où le C.e.a. fête son 30e anniversaire, le gouvernement le brade à l'industrie privée. Après l'abandon de la filière française, voici la filière — ou plutôt le filon — privée.



ciers, humains — de l'établissement national.

Le mécanisme, au départ, est simple : développer la « filialisation ». Recette : vous prenez une société « d'Etat » Elle a du personnel, des bâtiments, et a développé sur crédits d'Etat une technologie. A un moment, un de ses départements devient rentable. Au nom de l'efficacité, vous expliquez que, pour remplir plus efficacement sa mission, ce département doit être autonome. Vous créez donc une société — relevant, cette fois-ci, du droit privé — qui effectivement est filiale à 100 ou 90 % de la société d'Etat. Premier avantage : avec un peu de chance, vous pouvez espérer que le personnel n'aura pas les mêmes avantages. Puis vous faites travailler cette société pour une autre, vraiment privée cette fois, à des prix sérieusement étudiés. C'est ainsi que s'opèrent, entre autres, ce que les économistes appellent les transferts. Enfin, par le jeu d'augmentations de capital, petit à petit, vous cédez au privé l'essentiel. Le tour est joué.

Les jeunes sont partis

C'est ainsi que le secteur « combustible » du C.e.a. a permis à Pechiney-Ugine-Kuhlmann et à Rothschild de faire de confortables bénéfices. Trois groupes se partagent l'industrie minière de l'uranium : le C.e.a., P.u.k. et Rothschild. Il faut savoir que 30 % environ du coût du kWh nucléaire est fonction du combustible. C'est dire s'il est important pour les grands groupes privés de bénéficier de la manne qu'implique le programme nucléaire actuel. Or, 80 % des exploitations d'uranium situées sur le territoire français appartiennent au C.e.a. A travers des filiales... La concentration du minerai et la conversion de l'uranium sont réalisées par deux sociétés, la Simo et Comurhex, filiale du C.e.a. — c'est juré, c'est sur l'organigramme — contrôlées par P.u.k. Le combustible pour les centrales à uranium enrichi est fourni par une société contrôlée — avec Westinghouse — par P.u.k. : Eurofuel. Et, pour ne pas faire de peine aux dirigeants de ces deux trusts, la création d'une société dépendant du C.e.a. n'a pas été autorisée. Là, ce n'était pas la peine. Petit à petit, toutes les activités « combustibles » rentables vont donc passer sous le contrôle de l'industrie privée.

Rien de cela n'est dû au hasard. Depuis plus de cinq ans, diverses mesures ont été prises pour en arriver là. C'est-à-dire depuis l'abandon de la filière graphite-gaz. C'est déjà de l'histoire ancienne.

En 1969, le C.e.a. — en liaison avec E.d.f. — avait mis au point une filière « nationale ». Un plan avait été dressé. Il permettait de produire de l'électricité d'origine nucléaire dans un réacteur fiable, expérimenté. Et d'attendre la seconde génération des filières françaises : les surrégénérateurs. Tout en faisant l'économie des usines — fort coûteuses — de séparation isotopique.

C'était l'époque du « tout pétrole ». Quelques mois après l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République, ce plan était jeté aux oubliettes. Et il était décidé, pour l'avenir, de faire appel aux filières américaines. A l'époque, la filière « française » fonctionnait. C'est encore le cas. La filière américaine non. Et c'est toujours le cas.

Cette décision avait été prise au nom de la rentabilité. Six ans après, personne n'est capable de calculer vraiment le coût réel — si toute la chaîne est comprise — du kWh fabriqué par les 2 types de filières. Tout ce que l'on sait, c'est que si l'investissement initial de la filière française est plus important que celui de la filière américaine, son rendement — en heures de fonctionnement — est meilleur et sa sécurité plus grande.

Les conséquences de cette décision allaient être nombreuses. Des équipes scientifiques allaient être dispersées, la « foi » allait disparaître. Car le C.e.a. avait été une des grandes aventures scientifiques et industrielles françaises. Tout d'abord, on supprima des postes : de 31 000 agents en 1968, le C.e.a. est passé à 26 000 aujourd'hui. Et il a vieilli : 37 ans de moyenne d'âge en 1968, 43 ans aujourd'hui. Car ce sont les jeunes qui sont partis. Ceux à qui l'on a expliqué que l'avenir était ailleurs : principalement dans le privé. Pour Jacques Trelin, secrétaire général de l'Union des syndicats de l'Energie atomique C.g.t., « tout s'est passé comme si, après avoir neutralisé un concurrent possible, les intérêts privés — tant français qu'étrangers — cherchaient à l'utiliser au maximum tout en l'éliminant. »

Mais la « mort » de la filière française ne suffisait pas. Le C.e.a., par l'intermédiaire d'une filiale commune avec E.d.f., Technicatome, conservait la possibilité de construire et de vendre des centrales. Impensable, puisque une firme privée, Framatome, filiale de Westinghouse et de Creusot-Loire, était sur les rangs. Depuis le mois d'août, ce danger n'existe plus. Le C.e.a. va prendre une participation dans Framatome. Mais une participation inférieure à la minorité de blocage. Dans Framatome, le C.e.a. interviendra en fournissant les études que les groupes privés n'ont pas faites. C'est grâce au C.e.a. que sera enfin « mise au point » la filière qu'il y a 6 ans on présentait comme éprouvée. Mais il n'interviendra qu'à la demande de Framatome ! C'est-à-dire que, sur le plan de la sécurité, il ne pourra rien imposer.

Un cadeau de 6,4 milliards

Or pour Jean-François Mougel, secrétaire général du S.n.p.e.a. (C.f.d.t.), « la sécurité implique l'abandon de toute doctrine de rentabilité ou de profit. Et lorsqu'il s'agit de traiter les matières radioactives, de transporter les combustibles irradiés, de stocker les déchets, seul un service public, chargé d'assurer en premier lieu la sécurité et non de gagner de l'argent, peut le faire ».

Le danger que fait peser la privatisation sur la sécurité est d'autant plus réel que, lors →

changer la vie sociale et économique

COMSIP : NON AUX 750 LICENCIEMENTS

Depuis quelques jours, l'avenue de Chatou, à Rueil-Malmaison, présente un aspect insolite. Banderoles, rassemblements, grilles d'usine fermées devant l'immeuble de Lebon-Industrie. La cause se résume en quelques mots : non aux 750 licenciements à Comsip-Entreprise ! La menace pesait depuis un certain temps déjà : de juin 1973 à septembre 1974, 112 licenciements étaient prononcés. Avec les 750 annoncés, c'est bien la menace de liquidation complète de l'entreprise qui devient manifeste.

Comsip-Entreprise est née d'une fusion il y a deux ans. Elle est la première entreprise française dans le domaine de l'automatique industrielle, un secteur que le Pouvoir prétend vouloir défendre et développer. Un secteur que le P.s., et le programme commun, entendent privilégier car il est essentiel pour l'équipement des industries et la défense de l'emploi.

Or il semble que ni les financiers qui contrôlent l'entreprise (le groupe Worms et Lebon-Industrie), ni les directeurs qui se sont succédés (trois en deux ans, le dernier ayant 70 ans) n'ont été capables de mettre l'affaire sur les bons rails. Il faut y voir un désir de rentabilisation trop rapide et une compétence insuffisante de la part du patronat. Le résultat : un déficit important depuis la création (136 millions en 1974).

Seule chirurgie connue des patrons dans ces situations : on licencie. Au siège social d'abord, aujourd'hui sur les chantiers et dans les établissements qui assurent la production à travers le pays : 76 à Montesson (Yvelines), 73 au Havre, 65 en Bretagne, 73 dans le Sud-Ouest, ce qui représente 33% du personnel des établissements concernés ; et encore 137 des effectifs totaux dans ces unités de production.

La grève est déclenchée dans de nombreux établissements, souvent accompagnée d'une occupation des locaux : Montesson, Saint-Brieuc, Brest, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Orthez, Grenoble, Metz, Lille Douai, Dunkerque, Saint-Quentin, Cadarache, Pierrelatte, dès le 8 octobre. Le siège social de Rueil-Malmaison est occupé par des délégués venus des établissements où l'emploi est menacé. Le mouvement s'étend à l'ensemble de l'entreprise.

Depuis lundi, la C.g.c. a rejoint la C.g.t. et la C.f.d.t. dans le soutien au mouvement de grève et d'occupation. Le P.s. et le P.c. appuient activement le mouvement : les Fédérations P.s. des Hauts-de-Seine et des Yvelines, les sections voisines se sont mobilisées pour aider à la popularisation de la lutte et répondre à l'appel qui sera fait par les travailleurs. La municipalité d'union de la gauche de Montesson prend ses dispositions pour soutenir le mouvement.

Face au front ainsi constitué, la direction de Comsip a décidé la fermeté. Tout au plus propose-t-elle de retarder les licenciements de 15 jours, de favoriser l'obtention de préretraites, de « céder » le personnel en service en province à des entreprises locales, de « ne licencier que 700 ouvriers au lieu de 750 ». Elle est incapable d'expliquer pourquoi les licenciements sont inéluctables. L'Etat, dans cette affaire, a proposé une subvention du F.d.e.s. de 13 millions qui servira à... payer les indemnités de licenciement (14 millions).

La lutte risque d'être longue et les responsables, ici, s'y préparent. Ils savent que l'épreuve de force n'est pas loin...

EMBALLÉ, C'EST PESÉ...

La société Ferembal, avec 3 000 salariés se partageait, avec la société Carnaud l'essentiel du marché national de l'emballage métallique en fer blanc. Une affaire qui marche bien. Depuis 1973 elle a réalisé des bénéfices considérables. Le bilan, à la fin de juillet dernier faisait ressortir un profit de 7 246 000 F. Pourtant en un an cette entreprise, économiquement saine, a licencié 400 travailleurs.

Pourquoi ? Toujours dans l'optique d'un plus grand profit.

Au lieu de se concurrencer, les deux sociétés et les groupes qui les soutiennent décident de se mettre d'accord. Le 30 juin dernier, se crée la société financière Marine-Wendel qui finance à la fois Ferembal et Carnaud. Autrement dit, elle contrôle 85% de la production d'emballages sur le marché français.

Sous prétexte de conserver une certaine concurrence (?) sur le marché intérieur, le gouvernement et la C.e.e. demandent à Marine-Wendel de se séparer de certaines unités d'origine. A partir de mars, les bruits les plus divers circulent sur l'avenir de l'entreprise. La direction met à profit ce climat d'incertitude pour licencier quelque 200 travailleurs. Enfin, le 23 septembre dernier, au cours de la réunion du comité central d'entreprise, les travailleurs apprennent enfin à quelle sauce on veut les manger. La direction annonce en effet un plan qui prévoit le démantèlement de l'entreprise en deux sociétés : d'un côté, Ferembal garde seulement trois usines d'emballages alimentaires et est vendue à Usinor ; de l'autre, une nouvelle société est créée, la Société française d'emballages métalliques, qui regroupe les autres usines et reste sous le contrôle de Marine-Wendel.

Pour les travailleurs, ce plan de démantèlement signifie d'abord 105 licenciements. Et à plus long terme, c'est leur potentiel de mobilisation qui se trouve atteint par cette division. C'est pourquoi, tant qu'ils sont encore groupés, ils ont décidé de s'opposer à ce démantèlement. Le 9 octobre, tandis que les élus du comité d'établissement se prononçaient catégoriquement contre ce projet, la quasi-totalité des 3 000 salariés de Ferembal avec la C.g.t., la C.f.d.t., la C.f.t.c. et F.o. observaient un arrêt de travail de 2 heures. Des actions de plus grande envergure sont déjà envisagées.

ENTORSE A L'UNITE D'ACTION

C'est un communiqué de la C.g.t. daté du 15 octobre qui a mis le feu aux poudres. Les deux confédérations (C.g.t. et C.f.d.t.) on le sait, négocient ensemble avec le gouvernement le problème de l'abaissement de l'âge de la retraite. Le 16, leurs délégations avaient rendez-vous au ministère du Travail. La veille, la C.g.t. publie un communiqué dans lequel elle donne son opinion sur les négociations (« Il n'y a pas de négociation, le gouvernement manœuvre ») et explique les mesures qu'elle souhaite voir appliquer.

Pour la C.f.d.t., c'est une entorse à l'unité d'action. Et elle le dit dès le lendemain au cours d'une conférence de presse : « Nous avons été surpris de voir cette déclaration de la C.g.t. Nous trouvons ce procédé en contradiction totale avec l'unité d'action sérieusement conçue : voilà deux organisations qui mènent une activité sur les retraites depuis 1971, qui sont reçues ensemble par Durafour ; et, la veille, la C.g.t. discute de propositions qui n'ont pas été débattues avec la C.f.d.t. C'est une attitude de mauvais augure pour la mobilisation des travailleurs.» Malgré ces reproches, la C.f.d.t. précise que ce n'est qu'un incident, une petite période de tension, rien de plus.

La C.g.t., pour sa part, juge « disproportionnée » la réaction de la C.f.d.t. et les motifs invoqués à l'appui de cette réaction. C'est dit-elle, de l'« irritation injustifiée », et ses revendications sur la retraite sont « dans le droit fil des revendications communes aux deux organisations ». « Nous sommes fort loin, précise-t-on rue Lafayette, d'une rupture de l'unité d'action. Mais cette unité ne saurait avoir pour conséquence l'abandon de la personnalité des deux organisations. »

Il semble donc que, malgré cet orage, la C.g.t. pas plus la C.f.d.t. ne songe à une rupture. Les représentants des deux centrales se sont d'ailleurs rencontrés en début de semaine pour tirer au clair cet incident, et réaffirmer leur volonté unitaire.

LA FILIERE PRIVEE

→

du dernier congrès de radiobiologie qui s'est tenu à Seattle l'année dernière, les industriels ont lancé une offensive afin que les normes de radio protection soient revues. Elles leur paraissent trop élevées. Pour une raison fort simple : la protection coûte cher, horriblement cher. Donc, fait baisser les profits ! Dès lors, on comprend mieux le rôle que devra jouer le C.e.a. pour Framatome : exécuter pour une société privée et pour une firme multinationale les études qui n'ont pas été faites. Mais seulement celles que souhaite cette société. Pour cela, il semble qu'une solution « élégante » ait été trouvée : le C.e.a. « paierait » sa part de capital en études. C'est dire si celles-ci seront imposées. Et ce n'est pas la création d'un Institut de recherche fondamentale qui changera quoi que ce soit à cela. Tout d'abord parce que la recherche est fonction de crédits. Et que l'évolution de ceux mis à la disposition du C.e.a. est révélatrice : cette année, la subvention recherche et développement consacrée aux divers types de réacteurs a baissé de 5 % par rapport à l'année précédente. Si en 1968 la subvention globale du C.e.a. représentait 3,47 % du budget de l'Etat, en 1975 elle n'était plus que de 1,90 % ! Et Louis Blanc, secrétaire général de l'U.n.s. de l'Energie nucléaire, de la recherche et des industries connexes (C.g.t.-F.o.), résume fort bien l'opinion des personnels du C.e.a. : « Cette réforme de structure est inutile, car elle ne résout pas les problèmes de la recherche, notamment le manque de moyens ; et néfaste, car elle remet en cause le caractère pluridisciplinaire du C.e.a., caractéristique qui fut à la source de son efficacité ».

On le voit, au moment où le C.e.a. fête son 30e anniversaire, ses perspectives sont plus que sombres. Au nom d'un « virage industriel » rendu possible par l'accession à l'âge adulte de l'énergie nucléaire, le gouvernement le cède à l'industrie privée pour ne pas dire qu'elle le brade. Le mot n'est pas trop fort. Si la filiale de production voit le jour — à 100 % C.e.a. le premier jour, on vous le jure — c'est 6,4 milliards qui tomberont tôt ou tard dans le secteur privé : 4 milliards d'actifs et 12 000 tonnes d'uranium, soit 2,4 milliards. Cela permet d'expliquer aux Français que le nucléaire est devenu une industrie banale sans risque.

Seulement, pour que Framatome vende des centrales, il faut les faire oublier. En 1969, les grandes firmes françaises ont préféré dépendre d'un brevet américain plutôt que d'un établissement national. En 1975, elles trouvent cet établissement encore dangereux tout en étant utile. La décision prise par le gouvernement au mois d'août répond à cette double analyse. Demain, le C.e.a. ne fera plus figure de concurrent potentiel. Et il sera asservi. C'est tout bénéfice. On comprend alors que le Parti socialiste ait à nouveau réclamé un débat parlementaire suivi de vote sur l'avenir du C.e.a., ainsi que la création d'une commission d'enquête sur les accords (passés ou en préparation) dans l'informatique, l'aéronautique et l'énergie nucléaire...

GUY PERRIMOND

VOUS AVEZ BESOIN CHAQUE SEMAINE DE l'unité

Pour être assuré de l'avoir régulièrement, abonnez-vous en profitant de notre offre exceptionnelle : en souscrivant un abonnement avant le 30 novembre vous bénéficierez d'une réduction de 10 F sur le tarif normal (l'abonnement à « l'Unité » est la seule chose qui baisse en France). En outre, vous recevrez en cadeau un livre original que nous avons choisi pour vous faire plaisir. (La même offre est valable pour un réabonnement arrivé à échéance, ou si, étant déjà abonné, vous voulez abonner l'un de vos amis.)

Il vous suffit de remplir le bulletin ci-dessous et de nous le retourner avec un chèque. N'attendez pas !

BULLETIN D'ABONNEMENT - CADEAU
A RETOURNER
41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement-cadeau à l'UNITE :

— pour six mois (60 F au lieu de 70 F) ☐
— pour un an (110 F au lieu de 120 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

Etudiants

LA «DEPRIME»

Un vrai mystère. Le « milieu étudiant », où diable est-il passé ? Où les étudiants insouciants de jadis, qui poursuivaient plus assidûment la grisette mutine que les peaux d'âne de l'Alma Mater ? Où, les « contestataires » de naguère qui, après une nuit de discussions fiévreuses dans un local enfumé, s'en allaient « coller » et « distribuer » en attendant la prochaine barricade ? Clichés peut-être ? Sûrement, mais pas totalement. Envolés, alors ? Toujours est-il qu'il ne s'est pas produit de mouvement étudiant d'envergure l'an passé, au terme d'une lente décrue amorcée en 1971.

Les étudiants seraient plus satisfaits qu'hier ? Ils n'ont pourtant pas tellement de raisons d'être optimistes. Sur les 760. 000 (pense-t-on) qu'ils sont à cette rentrée 1975, une bonne moitié entreprennent ou poursuivent des études qui, même couronnées de succès, ne les mèneront nulle part. « Je souhaite bien du plaisir aux étudiants que nous allons avoir cette rentrée en première année, déclare François Aron, assistant d'Histoire à Paris IV ; à supposer qu'ils obtiennent la licence, dans le contexte actuel ils se retrouveront, au bout de quatre ans, en train d'en affronter quelques milliers d'autres pour une centaine de postes aux concours de recrutement du second degré. Et pas question, s'ils échouent, de devenir auxiliaires : on n'en recrutera probablement plus ». Observations qui valent aussi bien pour les disciplines littéraires (240. 000 étudiants) que pour les sciences (125. 000 étudiants seulement, pourtant) et plus encore pour le droit (120 000 étudiants environ). L'Université, c'est clair, ne prépare actuellement qu'à peu de professions.

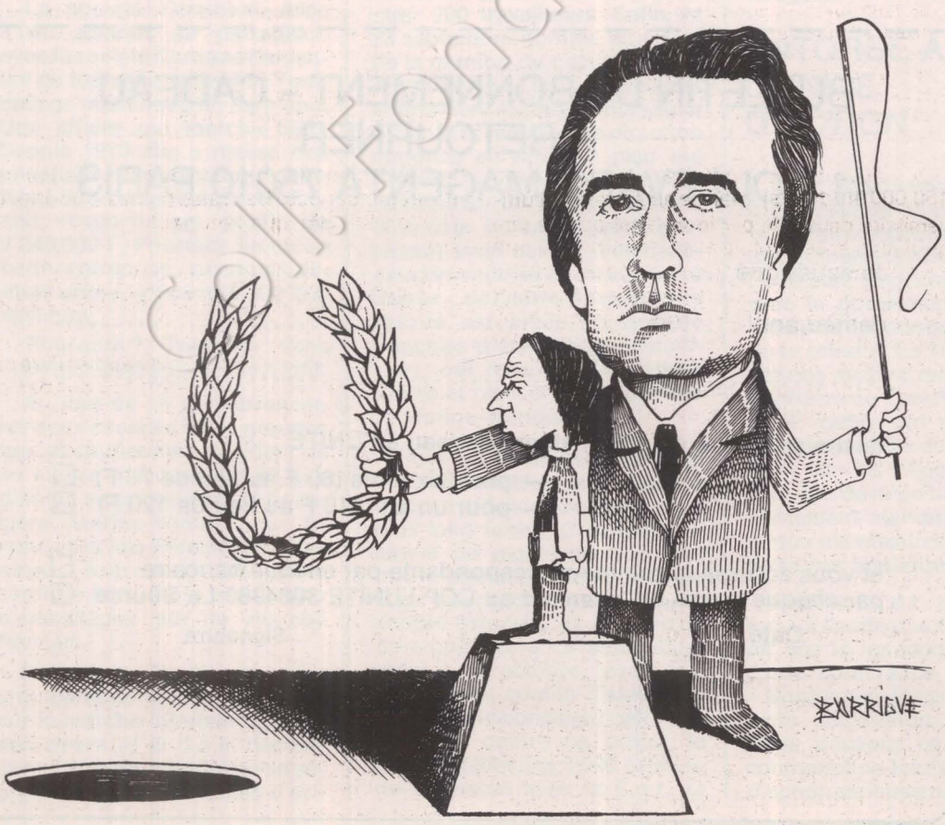
«Travail noir»

Elles voudraient pourtant accroître leur rôle en ce domaine. Patronat et pouvoirs publics les en empêchent systématiquement (médecine mise à part). Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités, bloque des dizaines de maîtrises de sciences et techniques. Chaque administration a créé ou entend créer sa propre école, au sein de laquelle l'Université n'intervient qu'en annexe : magistrature, impôts, etc. Il n'est pas jusqu'à René Haby, adjudant-chef préposé à l'Education, qui n'envisage de retirer aux universités la responsabilité de la formation des maîtres du second degré **(voir encadré p. 13).** C'est dire que ceux qui montent le seul cheval universitaire ont de grandes chances de se retrouver avec une formation qui n'intéressera personne. Et ce dans un contexte de crise.

« Mécontents, les étudiants ? Mais regardez donc, monsieur ! » D'un geste ample, l'agent de service avec qui je viens d'échanger quelques mots sur le campus de Villetaneuse — où le recrutement est pourtant très populaire — me montre une impressionnante collection de motos de toutes cylindrées. « Ça coûte au moins 500 000 francs, ces machines-là ! » Il n'a pas tort, beaucoup coûtent même beaucoup plus. Et ces motos, on les trouve partout. L'aisance étudiante, une réalité.

Du moins est-ce la réalité que l'on voit. Il est sûr que l'étudiant d'aujourd'hui — ou l'étudiante, car les femmes forment 46 % du recrutement universitaire — aspire à plus d'indépendance que son homologue d'hier. D'abord parce qu'il est plus âgé. Avec le bac que la majorité obtient à 19 ans, les étudiants se trouvent dans l'enseignement supérieur entre 19 et 24 ans. Si bien qu'un nombre croissant, semble-t-il, sont mariés. Et ensuite parce que « l'émancipation de la jeunesse » n'est pas seulement un poncif pour journaliste en mal de copie. Avec une nuance. L'étudiant qui vient « à la fac » avec sa moto n'est le plus souvent pas totalement indépendant de sa famille, qui le subventionne au moins partiellement. Quant à l'étudiant réellement indépendant, on ne le voit à l'université qu'à de courts moments.

Pourquoi ? Parce qu'il travaille, comme 50 % à 60 % des étudiants. Toutes sortes de boulots, déclarés et non déclarés, à temps partiel ou à temps plein, en rapport avec les études suivies — ça paraît de plus en plus rare — ou sans rapport avec elles. Tous les métiers de la planète (à part cultivateur et cadre supérieur) sont représentés chez les étudiants : serveur de restaurant, secrétaire dans une auto-école, emballeuse, commis chez un avocat, surveillant d'externat, pigiste dans une agence de photographies historiques, pion d'internat, etc. Le tout pour



Les E.s. ne perdent pas de temps

C'est le mensuel de la J.s. et des Etudiants socialistes, « l'Insurgé » — qui publie cette semaine son numéro de rentrée — qui en rend compte : on ne perd pas de temps pour l'action, à Antony. Dès le 9 octobre, l'association des résidents (Aerua) et les E.s. de la cité universitaire Jean-Zay ont décidé de réagir contre l'augmentation des loyers (+ 40 F) et des tickets de restaurant (+ 0,55 F) et d'obtenir l'attribution de 350 chambres restées vacantes. La seule réponse qu'on leur ait faite : l'envoi de la police lorsqu'ils ont entrepris l'occupation des locaux administratifs de la résidence.

Coll. Fondation Jaurès

des salaires variables et qu'il est impossible de connaître, les intéressés n'étant pas toujours — en pleine connivence avec leur employeur, qui y gagne plus qu'eux — en règle avec le fisc. C'est en effet trop souvent du « travail noir », qui évite la perte du bénéfice de l'aide indirecte et de la Sécurité sociale étudiante.

3F + 3F

S'il en est ainsi, c'est que cela coûte d'être étudiant. Passons sur ceux — une minorité — qui ont rompu avec leur famille, pour diverses raisons. Les autres travaillent parce qu'ils ont des besoins d'argent auxquels leur famille, malgré qu'elle en ait, ne peut subvenir.

D'abord, il y a le logement — pour qui du moins n'habite pas à proximité de son centre universitaire. Henri, dont les parents sont fermiers près de Meaux, a réussi, on ne sait comment, à se faire inscrire à Paris IV. Il habite rue de Flandre, dans une chambre de bonne au sixième étage d'un vieil immeuble bourgeois. Ni eau, ni évacuation d'eau, ni sanitaire. Tout se trouve sur le palier, à 5 ou 6 mètres de chez lui. Pas de chauffage central ni de gaz : l'électricité ordinaire seulement. Prix : 350 F par mois. Au Centre national des œuvres universitaires et scolaires (C.n.o.u.s.), on estime à 400 F le loyer moyen d'une « piaule » à Paris, contre 320 F à Nice et environ 250 F partout ailleurs.

Henri aurait pu aller en résidence universitaire. A vrai dire, la première année, il ne le savait pas. Et il n'est toujours pas sûr d'y avoir droit. Au demeurant, il connaît des résidents qui, sans être vraiment mécontents de leur sort, ne sont pas non plus emballés. Car les chambres sont bien petites (10 à 12 m2) et la construction si légère, si bon marché, que le moindre bruit se répercute, notamment par les tuyauteries. De plus, on n'est pas sûr de garder sa chambre d'une année sur l'autre — bien que, dit-on au C.n.o.u.s., ce soit généralement ce qui se passe. Et puis ces grandes bâtisses, souvent isolées et pas toujours accessibles, font figure de ghettos. Ajoutez que les redevances ne sont pas données, même si elles ne couvrent que les charges : 180 F en moyenne par mois et par chambre (pour un prix de revient de 230 F : il y a une subvention d'Etat de 50 F). Aussi, on peut dire paradoxalement que si les 100 000 lits des résidences universitaires ne couvrent pas les besoins réels de la population étudiante, ils ne sont pas loin d'en dépasser les besoins ressentis. Car c'est un fait que les résidences n'attirent plus guère les étudiants (1). Il est vrai qu'un dimanche passé à la résidence universitaire de Nanterre — aux trois quarts déserte ce jour-là — a de quoi donner la « déprime ». Or un quartier qui ne vit pas aussi le dimanche, on peut dire qu'il ne vit jamais.

Se loger. Mais aussi se nourrir. Henri, comme environ un quart des bénéficiaires des œuvres universitaires (soit environ 150 000 étudiants), mange au restaurant universitaire deux fois par jour. C'est peu de dire qu'il en a assez ! Mais allez déjeuner où que ce soit pour 6 F par jour... Evidemment, à l'entendre, « c'est dégueulasse ». La cuisine de collectivité — qu'Henri fasse un tour dans une cantine d'entreprise... — est rarement succulente. Surtout, mettez-vous à la place de l'intendant : pour chaque repas, il perçoit 6 F (3 F de l'étudiant et une subvention égale de 3 F). Avec cela, il lui faut rétribuer son personnel, couvrir les charges (énergie, entretien, etc.) et acheter la nourriture, qui lui revient à environ 3,60 F par repas. Même en achetant en gros, essayez d'arriver à composer des menus à ce prix-là : pâtes, patates, vous n'en sortirez pas. Or les intendants arrivent parfois à s'en sortir quand même.

Les étudiants, du coup, boudent les « restau U ». En quelques années, on est tombé de 74 millions de repas servis (sur 220 jours d'ouverture) à 68,5 millions. Aussi bien, « l'environnement » contribue à détourner les étudiants. Un simple calcul : il y a 126 000 places en « restau U ». En supposant que chaque place soit autant occupée le midi que le soir et chaque jour également, on obtient une rotation de 1,2 repas par table et par service. De vraies usines à bouffe, que l'on fuit dès que l'on peut.

Soisson le spécieux

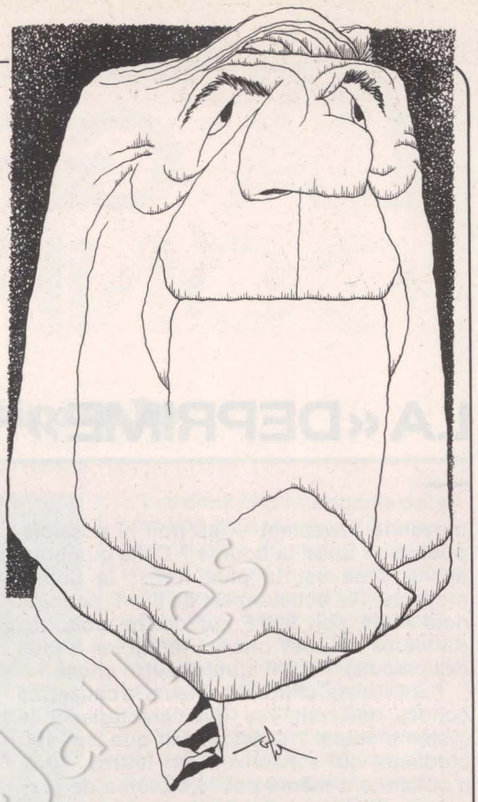
A supposer qu'il n'achète aucun livre et ne sorte presque jamais, Henri ne peut pas s'en tirer à moins de 500 F par mois, les mois où le « restau U » est ouvert.

Henri n'est pas boursier. Supposons qu'il le soit au taux maximum. Il percevrait 713 F par mois pendant neuf mois sur douze, et rien les trois autres mois ; soit un revenu mensuel réel de 534 F. Il lui resterait donc dans les 30 F par mois pour offrir des fleurs à sa petite amie ou s'acheter des bouquins. Supposons-le résidant en cité universitaire, il aurait 200 F de loyer et de transports, plus 250 F pour la nourriture et le café du matin, soit 450 F de frais : 84 F pour les menus plaisirs.

Est-il besoin, après cela, de longs développements pour expliquer pourquoi la plupart des étudiants de famille modeste et

→

Les limites de l'adjudant Haby



Une petite devinette pour commencer. Qui a écrit : « L'espèce humaine est telle qu'elle a besoin de se sentir confrontée à des exigences, limitée par des barrières. Cela nécessite un contrôle » ? Un quelconque pousse-au-jouir du maréchal Pétain ? Maurras ? Jean Cau ? Vous n'y êtes pas : René Haby, ministre de l'Education, vendredi dernier, devant les inspecteurs généraux réunis à Sèvres ! Le préposé à l'Education a pris le goût du pouvoir ; il est devenu adjudant.

Car tout cela est fort clair. René Haby invite les inspecteurs généraux à renforcer leur contrôle pédagogique sur les enseignants. Les « exigences » et les « barrières » seront les leurs — c'est-à-dire, il l'espère bien, les siennes — car les inspecteurs généraux doivent selon lui « s'afficher au service du mieux que constitue chaque réforme ». Silence dans les rangs, à tous les niveaux !

« La mise en cause de l'indépendance administrative des corps d'inspection sera ressentie, par les enseignants dont les initiatives pédagogiques se heurtent localement aux forces réactionnaires, comme une incitation à la répression et une atteinte aux libertés. On ne peut confier une mission pédagogique aux inspecteurs, comme le souhaite le Parti socialiste, qu'en les déchargeant de toute fonction de contrôle hiérarchique. » Qui ne souscrirait à ces propos de Louis Mexandeau, un des délégués nationaux du P.s. à l'Education, dans un communiqué publié dimanche ?

Tous les enseignants qui, de l'Instituteur au professeur de faculté, préfèrent fonder leur enseignement sur la confiance dans le progrès de l'esprit humain plutôt que sur les « limites » et les « barrières », sont donc prévenus. Prévenus qu'ils auront à se battre.

Mais ce n'est pas tout. Pour éviter d'avoir à l'avenir à imposer les fameuses « barrières », Haby a décrété — en complète violation de la loi de 1968 sur l'enseignement supérieur ! — que ce ne serait plus désormais à l'Université de former les maîtres, mais à des organes contrôlés par lui et qui pourraient utiliser les universités comme prestataires de services pour la partie théorique scientifique de la formation. Il rejoint ainsi (par-hasard, sans doute...) une tendance née originellement de la répugnance des universités à ouvrir des filières professionnelles, mais qui, depuis qu'elles ont renversé la vapeur, s'est néanmoins développée pour des raisons de contrôle idéologique et politique : la tendance du patronat et des principaux corps d'administration (impôts, magistrature, etc.) à avoir leurs propres instituts de formation supérieure.

Là encore, pas question, pour le Parti socialiste, d'accepter ce genre de manœuvre : « Pour les socialistes, le problème de la formation des maîtres se pose dans le cadre de l'intégration de l'ensemble des filières professionnelles supérieures aux universités et de l'unification progressive du niveau de formation des maîtres prévue par le programme commun. »

Quant à Soisson, directement mis en cause par les propos de Haby, il a riposté en publiant une espèce de protocole d'accord signé par eux deux le 30 décembre 1974 (et entièrement secret jusqu'ici), dont l'esprit semble assez différent de celui des propos de Haby. On en est donc là : la solidarité gouvernementale consiste à négocier de puissance à puissance des pactes de non agression secrets et ensuite à se trahir allègrement. C'est Byzance en 1452.

LA «DEPRIME»

moyenne travaillent — au noir si possible, pour avoir aussi la bourse ? Celle que nous avons citée est la plus forte ; la bonne moyenne (4e échelon) est de 531 F pendant neuf mois, soit 399 F sur douze mois (les dernières hausses ont été intégrées à tous ces calculs). Faut-il ajouter autre chose ?

Faut-il aussi chercher ailleurs la cause des échecs universitaires qui caractérisent le système actuel ? C'est un fait que, sur 100 étudiants qui s'inscrivent en lettres, 40 % n'obtiennent même pas le diplôme de premier cycle. Les proportions, dans les autres secteurs, sont encore plus fortes : sciences, 53 % ; sciences économiques, 50 % ; droit, 45 %. Il est toujours facile de parler, comme Soisson, d'« étudiant non motivé » et « mal orienté » par rapport à ses aptitudes. Si mauvaise orientation il y a, c'est par rapport aux débouchés. Pour ce qui est des études proprement dites, comme il est facile de travailler en un lieu et d'étudier ailleurs, si possible au diable Vauvert, entre 20 et 22 heures ! Et ce d'autant plus que les étudiants qui ont le plus besoin de travailler sont issus des catégories les plus modestes de la population.

C'est en arguant de cet état de choses que le secrétaire d'Etat aux universités prétend pourtant mettre en place une réforme de l'aide aux étudiants qui est la mauvaise foi même.

▶Premier argument : les bourses ne sont pas assez élevées parce qu'elles sont mal réparties, leur système de répartition (à base fiscale) étant très incorrect. De fait, « pour une famille d'un seul enfant, aucune bourse ne peut être accordée si le revenu imposable dépasse 13 050 F » (Soisson à l'Assemblée nationale, le 5 novembre 1974). Si bien qu'on retrouve comme boursiers des enfants de cadres supérieurs, et pas certains enfants d'ouvriers (ils sont 11,6 % des étudiants, et 20 % des boursiers). L'argument n'est pas faux. A une petite nuance près : c'est que tandis que la proportion d'enfants des couches modestes à l'Université a augmenté, celle des étudiants boursiers, elle, a diminué : en 1972, 20 % juste des étudiants bénéficiaient d'une bourse ; en 1975, ils seront un peu plus de 15 %. De surcroît, comme le rappelait au début de juillet un responsable syndical étudiant, le pouvoir d'achat moyen des bourses a diminué, malgré les augmentations récentes : 2 431 F par an en 1965-1966 et 4 779 F pour 1975-1976. Qu'on en juge en francs constants !

▶Deuxième affirmation : les aides indirectes (subvention de 50 F par lit de résidence et de 3 F par repas) sont fournies à tout le monde et sont donc injustes.

Conclusion de Soisson : il faut réorganiser l'aide directe et diminuer ou supprimer l'aide indirecte.

Mouvement à créer ?

Cette argumentation vaudrait la peine qu'on s'y arrête si elle n'omettait le petit détail mentionné plus haut : il n'y a guère plus que le quart des 613 000 bénéficiaires des œuvres à manger régulièrement au « restau-U ». Soit environ 150 000 étudiants, qui, à 2 repas pendant 220 jours, consomment 66 millions de repas. Comme on en sert en réalité 68,5 millions, on voit qu'en dehors des habitués, peu d'étudiants déjeunent en « restau-U ». Autrement dit, l'aide indirecte — principalement consacrée aux repas — aide effectivement ceux qui ont besoin d'être aidés.

Le grand avantage du système imaginé par Soisson serait finalement d'ordre... électoral. Une grosse augmentation des bourses, due à la suppression d'une aide indirecte présentée comme injuste, cela fait bien quand on se donne pour jeune, moderne, social et dynamique. Poudre aux yeux, en réalité. Et c'est bien pourquoi les organisations étudiantes, les deux Unef comme le Mouvement d'action et de recherches critiques (Marc) ont unanimement protesté contre les projets du secrétaire d'Etat. Ce sont des crédits supplémentaires qu'il faut absolument.

Encore reste-t-il a concrétiser cette protestation. Or le mouvement étudiant, on l'a dit, est bien malade. Divisé, il est aussi la victime du paradoxe déjà énoncé : ceux qui auraient le temps de lutter et de militer dans l'Université même ne sont pas les plus motivés pour le faire. Et ceux qui ont les plus fortes raisons ne sont étudiants qu'à temps partiel. Un grand mouvement étudiant, qu'unifierait ces deux mondes apparemment contradictoires sur la base de la revendication de jeune travailleur en formation (avec les implications économiques qu'elle comporte), reste encore à créer.

JEAN-PIERRE MOULINS

(1) Il existe aussi quelque 3 500 logements H.l.m. réservés le plus souvent à de jeunes ménages d'étudiants. Les bénéficiaires en paraissent très contents, car, en cité H.l.m. il n'y a plus de ghetto étudiant. Le loyer est cependant plus élevé qu'en résidence.

LES DEUX DEMONS

Serait-ce la saison d'automne qui nous vaut de voir à nouveau voleter quelques idées que nous pensions rangées sur les arrière-rayons poussiéreux de l'Histoire de la gauche française ? Ainsi en est-il d'une surprenante propension, dans quelques cercles essentiellement syndicaux, à vouloir donner aux partis des leçons de maintien. Cela va de la pointe de commisération affectée que se croient obligés d'afficher certains à l'égard de ce qu'ils ont coutume d'appeler, rappelant en cela les parlementaristes de droite du début du siècle, la « politique politicienne » des partis. Ce sont également les jugements péremptoires sur l'insuffisance notoire de l'action partisane et, parallèlement, l'affirmation de la supériorité des syndicats dans la défense des « intérêts des travailleurs ». C'est enfin la méfiance — pour ne pas dire l'opposition — à la pénétration des partis dans les entreprises, le refus de laisser toute sa place à la section politique.

Cette attitude générale, outre les contradictions qu'elle recèle, dénote une confusion entre action politique et syndicale, au bénéfice bien entendu de cette dernière, le parti devenant un relais auquel serait uniquement dévolu un rôle de traduction législative. Une telle conception porte un nom : le « travaillisme ».

Conjointement, ces milieux syndicalistes — minoritaires — nient l'importance fondamentale des socialisations, ne les rejetant pas complètement — du moins dans le premier état de leurs affirmations publiques — mais les mettant au même niveau que des modifications, certes importantes mais ne se situant pas obligatoirement dans le cadre de la construction du socialisme : révision de la législation du travail ; réorganisation de la production ; utilisation de la technologie... Pour les mêmes, et généralement dans le même discours, il est de bon ton de juger le programme commun dépassé, en rappelant le cas échéant que l'on avait fait « dès le départ » des réserves, et en arguant des difficultés présentes de l'union pour annoncer sa fin. Que de hâte !

Vouloir ainsi rejeter tout à la fois, la socialisation comme un moyen — non une fin — essentiel de la construction socialiste, saper les bases de l'union ; son programme ; évoquer de surcroit l'autogestion comme seul remède, sans jamais envisager la conquête du pouvoir central d'Etat, la combinaison de ces divers éléments définit une politique qui porte un nom bien précis : la collaboration de classe. Ainsi voit-on renaître deux démons que nous pensions remisés au rang des vieilles lunes par tous les responsables politiques et syndicaux de gauche : le « travaillisme » et la collaboration de classe, démons qui, faut-il le rappeler, vont toujours de pair.

Le Parti socialiste ne saurait bien sûr pas plus accepter une quelconque subordination sous forme «travailliste » qu'une remise en cause de l'union de la gauche, cette union qu'il nous faut renforcer et qui reste l'espoir de tous ceux qui veulent un réel changement de politique mais aussi de société. C'est sur cette base unitaire, sur des fondements sans équivoques, que le Parti socialiste est devenu une organisation de classe et de masse, est devenu le parti de l'union, capable d'ouvrir la voie au projet autogestionnaire.

ANDRE LAIGNIEL

changer la vie politique internationale

IL Y A DIX ANS BEN BARKA

Le Comité pour la vérité dans l'affaire Ben Barka organise mercredi soir 29 octobre, jour du dixième anniversaire de l'arrestation de Mehdi Ben Barka, un meeting à la Mutualité pour exiger que toute la clarté soit faite sur une affaire qui a soulevé et soulève encore l'indignation de l'opinion publique française. Le Parti socialiste appelle ses militants et ses sympathisants à participer à ce meeting afin d'apporter leur soutien à tous ceux, Français et Marocains, qui luttent pour que la vérité soit faite.

« L'Unité » publiera dans son prochain numéro un texte inédit de Mehdi Ben Barka.

Amérique latine

UNE PRISE DE CONSCIENCE

Le 18 octobre, 23 pays d'Amérique latine ont signé un nouveau traité mettant sur pied le Système économique latino-américain (Sela). L'idée en avait été formulée, voici un an, à la suite de discussions entre le président mexicain Echevarria et son homologue vénézuélien. Ce « système » a pour objectif de faciliter le développement de l'intégration économique entre les différents pays du continent, malgré les divergences et les rivalités nationales. Il devrait permettre par ailleurs une meilleure défense des intérêts de la région, notamment face à l'impérialisme du grand voisin du Nord.

Après le presque enterrement de l'O.e.a., dont personne ne veut plus, ce traité a une signification politique non négligeable. Alors qu'on parle de reflux des forces révolutionnaires en Amérique latine, il marque le développement, au niveau des gouvernements eux-mêmes, d'une certaine conscience anti-impérialiste. Les pays signataires sont divisés sur presque tous les points, notamment dans les domaines politique et idéologique. Ils se sont quand même mis d'accord pour essayer de mieux défendre ce qu'ils ont en commun. Le Sela n'est sans doute qu'un petit pas, mais il marque une étape significative dans l'Histoire de la lutte des pays latino-américains contre les « gringos » du Nord.



Les gisements de phosphate, au Sahara espagnol.

Sahara

HASSAN ACCULÉ

Il en va des peuples comme du savetier de La Fontaine : leur richesse peut être la source de bien des problèmes. Les phosphates du Sahara sous administration espagnole (territoire grand comme la moitié de la France peuplé d'environ 80.000 habitants) lui valent d'être l'objet des convoitises de la Mauritanie, du Maroc, de l'Espagne et, indirectement, de l'Algérie. Les deux premiers pays se sont mis d'accord pour se partager le territoire et en exploiter les richesses en commun. Ils s'appuient sur d'anciens liens juridiques liant certaines parties du territoire et certaines populations à la couronne chérifienne. L'Espagne et l'Algérie prônent l'autodétermination, dont elles espèrent bien, à des titres différents, qu'elle leur sera profitable. Le récent arrêt de la Cour de justice de La Haye permet à toutes les parties d'être satisfaites et ne règle rien.

La dernière initiative d'Hassan II d'organiser une marche sur le territoire saharien lui a permis de faire chez lui l'union sacrée, mais risque de créer des tensions extrêmement dangereuses avec les populations Sahraoui comme avec l'Algérie. L'Espagne, pour sa part, songerait à céder ses responsabilités à l'O.n.u. Hassan II se trouve, en fait, acculé par une opposition de gauche unie sur la question saharienne. Certains, au Maroc, pensent qu'un conflit pourrait être l'occasion d'une ouverture politique et d'un retour de l'armée, seule capable de contrebalancer l'influence du roi, sur le devant de la scène.

Liban

UN CONFLIT DROITE-GAUCHE

Le fait que les combats entre Libanais se déroulent maintenant dans les beaux quartiers de Beyrouth semble avoir frappé l'opinion publique. Il ne s'agit pourtant pas d'une nouvelle phase, mais de la prolongation de la crise que le Liban connaît depuis plusieurs mois. Catholiques et musulmans s'opposent sur la révision de la Constitution, imposée, estiment ces derniers, par les profondes transformations démographiques de ces trente dernières années. Les musulmans demandent une meilleure représentation dans les organes politiques.

Mais ce traditionnel conflit confessionnel se modifie progressivement en une opposition droite-gauche, dans la mesure notamment où le leader catholique progressiste Eddé vient de rejoindre le côté des musulmans, isolant ainsi les extrémistes de droite de la Phalange dirigée par Pierre Gemayel.

Les deux faits marquants de la semaine sont le refus d'internationalisation du conflit, comme en témoignent la décision de la Ligue arabe de ne pas intervenir ainsi que les avertissements multiples aux Israéliens ou aux Syriens leur demandant de se tenir à l'écart. Par ailleurs, la position très claire prise par l'O.l.p., apparemment unanime, de refuser toute assimilation des Palestiniens et de respecter la souveraineté de l'Etat libanais, conformément aux accords conclus, a été fort appréciée de la part des dirigeants de ce pays.

Portugal

L'ÉPINE ANGOLAISE

Le sixième gouvernement provisoire, dirigé par l'amiral Pinheiro de Azevedo ne semble pas devoir durer beaucoup plus longtemps que le cinquième. Dans une situation interne difficile, la proximité de l'indépendance de l'Angola intervient comme facteur d'accélération de la crise. L'actuel gouvernement refuse de reconnaître le M.p.l.a. comme seul interlocuteur et donc de lui laisser la direction du pays à partir du 11 novembre, jour prévu d'accession à l'indépendance. Les militaires les plus radicaux, le Front d'unité révolutionnaire et le Parti communiste considèrent de leur côté que l'indépendance angolaise sous direction du M.p.l.a. est une condition fondamentale de la marche en avant du processus portugais lui-même. Sa Carneiro, dirigeant du P.p.d., accuse Rosa Coutinho, Otelo Saraiva de Carvalho, Vasco Gonçalves et d'autres de préparer un pronunciamiento « de gauche ».

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la dernière décision du général Costa Gomes de donner huit jours aux civils pour rendre les armes qui peuvent être en leur possession, et les dernières déclarations du colonel Jaime Neves, chef des commandos, disant que l'affrontement devenait nécessaire, mais qu'il devait se limiter aux militaires.

LA GRANDE CONFRONTATION

Nous abordons aujourd'hui la troisième partie de notre grande enquête sur les rapports entre socialistes et communistes et sur l'avenir du socialisme dans les pays de l'Europe du Sud. Après les Espagnols Santiago Carrillo et Felipe Gonzalez (« l'Unité » du 10 octobre), les Portugais Mario Soarès et Alvaro Cunhal (« l'Unité » du 17 octobre) et avant les Français — Georges Marchais et François Mitterrand s'exprimeront à leur tour la semaine prochaine dans nos colonnes — la parole est aux Italiens : Enrico Berlinguer, secrétaire général du P.c.i., et Francesco de Martino, secrétaire général du P.s.i.

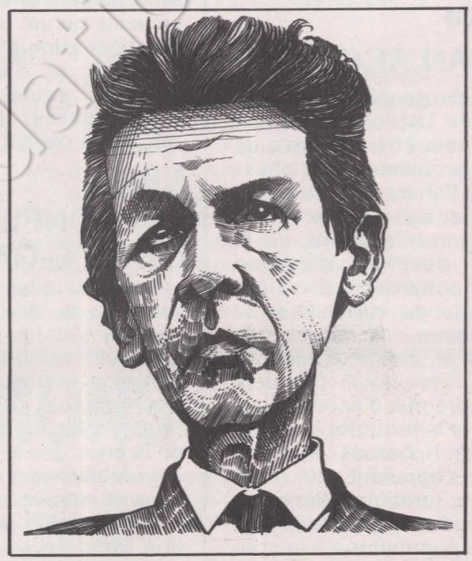
La situation italienne, dont s'inspire l'essentiel des réponses qu'ils ont bien voulu faire l'un et l'autre à nos questions, est profondément différente et de la situation espagnole, où socialistes et communistes sont d'abord préoccupés de trouver

Enrico Berlinguer : «La réalité italienne crée l'exigence d'une entente entre communistes, socialistes et chrétiens »

L'UNITE : Les élections du 15 juin ont marqué un grand succès du P.c.i. A quoi attribuez-vous ce succès et croyez-vous que la vie politique italienne est désormais entrée dans une nouvelle phase avec, notamment, la fin du « centre-gauche » ?

ENRICO BERLINGUER : De toute évidence, les raisons de notre progression aux élections du 15 juin sont multiples. Certaines résultent de faits déjà anciens dans l'histoire de notre pays et de notre parti.

Si l'on examine les raisons liées à la situation italienne des dernières années, il faut retenir en premier lieu les progrès de l'idée selon laquelle la ligne de large unité de toutes les forces démocratiques, proposée et poursuivie avec ténacité par les communistes, est la plus susceptible de faire obstacle à la menace de type fasciste et autoritaire et de faire sortir notre société de la crise qu'elle traverse grâce à un profond renouvellement politique, économique et social. Naturellement, nous ne nous sommes pas contentés d'énoncer une ligne générale mais nous avons développé dans tous les domaines et dans toutes les régions du pays des luttes et des initiatives destinées à unir les travailleurs et l'ensemble des forces populaires et à faire avancer concrètement la solution des problèmes réels des citoyens et du pays. En outre, puisque le 15 juin, on a voté pour le renouvellement des administrations locales, l'opinion des électeurs a été en grande partie déterminée par la comparaison entre l'œuvre accomplie et les méthodes appliquées dans les communes, provinces et régions administrées par les communistes et dans celles dirigées par des coalitions excluant le P.c.i.



C'est pourquoi le résultat le plus important du 15 juin a été le coup porté à toute perspective politique fondée sur la discrimination préalable envers les communistes. C'est surtout dans ce sens que ce scrutin a ouvert une phase nouvelle dans la vie politique du pays. Des signes évidents en ont déjà été constatés dans les assemblées locales, au Parlement et aussi dans certains comportements des partis. Certes, la tendance à établir des rapports positifs avec le P.c.i. est vivement combattue par les forces qui défendent les intérêts des catégories les plus privilégiées ou les positions sectaires de tel parti ou de tel groupe. Le moment politique présent est donc délicat et nécessite une grande perspicacité et une capacité d'initiative de la part de toutes les forces qui veulent aller vers le changement.

— Plusieurs dirigeants de la Démocratie chrétienne évoquent désormais la nécessité de la confrontation avec le P.c.i. Comment voyez-vous même cette confrontation et jusqu'où êtes-vous disposés à aller sur ce plan ?

— Le fait que plusieurs dirigeants de la Démocratie chrétienne évoquent la nécessité d'examiner sérieusement les propositions du P.c.i. représente un pas en avant appréciable par rapport aux positions d'autres responsables démocrates chrétiens qui ne conçoivent les rapports avec notre parti qu'en termes d'affrontement et d'opposition absolue, sans se préoccuper du préjudice que cette attitude a causé au pays. A notre avis, la confrontation entre les différents partis démocratiques devrait être la règle permanente. Naturellement, outre la méthode, l'important est de connaître le contenu et les objectifs que l'on veut et que l'on peut atteindre. Pour ce qui nous concerne, nous nous efforçons de faire en sorte que la confrontation avec la Démocratie chrétienne comme avec le P.s.i. et avec les autres partis démocratiques, tant au sommet qu'à la base, conduise à une convergence et à une entente, même partielle, qui puisse contribuer à résoudre les problèmes les plus brûlants de notre peuple. Sur cette ligne, nous sommes ouverts à toute perspective possible, jusqu'à assumer toutes nos responsabilités pour donner, avec les autres forces démocratiques et les conditions étant réunies, une nouvelle direction au pays. →

Fondation Jean-Jaurès

SOCIALISTES-COMMUNISTES

AU SUD, DU NOUVEAU

la plus grande efficacité pour mettre un terme au régime sanglant de Franco, et de la situation portugaise, où socialistes et communistes restent profondément divisés sur la manière de conduire le processus révolutionnaire ouvert le 25 avril 1974. En Italie, sans être liés comme en France par un programme commun, socialistes et communistes y ont des rapports en général moins tendus, mais non exempts de difficultés **(voir « l'Unité » du 12 septembre).** Les deux interviews que nous publions aujourd'hui montrent cependant que les uns et les autres sont prêts à un dialogue constructif. Il ne nous est pas indifférent que les secrétaires généraux des deux partis aient accepté de préciser les données de ce dialogue dans notre journal dont l'enquête — ce n'est pas un hasard — connaît depuis son début un grand retentissement dans la presse italienne.

CLAUDE ESTIER

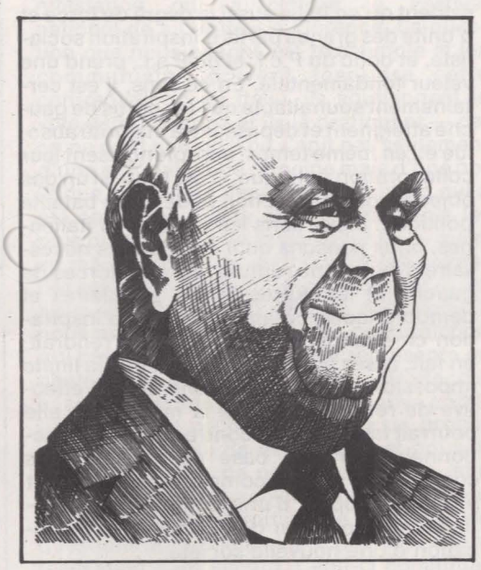
Francesco de Martino : « Ce qui paraît critiquable dans le compromis historique c'est son caractère « historique »

L'UNITE : Les élections du 15 juin dernier ont marqué un grand tournant dans la vie politique italienne. Quelques semaines après le Comité central du P.s.i. en a tiré une première série de conclusions et a semblé définir une nouvelle orientation. Comment la définissez-vous ?

FRANCESCO DE MARTINO : Les élections du 15 juin ont confirmé la ligne que le Parti socialiste avait déjà adoptée auparavant et qui se fondait sur un jugement critique à l'égard de l'expérience du centre-gauche. Avant même les élections, le Parti socialiste avait considéré que le centre-gauche était entré dans une crise profonde et qu'un renouvellement radical de la politique italienne était nécessaire. Les résultats du 15 juin ont confirmé ce jugement. Après les élections, notre comité central de juillet a déclaré catégoriquement que la politique du centre-gauche était morte et a indiqué comme lignes d'action dans l'immédiat, d'une part l'exigence d'un profond changement de la part de la Démocratie chrétienne, surtout dans le domaine de la politique économique, d'autre part la nécessité d'associer de quelque manière le Parti communiste à une majorité parlementaire. Et c'est la condition que j'ai posée pour un éventuel retour des socialistes au gouvernement.

Il s'agit naturellement de l'amorce d'une nouvelle politique qui doit maintenant être précisée et qui prendra son expression définitive lors du prochain Congrès du parti convoqué pour le début de février.

— Au cours des dernières semaines, de très nombreuses « giunte » régionales, provinciales et municipales de gauche ont été constituées sur la base d'une alliance entre le P.s.i. et le P.c.i.



Est-ce la traduction concrète de la nouvelle orientation de votre parti ?

— La constitution de « giunte » régionales, provinciales et communales de gauche est, d'une façon générale, la conséquence du fait que la Démocratie chrétienne a refusé la proposition que nous avions formulée aussitôt après les élections du 15 juin, visant à une association la plus large possible des forces démocratiques aux gouvernements locaux. Ce qui aurait signifié une première étape vers ce qui paraît aujourd'hui la solution la plus adéquate aux problèmes italiens c'est-à-dire la fin de l'oppposition qui a existé dans le passé, et que notre parti n'a d'ailleurs jamais acceptée, entre les partis de gouvernement et le Parti communiste. Nous avons appliqué cette politique de la « Grande majorité », que l'on appelle aussi « majorité ouverte », c'est-à-dire une majorité ouverte aux communistes. Mais la situation italienne présente naturellement des caractéristiques différentes suivant les régions. Il y a beaucoup de situations locales où la seule solution est celle d'une majorité de gauche et, dans ces cas-là, nous avons évidemment souscrit à cette alliance. En d'autres endroits, il existe un équilibre des forces en présence. Nous avons alors recherché l'accord le plus large et nous n'avons donné là notre accord à des « giunte » de gauche qu'après le refus des démocrates chrétiens de participer à une association plus large. Il y a encore d'autres situations, assez nombreuses, où la seule solution pour un gouvernement démocratique était celle de l'alliance centre-gauche. Nous avons alors posé comme condition que la majorité pour soutenir une telle alliance soit ouverte aux communistes. C'est ce qui s'est produit par exemple pour la région de Lombardie, pour la Campanie et dans plusieurs autres cas : Les communistes ne font pas partie des conseils mis en place, mais ils ont donné leur accord sur le programme et ils se sont généralement abstenus lors de l'élection du Conseil afin de permettre sa constitution.

Tout cela correspond à la ligne traditionnelle du Parti socialiste qui, même dans les périodes où il participait aux gouvernements de centre-gauche, a toujours refusé le

→

unità operaia e popolare
per un governo di svolta democratica
per rinnovare l'Italia
sulla via del socialismo



Après son discours au XIIIe congrès du P.c.i., Enrico Berlinguer est applaudi par Amendola, Pajetta et Longo.

Enrico Berlinguer

→

— Le P.c.i. et le P.s.i. ont constitué de très nombreuses « giunte » de gauche. Est-ce l'amorce d'une nouvelle alliance entre les deux partis et quelles peuvent être les bases de cette alliance ?

— La constitution après le 15 juin de très nombreuses « giunte » de gauche n'est qu'un aspect des rapports de collaboration qui existent en Italie entre le P.c.i. et le P.s.i. En fait, communistes et socialistes travaillent et combattent ensemble sur beaucoup d'autres terrains : dans le mouvement syndical, dans les coopératives, dans les associations féminines et dans d'autres organisations de masse. En outre, indépendamment des différences qui subsistent, aux plans à la fois idéologique et politique, le P.c.i. et le P.s.i. ont pris des positions et des initiatives convergentes sur des problèmes qui touchent aux orientations générales de la politique économique et sociale, à la défense et au renforcement des libertés et des institutions démocratiques, ainsi que sur plusieurs questions de politique extérieure. Il faut cependant préciser que la perspective d'un pacte d'alliance entre le P.c.i. et le P.s.i. n'est pas un problème à l'ordre du jour en Italie, ni chez nos camarades socialistes ni chez nous.

On peut et on doit, par contre, selon nous, approfondir la discussion pour tenter de rapprocher le plus possible les positions des deux partis tant au plan de la recherche idéologique qu'en ce qui concerne les perspectives stratégiques du mouvement ouvrier italien dans le cadre de l'Europe occidentale.

— Les progrès de la gauche le 15 juin ont-ils renforcé votre thèse du « compromis historique » ? Que signifie pour vous l'expression « historique » et quelle est dans cette stratégie la place du P.s.i. ? D'autre part, vous avez dit à plusieurs reprises que l'Italie ne se gouverne pas seulement avec 51 % des voix pour la gauche... Qu'est-ce que cela signifie exactement ?

— Notre analyse et la perspective pour laquelle nous travaillons sont fondées sur la situation spécifique de l'Italie et, en particulier, sur le fait à la fois historique et actuel, que constitue la présence dans le mouvement populaire de trois grandes traditions de pensée et de trois réalités politico-sociales : communiste, socialiste et catholique (cette dernière s'exprimant et s'organisant en partie dans la Démocratie chrétienne et en partie dans d'autres associations et mouvements). La réalité italienne crée donc, objectivement, l'exigence d'une rencontre et d'une entente entre ces trois grandes forces (et avec d'autres groupes démocratiques de diverses inspirations idéologiques) comme condition pour donner naissance à un pouvoir politique capable de promouvoir et de réaliser une profonde transformation des structures économiques et sociales et d'affronter par les moyens démocratiques la résistance et l'opposition prévisibles des forces de la droite sociale et politique. C'est cela, en résumé, que nous entendons par l'expression « compromis historique ». Le mot compromis signifie que chaque parti doit accomplir un effort pour comprendre et admettre les exigences et les positions spécifiques des autres, dans un esprit de tolérance et d'ouverture pour une collaboration loyale entre partenaires égaux. En qualifiant ce compromis d'« historique », nous voulons souligner son caractère de grande ampleur et de profonde nouveauté dans la vie de notre pays.

Dans le cadre d'une entente aussi large entre des forces autonomes et diverses, il est évident qu'en Italie aussi le degré de force et d'unité des grands partis d'inspiration socialiste, et donc du P.c.i. et du P.s.i., prend une valeur fondamentale. En ce sens, il est certainement souhaitable que les partis de gauche atteignent et dépassent la majorité absolue et, en même temps, approfondissent leur collaboration politique. C'est là aussi un des objectifs de notre action et de notre bataille politique. Mais, dans les conditions italiennes, nous pensons qu'il est toujours nécessaire d'éviter une rupture entre les forces de gauche et les autres forces populaires et démocratiques, notamment celles d'inspiration chrétienne. Une telle rupture rendrait, en fait, assez ardue et précaire, et à la limite impossible, toute œuvre cohérente et effective de renouveau, dans la mesure où elle pourrait favoriser une contre-offensive réactionnaire sur une base de masse. Nous considérons donc comme nécessaire et possible l'apport d'une composante chrétienne d'inspiration démocratique à l'édification d'une nouvelle société.

— On dit souvent que le P.c.i. n'est pas un parti communiste comme les autres, qu'il prend souvent des positions différentes de celles de certains partis communistes (on l'a vu, par exemple, à propos du Portugal). Que pensez-vous de cette diversité ?

— Dans le mouvement communiste et ouvrier international nous ne sommes pas seuls à présenter des traits caractéristiques qui nous différencient des autres. Les dernières décennies ont vu se dérouler un processus qui a abouti à une extraordinaire extension du mouvement de libération anticapitaliste et anti-impérialiste et, en même temps, à l'apparition d'une différenciation entre ses diverses composantes, y compris les partis communistes. Dans ce panorama, il faut aussi tenir compte des particularités propres au P.c.i. Il est impossible de résumer brièvement tous les aspects sur lesquels se sont manifestées ou se manifestent ces particularités. Elles sont, en fait, avant tout, le fruit d'un effort laborieux et incessant pour donner à notre parti des racines étendues et profondes dans toute la réalité populaire et nationale et pour en faire un parti de masse, une force politique capable de combattre et de peser chaque jour et sur chaque problème de la vie italienne. En même temps, notre particularité vient d'une élaboration qui, spécialement avec l'apport de Gramsci et de Togliatti, est destinée à approfondir et à développer les thèmes des rapports entre structures et superstructures, entre hégémonie et consensus, entre démocratie et socialisme, comme thèmes centraux de la révolution italienne et, plus généralement, de l'avance du mouvement ouvrier et de la construction d'une société socialiste dans l'Europe occidentale. Dans cet esprit, nous considérons avec une attention fraternelle les apports qui viennent des travaux et des expériences des autres partis communistes, en particulier le Parti communiste français, et nous suivons avec un vif intérêt toutes les novations positives qui se manifestent également dans d'autres formations d'inspiration socialiste du mouvement ouvrier d'Europe occidentale.

— Mario Soarès vient de confirmer sa proposition d'une conférence des leaders des huit partis socialistes et communistes d'Italie, d'Espagne, du Portugal et de France. Y êtes-vous favorable et, plus généralement, dans les conditions particulières de l'Europe du Sud, quelles seraient les possibilités d'action commune des socialistes et des communistes contre le capitalisme et pour avancer vers une société socialiste et démocratique ?

— Notre parti a déjà exprimé son accord à l'idée d'une telle rencontre. Elle pourrait permettre d'aborder utilement les problèmes de la lutte pour la démocratie et pour le socialisme dans l'ouest européen. Naturellement, une rencontre d'une telle importance, si on veut qu'elle aboutisse à des résultats positifs, doit être préparée avec le plus grand soin. Nous sommes prêts à y apporter toute notre contribution.

SOCIALISTES-COMMUNISTES AU SUD, DU NOUVEAU



Francesco de Martino lors d'un récent congrès du P.s.i.

Francesco de Martino

→

schématisme. Nous avons constamment été partisans d'un centre-gauche « ouvert » et nous avons toujours refusé la discrimination à gauche que voulaient imposer la Démocratie chrétienne et les sociaux-démocrates en particulier. Je veux dire que les élections du 15 juin et les événements qui ont suivi ont permis le développement de ce qui était déjà une ligne constante de notre parti.

— Depuis les élections du 15 juin, le problème du dialogue avec le P.c.i. paraît être au centre du débat politique italien. Comment concevez-vous ce dialogue aujourd'hui en particulier par rapport au problème du pouvoir ?

— Indiscutablement, après les élections de juin, la question des rapports avec le Parti communiste est devenue encore plus importante que dans le passé. Cette question s'est toujours posée à nous et, à cet égard, l'histoire de notre parti présente des phases diverses. Nous avons eu une période d'alliance étroite avec le Parti communiste dont le point culminant a été le « front populaire » de 1948. Il y a eu ensuite une période de difficultés qui s'est ouverte en 1956, après le XXe Congrés du Parti communiste d'Union soviétique et les événements de Hongrie. Nous avons eu des rapports très tendus au début de l'expérience de centre-gauche et encore très difficiles au moment de la tentative, manquée, de l'unification socialiste. Une amélioration s'est produite à partir de 1969 car, dans notre préoccupation de sauvegarder le caractère propre du Parti socialiste, nous avons cherché à avoir de meilleures relations avec le Parti communiste en refusant cette barrière idéologique et politique que l'on voulait dresser devant lui.

Après les élections de juin, ce problème est devenu beaucoup plus important en raison de la progression de toute la gauche et plus particulièrement du Parti communiste. Pour être complet il faudrait dire que sous certains aspects, les rapports entre socialistes et communistes en Italie sont plus faciles que ceux des socialistes et des communistes en France. Mais par ailleurs, il existe des difficultés majeures du fait, notamment de l'absence d'une alliance et d'un programme commun. Et nous posons un problème précis qui est celui-ci : les communistes italiens, qui ont fait beaucoup de pas positifs dans la voie de l'affirmation et de la pratique des règles démocratiques, n'ont pas avancé de la même façon sur un autre terrain qui est celui de l'indépencance effective de jugement du mouvement communiste à l'égard de l'Union soviétique. Dans les derniers temps, ils ont même semblé vouloir resserrer leurs liens en exaltant le système soviétique, comme, par exemple, lors de la grande manifestation qui a clôturé le Festival national de « l'Unité » à Florence. La question que nous posons est très simple et les communistes doivent résoudre cette contradiction : en Italie, ils soutiennent la voie démocratique et ils la pratiquent — car on ne peut nier qu'il ne s'agit pas seulement d'une affirmation de principe mais d'une politique cohérente depuis la Libération qui a été appliquée même dans les moments les plus dramatiques de la vie italienne — mais, en même temps, ils réaffirment leur solidarité avec un système qui s'oppose à celui que nous concevons pour un pays occidental. Il nous semble qu'il y a là une contradiction qui pèse de façon négative et représente un obstacle à une alliance plus étroite qui constituerait une véritable alternative politique. C'est ce problème dont nous proposons aujourd'hui de débattre — et nous le préciserons lors de notre Congrès — afin d'amener les communistes à un approfondissement qui permettrait de résoudre les questions qui jusqu'à ce jour ont empêché la réalisation d'un accord. Celui-ci constituerait un tournant politique très important vers la construction d'un socialisme que nous concevons comme une transformation profonde, révolutionnaire, des rapports économiques et sociaux, respectant et développant les valeurs idéologiques, culturelles, historiques qui sont propres aux pays de l'Europe occidentale et auxquelles notre parti se sent lié. Tels sont, brièvement exprimés, les problèmes les plus importants qui concernent les rapports entre socialistes et communistes en Italie, lesquels constituent évidemment pour nous un thème de très grand intérêt qui a toujours influencé la politique de notre Parti.

— Le P.s.i. a toujours paru très méfiant à l'égard de la formule communiste du « compromis historique ». Pourquoi ? Et pensez-vous que cette formule à un avenir.

— Ce que nous trouvons critiquable dans la formule du « compromis historique » ce n'est pas l'idée de compromis, car nous pensons que dans la situation actuelle italienne et compte tenu du rapport des forces, les compromis sont utiles et parfois nécessaires. Mais ce qui nous paraît discutable, c'est le caractère « historique » d'un tel compromis qui semble en quelque sorte fixer de façon permanente le rapport des forces et qui pourrait éloigner le mouvement ouvrier de la lutte pour le socialisme. Donc, si nous sommes favorables dans l'immédiat à un accord qui implique également une entente avec la Démocratie chrétienne, nous n'acceptons pas qu'il puisse s'agir d'un pacte historique aux termes duquel l'Italie devrait être actuellement gouvernée par les démocrates-chrétiens, les communistes et les socialistes. Telle est la principale critique que l'on peut faire à la formule communiste. Il y en a une autre qui correspond à une préoccupation compréhensible de notre parti : étant donné le rapport actuel des forces, une telle formule pourrait aboutir dans la pratique à un accord direct entre démocrates-chrétiens et communistes, et, même involontairement, à une certaine marginalisation du Parti socialiste. Les communistes nient qu'il puisse en être ainsi et ont encore répété récemment qu'ils considèrent comme fondamentale la présence du Parti socialiste. Mais la politique se fait sur la base des forces effectives et si deux grands partis se mettent d'accord, l'espace se réduit pour le troisième.

— Le 15 août dernier vous avez signé un texte commun avec Enrico Berlinguer sur le Portugal. Cela a été considéré comme un événement politique en Italie. Envisagez-vous de nouvelles actions communes entre le P.s.i. et le P.c.i. ?

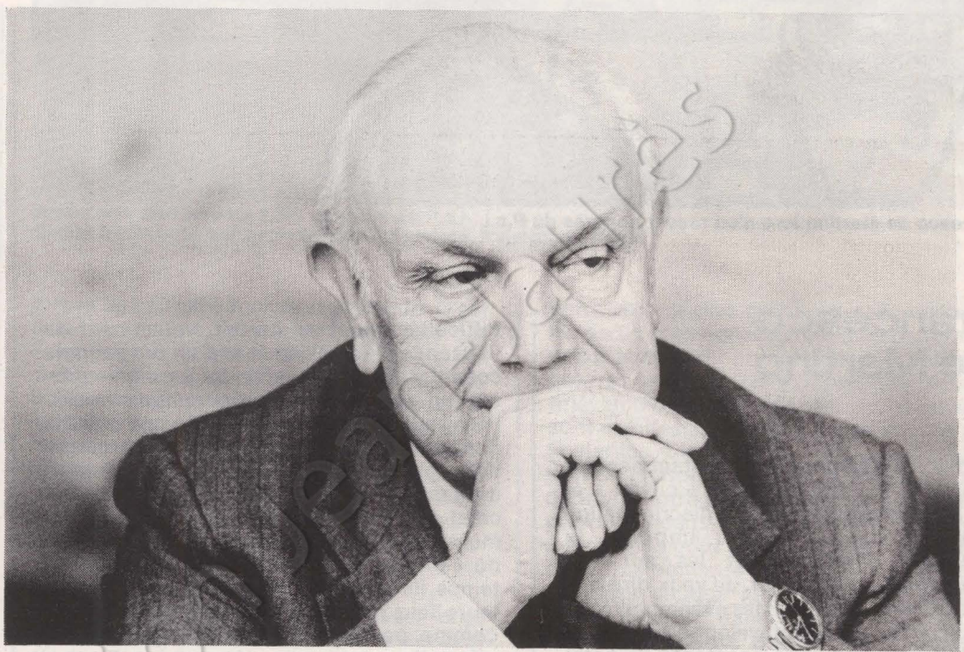
— La déclaration commune sur le Portugal constituait, en effet, un fait nouveau qui ne s'était pas produit depuis de nombreuses années. Nous avons jugé utile de la faire car il nous paraissait important que l'influence du mouvement ouvrier italien puisse s'exercer sur la situation portugaise qui revêtait à ce moment des aspects extrêmement préoccupants. Naturellement, ce fait nouveau a provoqué de multiples réactions. Il y a eu contre nous beaucoup de critiques que, pourtant, les faits ont démenties. Le camarade Mario Soarès a, en effet, pris peu après l'initiative de proposer une réunion des partis socialistes et communistes des pays méditerranéens : France, Espagne, Italie et Portugal. Il a été ainsi démontré que notre initiative était juste. Je voudrais souligner l'importance du contenu de cette déclaration commune. Il ne s'agissait pas d'un texte d'ordre général d'appel à l'unité entre

→

SOCIALISTES-COMMUNISTES

AU SUD, DU NOUVEAU

Francesco de Martino



→

socialistes et communistes mais d'une définition du caractère que devait avoir une alliance politique au Portugal. En particulier, en réaffirmant les principes démocratiques, ceux pour lesquels se bat Soarès, la déclaration que nous avons faite au nom du mouvement ouvrier italien, a renforcé le processus de développement démocratique de la révolution portugaise et aidé ainsi la cause que défendent nos camarades socialistes portugais.

En ce qui concerne la possibilité de nouvelles actions communes, nous pouvons les envisager dans les cas où il existe une identité de jugement et une utilité politique d'intervention commune. Mais nous ne pouvons pas encore considérer cela comme une pratique courante de notre parti.

— Vous préparez pour le début de 1976 un congrès dont vous avez dit vous-même qu'il serait de « type nouveau ». Peut-on attendre de ce Congrès de nouvelles initiatives pour favoriser la progression des forces de gauche en Italie ?

— Congrès « de type nouveau » veut dire un congrès où seront surmontées les oppositions schématiques entre les courants du parti. Cela ne signifie pas que ceux-ci seront étouffés au nom de je ne sais quel unanimisme. Mais nous voulons éviter les clivages qui se déterminent verticalement et nous travaillons en ce sens en recherchant une plate-forme qui pourrait être acceptée par tous comme base de discussion. Cela serait très important, particulièrement dans la situation politique présente qui est marquée par une crise profonde née de la crise économique elle-même mais qui se répercute au sein des partis politiques notamment avec la véritable désagrégation interne du parti démocrate-chrétien qui s'accompagne d'une désagrégation du pouvoir politique. Il est donc essentiel que le Parti socialiste, tout en assurant la liberté des idées et la dialectique utile dans un parti démocratique, se présente à l'opinion publique comme une force homogène sur une ligne politique claire.

— Mario Soarès vient de confirmer sa proposition pour une conférence des huit partis socialistes et communistes d'Espagne, d'Italie, du Portugal et de France. Y êtes-vous favorable et. plus généralement, pensez-vous que dans les conditions particulières de l'Europe du Sud l'action commune des socialistes et des communistes est possible pour abattre le capitalisme et avancer vers une société socialiste et démocratique ?

— Nous avons déjà répondu quand Soarès a fait cette propostion que nous étions d'accord pour participer à une telle conférence. Si tous ceux qui ont été invités donnent une réponse favorable nous y participerons certainement. Il y serait naturellement question du Portugal mais elle pourrait aussi aborder les problèmes qui sont communs à toute l'Europe occidentale pour ce qui concerne la marche vers une société socialiste. Parmi ces problèmes, nous songeons au rôle spécifique des partis socialistes pour garantir que la transition se fera dans le respect des libertés démocratiques. Nous voulons aussi être assurés que le pouvoir socialiste, une fois constitué, sera capable de consolider et d'approfondir les libertés qui n'ont jamais été un cadeau de la bourgeoisie mais bien une conquête du mouvement ouvrier après un siècle de luttes et qu'il ne sera jamais porté atteinte à ces libertés par la création de régimes autoritaires et bureaucratiques. Il s'agit naturellement de problèmes très complexes. Le point le plus délicat, qui devrait être approfondi par les partis socialistes de l'Europe occidentale est celui de savoir comment la transformation du système économique peut se réaliser tout en assurant le maintien du niveau de vie existant sous le régime précédent Si cette question n'est pas résolue, on ne peut pas construire le socialisme par la voie démocratique car la chute du niveau de vie entraîne des réactions négatives avec toutes les conséquences que l'on sait. C'est pourquoi nous pensons que ce devrait être là le thème principal d'une discussion entre les partis socialistes exerçant leur activité dans un ensemble de pays qui présentent des caractères communs.

— Entre partis socialistes seulement ou entre socialistes et communistes ?

— Je pense qu'il serait nécessaire de commencer par les partis socialistes afin de mettre nos idées au point entre nous. Et d'envisager ensuite seulement l'élargissement de cette discussion aux communistes. Le premier pas devrait être un échange d'idées entre les partis socialistes.

La semaine prochaine : Georges Marchais et François Mitterrand

ENQUETE REALISEE PAR CLAUDE ESTIER

Copyright « l'Unité ».

France-U.r.s.s.

HISTOIRE D'UN COUP DE FROID

De notre envoyée spéciale

« Le Président ne veut pas que les journalistes français se comportent plus mal avec Brejnev aujourd'hui que les Soviétiques ne l'ont fait avec Pompidou à Pitsunda ». Ce fut à Kiev jeudi après-midi que les proches de Valéry Giscard d'Estaing, excédés par le pessimisme croissant de la presse française et les questions insidieuses des journalistes sur le « refroidissement » franco-soviétique, commencèrent à « lâcher le morceau ». La seule raison du report, décidé par les Russes, des entretiens de mercredi à vendredi, était une rechute de l'état de santé de Leonid Brejnev. Et ce n'était qu'élégance de la part de Giscard d'Estaing d'avoir accepté de parler de « commun accord », alors qu'il n'en avait été avisé qu'à la dernière minute dans l'avion qui le ramenait d'Iasnaïa Poliana à Moscou.

La morosité s'installait en effet, et à juste titre, parmi les officiels français depuis l'arrivée, mardi à 15 heures, du D.c. 8 présidentiel à Vnoukovo. Pourtant, la troïka au complet s'alignait sur les marches de l'aérogare : Brejnev, Podgorny et Kossyguine étaient venus saluer le chef de l'Etat français. Mais tous les assistants avaient déjà noté la froideur de l'accueil du Premier soviétique, d'ordinaire volontiers jovial et exubérant, et la minceur des rangs des traditionnelles délégations de travailleurs, transportées en car depuis Moscou.

Tout le long des trente-cinq kilomètres qui séparent l'aéroport des faubourgs de la capitale soviétique, comme de chaque côté de l'avenue Lénine que le cortège officiel emprunta avant de pénétrer au Kremlin, les Français purent constater que ce n'était pas la foule des grands jours. On était loin de l'accueil chaleureux réservé autrefois à de Gaulle ou, plus récemment, à Pompidou. Comme devait le relever plus tard Giscard d'Estaing avec une certaine amertume, il est plus remarquable d'inaugurer une nouvelle ligne politique que de l'approfondir. Mais était-ce la seule explication ?

Pas au point

La presse était d'autant plus tentée de broder sur le thème de la brouille que des bruits précis et concordants couraient depuis quelques jours les rédactions parisiennes, via le centre de presse réservé aux journalistes étrangers à l'hôtel Intourist à Moscou. En dehors des textes mis au point à Paris depuis déjà plusieurs semaines sur l'accord touristique et sur l'accord économique, rien n'était encore au point le jour de l'arrivée de Giscard d'Estaing, ni sur le plan culturel ni sur le plan politique **(voir le précédent numéro de « l'Unité »).**

En application de leur objectif maintes fois réaffirmé d'assurer « la libre circulation des idées et des hommes », les Français tentaient d'obtenir du Kremlin des assouplissements en ce qui concerne la procédure de délivrance des visas permanents aux correspondants de presse et à leur famille, les échanges de jeunes et de coopérants entre les deux pays, la question des mariages mixtes et de la réunification des familles, ainsi que l'autorisation de créer d'abord à Moscou, puis dans toute l'Union soviétique, des centres de lecture. Le veto formel des Soviétiques a fait tomber à la trappe ces prétentions. Seule la question des visas accordés aux journalistes est aujourd'hui acquise.

Dans le domaine de la coopération politique et de la détente, c'étaient, à l'inverse, les Russes qui se heurtaient aux réticences françaises. Le texte final des accords paraphés vendredi apporte la preuve que, là encore, Giscard d'Estaing a dû faire seul le chemin qui séparait les positions adverses.

Beaucoup de commentateurs ont cru pouvoir déceler l'origine de cette brouille, qui jusqu'à vendredi soir leur semblait évidente, dans l'échange de « petites phrases » entre Giscard d'Estaing et Brejnev lors des toasts portés au dîner du Kremlin : le premier réclamant la détente dans le domaine idéologique, tandis que le second répliquait vivement que la coopération économique et politique ne signifierait nullement la fin de « la lutte des idées ». En fait, ce « froid » n'était sans doute pas si soudain : les dix jours de vaines négociations ont certainement pesé plus lourd dans le durcissement des positions soviétiques. Tout comme les dernières attaques portées par les représentants de la majorité présidentielle à l'encontre des communistes français ou de certains aspects de la politique menée par les dirigeants de l'U.r.s.s. ont pu déclencher chez ces derniers de légitimes réflexes de méfiance.

A cet égard ce n'est certes pas la douzaine de roses rouges déposées par Giscard d'Estaing au mausolée de Lénine qui auront pu décrisper les relations entre les négociateurs. Dans ces conditions, l'indisposition de Brejnev devenait une véritable aubaine pour les Français. Il était beaucoup moins humiliant de voir décommander au dernier moment les entretiens de mercredi pour « raisons de santé » que d'avouer que les discussions tournaient court et que, finalement, « si c'était pour se quereller, chacun aurait pu rester chez soi » — ainsi que le fit remarquer avec ou sans arrière-pensée le secrétaire général du P.c.u.s. quelques jours plus tard. Le geste du Président français se tournant vers les journalistes, lorsque Brejnev évoqua devant eux la grippe qui l'avait contraint à garder deux jours la chambre, doit-il être interprété comme une manifestation de soulagement, ou au contraire comme la marque de la vertu outragée enfin récompensée ?

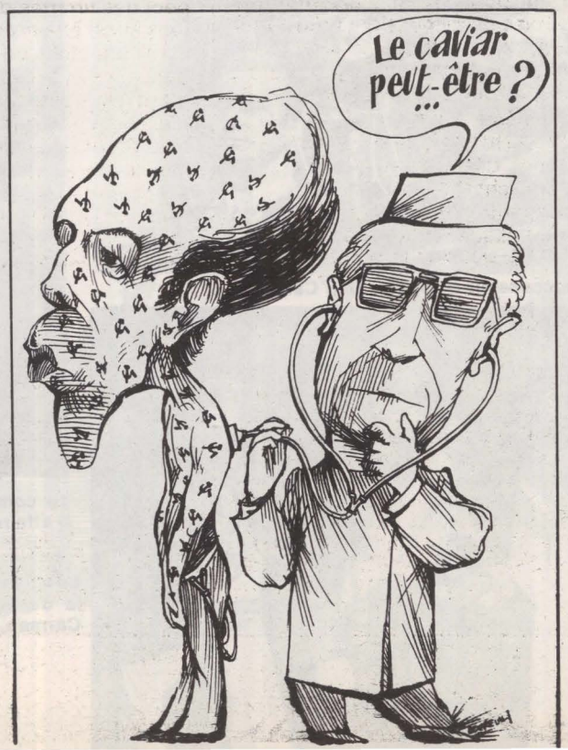
Il avait pourtant semblé à la plupart des journalistes présents aux rares et brefs comptes rendus de Xavier Gouyou-Beauchamps, que la nervosité du porte-parole de l'Elysée devait avoir des causes autres que la seule inquiétude provoquée par la maladie du Premier secrétaire du P.c.u.s. Une simple grippe, même protégée par l'habituel mystère cher au Kremlin, expliquerait-elle une réponse aussi surprenante que le « Cessez de m'emmerder avec vos questions ! » qui éclata dès les premières minutes de l'« amical briefing » donné mercredi soir au centre de presse de l'Intourist !

Il fallait tout le talent de Giscard d'Estaing, orfèvre en la matière, pour faire passer ce demi-échec pour une quasi-victoire, lors de sa conférence de presse de vendredi. Une formule brillante, dont on n'a pas fini de goûter tout le sel, lui permit de se tirer avec élégance de ce mauvais pas : « Dans certains domaines, devait déclarer Giscard d'Estaing, le progrès, c'est la permanence ». Et les journalistes furent invités à se préoccuper de ce « qui avait été réalisé », plutôt que de ce « qui aurait pu l'être ». C'était, en effet, alléger considérablement leur travail.

KATHLEEN EVIN

Podgorny, Kossyguine et Brejnev.





Espagne

LE «BUNKER» EN FOLIE

De notre envoyé spécial.

Mardi soir, une dépêche d'agence américaine : « Franco est mort ». Quelques minutes plus tard, deux démentis en provenance de Madrid et de New York. Un nouveau suspense après des journées agitées, provisoirement interrompu mercredi par un communiqué assurant que le Caudillo « assume une partie » de ses activités et demeure au pouvoir.

« Franco malade ». Dès vendredi soir, la rumeur a commencé à courir à Madrid. Au départ, la confidence d'un diplomate américain ayant appris d'un membre du gouvernement que le général Franco avait quitté, avant la fin, le Conseil des ministres.

Peu à peu, la nouvelle s'est répandue dans la ville. Les premiers informés : les journalistes. Puis leurs secrétaires. Puis les maris de leurs secrétaires. Peu à peu, la rumeur gagnait. Dans cette immense foire aux fausses nouvelles qu'est Madrid, le moindre enrouement du Caudillo prenait vite, de proche en proche, l'ampleur d'un cancer. Et chacun, pour pimenter le récit des troubles du dictateur, d'ajouter quelques détails qui font plus vrai les uns que les autres.

Dès samedi soir, pourtant, les choses se précisaient. Cette fois, un va-et-vient de médecins avait été décelé autour du palais du Pardo. L'ambassade des U.s.a., décidément bien informée et bien loquace, fournissait de nouveaux détails. Cette alerte allait enfin, peut-être, être la bonne.

Dimanche matin, dans les bars intellectuels de Madrid, on donnait l'information comme sûre. La meilleure preuve, selon une agence : un démenti allait bientôt être rendu public par les services officiels de l'Information. C'est que 36 ans de dictature habituent à prendre le contre-pied des affirmations officielles. Lundi, enfin, l'hebdomadaire américain « Newsweek » lâchait la nouvelle : Franco souffrait d'une grippe. A 83 ans, expliquait-on aussitôt, la moindre grippe peut être fatale. Mardi matin, la confirmation arrivait enfin : le Caudillo souffrait d'une grippe agrémentée d'une arythmie cardiaque. Mieux : il avait eu dans la nuit un grave malaise et des médecins, spécialistes du cœur, avaient été appelés à son chevet. Dernier épisode en date : l'annonce prématurée, mardi, de la mort du Caudillo.

Malgré les menaces

Depuis les cinq exécutions de fin septembre, l'Espagne avait suspendu sa respiration. Dernier acte d'un dictateur usé, ou premier d'une longue série ? Personne n'osait répondre. Seule la classe politique poursuivait ses petits jeux absurdes auxquels le citoyen de base ne peut strictement rien comprendre. Chacun avait simplement le regard tourné vers ce qu'on appelle ici « le bunker ».

Un terme excellent pour désigner la réalité du Pouvoir actuel en Espagne. Le bunker, c'est tout à la fois Franco, sa famille, ses rares familiers et les ultras du régime. C'est aussi une certaine forme de gouvernement et une idéologie parfaitement rétrograde. Bref, le bunker, c'est pour les Espagnols l'image que leur pays a donné au monde en exécutant cinq jeunes gens.

Face à ce bloc raidi sur lui-même, l'autre Espagne, elle, vit. Rien de plus surprenant, pour un voyageur qui ne serait pas revenu en Espagne depuis les années 60, que le spectacle de la rue. Ici, même le porno se vend. C'est sans doute de cette distorsion entre la réalité quotidienne de l'Espagne et le Pouvoir politique que naît cet étrange climat qui règne aujourd'hui à Madrid.

Meilleur exemple, sans doute : celui des journaux. Depuis quelques années, les hebdomadaires comme « Triumfo », « Cambio 16 » ou « Doblôn » mènent un fantastique combat pour la liberté de la presse. Bloqués dans le cadre rigide de la censure ou en dépit des inévitables prudences imposées par l'auto-censure, les journalistes de ces publications sont arrivés à percer le mur de l'information officielle. Un signe parmi tant d'autres : leur constant souci de dénoncer au public espagnol les méfaits des dictateurs chiliens. Malgré les menaces, les suspensions de parution et les amendes, ces journaux ont de plus en plus de lecteurs.

Bourse morose

La télévision, en revanche, fait preuve d'un conformisme à toute épreuve. Il est vrai que la seule distraction du Caudillo depuis sa maladie consiste à regarder chaque soir pendant plus de 4 heures son petit écran. Et au moindre froncement de sourcil les sanctions pleuvent. Les dictateurs ont toujours un goût particulier pour la télévision.

Depuis un an, l'Espagne vit avec l'idée que la fin du règne approche. Mais elle est longue à venir. Pour nourrir cette attente, chaque courant d'opinion essaie de se placer au mieux. Il y a ceux qui jouent le franquisme sans Franco : la majorité de la droite, une partie du centre et des chrétiens. Les milieux d'affaires, quant à eux, dans leur majorité, penchent pour cette solution, même si certains voient déjà plus loin. Depuis les cinq exécutions, la Bourse de Madrid est plus que morose. Ce n'est pas un hasard.

L'Eglise, elle, navigue au plus près. C'est-à-dire que la hiérarchie penche un jour un peu sur sa gauche, pour le lendemain flirter avec sa droite. Dans cet exercice de haute voltige, l'évêque de Madrid, Mgr Tarancon, atteint un niveau de maîtrise insoupçonnable. Sans doute empêtré dans toutes ses contradictions, il a récemment trouvé une nouvelle solution en expliquant que seul le silence était aujourd'hui possible. Ce qui n'empêche pas la hiérarchie catholique de préparer pour demain la naissance d'un grand parti démocrate-chrétien.

L'armée aussi s'interroge. Les arrestations d'officiers appartenant à l'Union militaire démocratique ont prouvé que, là aussi, tout ne serait pas simple. L'image de



Franco et son successeur désigné, Juan Carlos.



Le comte de Barcelone, favori des « affaires ».



La « camarilla » du Pardo : le duc et la duchesse de Cadix avec Dona Carmen, femme de Franco.

l'armée, bras séculier du régime et assurant à elle seule une succession sans problème à Juan Carlos, est aujourd'hui bien morte. Et ce ne sont pas les récents remaniements dans le haut état-major espagnol qui changeront grand-chose. Difficile, aujourd'hui, d'analyser cette crise de conscience de l'armée ; difficile surtout d'en saisir l'ampleur. Un élément, pourtant : les spécialistes américains au Département d'Etat sont persuadés que les divisions de l'armée sont beaucoup plus profondes que les apparences ne le laissent penser.

Les multinationales rembarquent

Il faut d'ailleurs noter que, depuis un mois, l'attitude de la diplomatie américaine qui est en général bien informée, s'est profondément modifiée. Autrefois, plus que favorable au régime du Caudillo, elle hésite aujourd'hui. Soucieuse sans doute de ne pas voir l'Espagne se transformer en Portugal, l'ambassade des U.s.a. à Madrid joue un jeu de plus en plus complexe. Multipliant, par exemple, les contacts discrets avec les dirigeants de toutes les formations politiques, même clandestines.

Les salves des pelotons d'exécution ont soudain réappris au monde qu'aucun des problèmes fondamentaux de l'Espagne n'avait été résolu. Mieux : rien n'était moins sûr qu'une succession facile pour le prince Juan Carlos. Certains en ont déjà tiré les conséquences : les firmes multinationales américaines ont stoppé depuis deux semaines leurs investissements à long terme en Espagne. Elles se contentent du court terme.

Chaque jour, ici, un petit signe rappelle toutes ces évidences. Dimanche soir, par exemple, l'Atletico de Madrid disputait un match de football contre le F.c. Barcelone. A la sortie du stade où 120 000 personnes se pressaient, une pluie de tracts émanant des commissions ouvrières clandestines. Parmi les spectateurs qui s'éloignaient, un policier en uniforme se baissa soudain, ramassa le tract et le cacha soigneusement dans la poche intérieure de sa veste. Etonnant spectacle, alors que la veille un garde civil avait encore été abattu au Pays basque par des militants se réclamant de l'Eta.

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas encore si Franco, une fois de plus, passera ce cap. Mais l'Espagne bouge aujourd'hui sans lui. Et bien souvent contre lui. Témoin de ce climat, une histoire qui fait les délices des conversations séditieuses :

« Vous ne savez pas que Franco est mort ?

— Non !

— Le seul problème, c'est que personne n'a encore osé le lui dire. »

BENOIT COLOMBIER

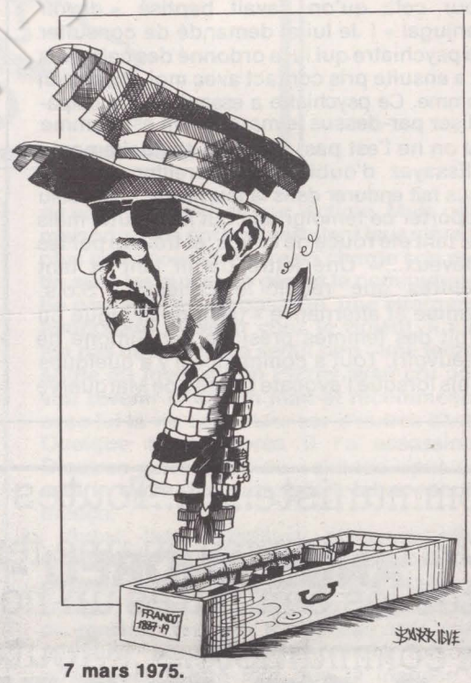


26 septembre 1975.

Franco et la mort dans « l'Unité »



8 mars 1974.



7 mars 1975.



9 février 1973.



11 septembre 1975.

LES BOURREAUX EN PANTOUFLES

« Prévenue par une de mes amies de l'action que vous entreprenez afin d'ouvrir des centres pour accueillir les femmes battues et leurs enfants, je tiens à vous faire connaître ce que j'ai vécu pendant 25 ans avec mon époux, ingénieur. Depuis des années, je subis l'acte sexuel en pleurant. Dès que j'essaie de parler avec lui, il se met dans des colères folles, et me frappe. Je l'ai vu, alors que nous faisions du camping, mettre les enfants hors de la tente afin de m'imposer l'acte. J'ai terriblement souffert et physiquement et moralement. L'acte sexuel imposé est un viol, c'est peut-être pour cela qu'on l'avait baptisé « devoir conjugal » ! Je lui ai demandé de consulter un psychiatre qui lui a ordonné des calmants et a ensuite pris contact avec moi. C'était un homme. Ce psychiatre a essayé de me culpabiliser par-dessus le marché. On est homme ou on ne l'est pas. Il m'a dit textuellement : « Essayez d'oublier sur l'oreiller ce qu'il vous fait endurer dans la journée »... J'ai voulu apporter ce témoignage qui me coûte, mais j'ai tant été rouée de coups, et traînée par les cheveux... » Une lettre parmi tant et tant d'autres que reçoit le collectif « S.o.s. Femme et alternative » (issu de la Ligue du droit des femmes présidée par Simone de Beauvoir). Tout a commencé il y a quelques mois lorsque l'avocate Colette de Marguerye est appelée à Marseille pour assister, au tribunal correctionnel, au procès qu'intentent deux jeunes filles belges à trois hommes qui les avaient violées. Le tribunal se déclarera d'ailleurs incompétent et le procès viendra bientôt en assises. Un collectif sur la violence travaillait déjà à la Ligue du droit des femmes et à l'occasion de ce procès put faire connaître par voie de presse ses préoccupations et ses projets d'action immédiate. Le téléphone se mit à sonner et des femmes de témoigner, de raconter, de demander de l'aide. Une permanence téléphonique fut instituée. Ainsi naquit S.o.s. Femme.

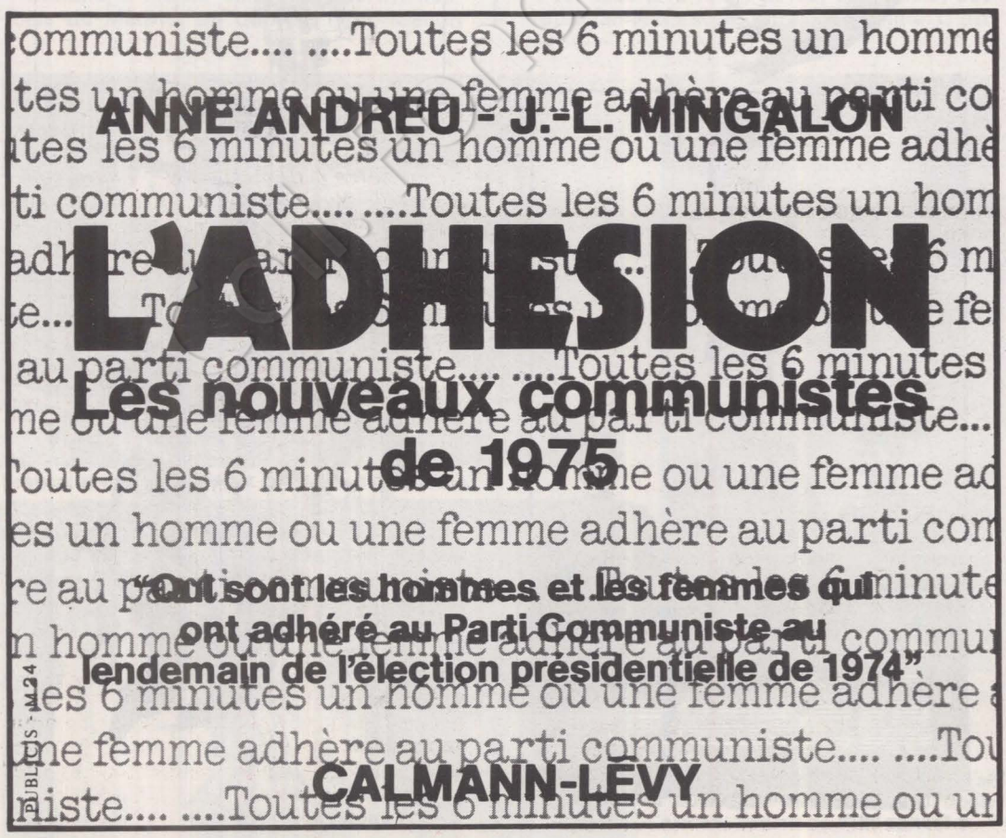
Trouver un refuge

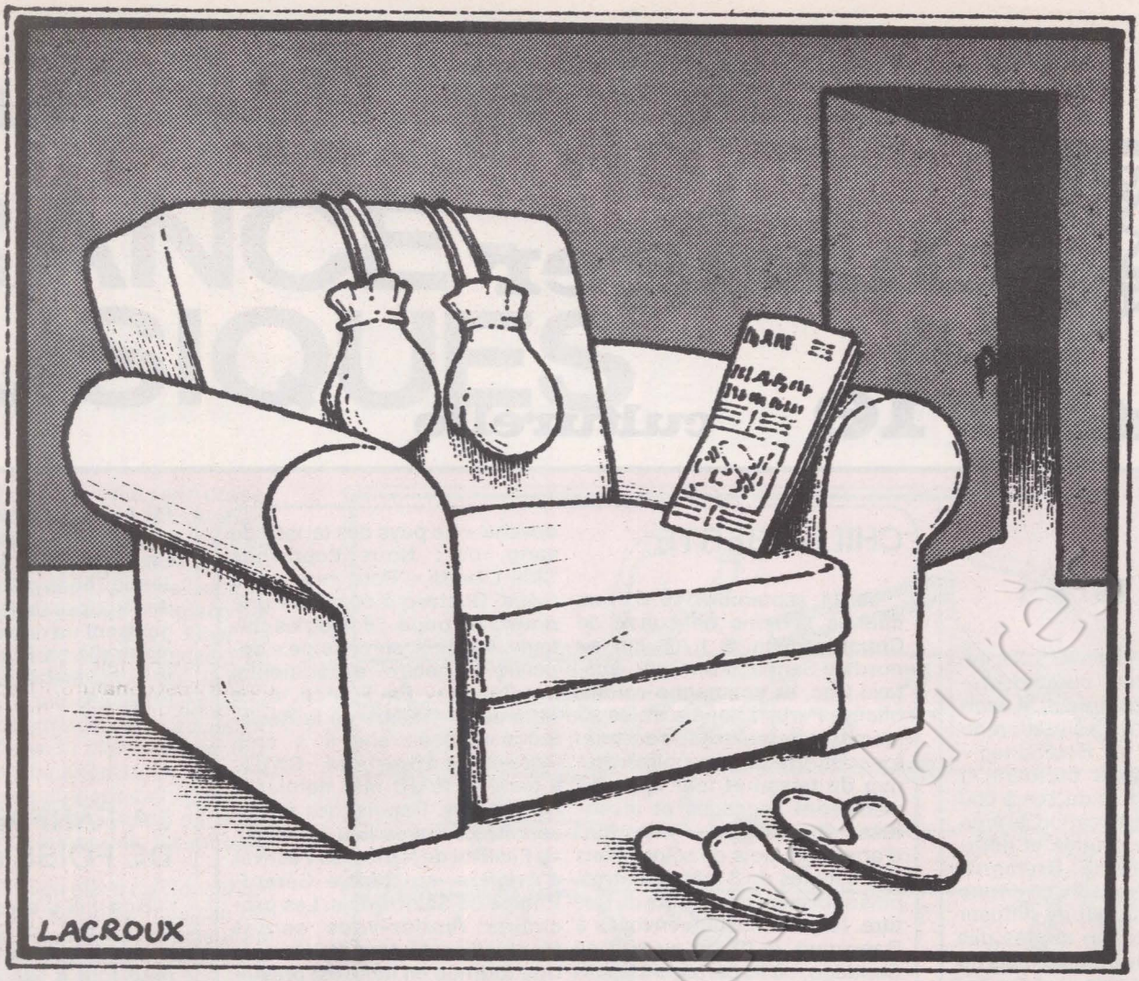
Aujourd'hui, à la permanence, le téléphone sonne sans arrêt : « Toby et Vicky répondent, écoutent — cela peut durer des heures — conseillent, donnent des rendez-vous, adressent les femmes à des avocats, à la permanence de « La ligue du droit des femmes » la plus proche. Elles envoient de l'argent, prennent contact avec l'assistante sociale, éventuellement avec le médecin de famille, tâchent de trouver un refuge chez des particuliers pour la femme et souvent les enfants. Révélateur cet extrait du journal de bord de la permanence où sont conjugués tous les appels : « Femme battue, mariée depuis 15 ans à un malade mental, trois enfants. Gagne 1. 050 F en tant que secrétaire dans une petite entreprise. Le mari a abandonné le domicile depuis quelques mois, il ne revient que pour menacer sa femme et ses enfants. » « Il ne supportait pas qu'on le contredise, quand il est dénaturé, il frappe. Je suis isolée personne ne réagit. Cherche un refuge » et encore « Femme battue, Mariée depuis 12 ans, mari brutal la quitte quotidiennement pour voir des prostituées. Demande de divorce en 1969 non aboutie. Trois enfants, le mari est chef de bureau et donne à sa femme 800 F par mois. Lors d'une crise de violence, il lui a percé les tympans. Son plus jeune fils, traité psychologiquement, a enregistré sur cassette les cris de sa mère lors d'une dispute. Femme et enfant cherchent un refuge. » Des cas isolés ? il ne semble pas : des milliers, peut-être 10 000, peut-être 20 000 femmes, en France sont victimes de sévices de la part de l'homme avec lequel elles vivent.

En général cela commence très tôt dès les premiers mois de vie commune, souvent dès le premier soir. Une gifle d'abord, la femme passe, oublie. Puis cela recommence. Les sévices se font plus fréquents, plus durs aussi. Mais des enfants sont nés. La fatalité s'installe : « J'ai fait une bêtise en l'épousant ». Il y a aussi les périodes d'accalmie entre deux passages à tabac et l'espoir que tout va s'arranger. Espoir toujours déçu car on a constaté qu'un homme qui bat sa compagne continuera à la battre et toujours plus fort. Les commissariats voient défiler chaque jour de ces malheureuses, qui poussées à bout viennent chercher le secours de la loi. Quelle loi ? Quand une femme est mariée sa plainte n'est recevable que si une incapacité de huit jours est constatée par un médecin. Les concubines ont plus de chance : leur plainte est recevable tout de suite. En général, la police conseille aux femmes de rentrer chez elles, d'être calmes : « Ca va s'arranger. Ce n'est peut-être pas si grave ». Mais rares sont les femmes qui vont jusqu'au commissariat. Tellement terrorisées par leurs tortionnaires elles se taisent. Comme elles étouffent leurs cris quand les coups tombent : les enfants ne doivent pas entendre. Et les voisins ! Le qu'en dira-t-on. Les flics goguenards... Elles préfèrent cacher leur hématomes derrière des lunettes de soleil. Une chute dans l'escalier est toujours possible... Certains raffinés se vantent même de frapper leurs femmes sans les marquer.

Secret de Polichinelle

Au demeurant et malgré toutes les précautions des bourreaux conjugaux, le mar-





tyr d'une femme battue devient vite pour son entourage un secret de Polichinelle. Les chutes dans l'escalier n'expliquent pas tout, il y a des cris qu'on ne peut contenir. Au lendemain d'un passage à tabac plus violent qu'un autre, les voisines chuchotent. Bien souvent, elles n'agiront pas au nom du sacro-saint principe qui veut qu'on ne se mêle pas de la vie privée des autres. Certaines fois, cependant, elles agissent, tentent de parler à la femme, de prévenir une assistante sociale, ou un médecin. Aujourd'hui, S.o.s. Femme et alternative reçoit des appels de ces voisines pleines de bonne volonté ou simplement indignées. Encore leur est-il difficile de faire quelque chose si elles n'ont pas reçu l'accord de la victime.

La femme battue ne se confie pas : une femme martyrisée depuis 20 ans et qui travaillait depuis 15 ans dans la même usine ne s'était jamais confiée à ses camarades de travail. Mais pour pouvoir faire de la femme qu'il bat une véritable loque humaine à sa merci le bourreau conjugal a besoin qu'elle dépende entièrement de lui. Aussi la plupart des femmes battues ne travaillent-elles pas. Si elles avaient une vie professionnelle, le violent la leur a, en général, fait abandonner. Bien souvent en allant faire des scandales sur leur lieu de travail. Dépendantes, isolées, vivant dans la crainte des coups, la fatalité se fait encore plus pesante. Les psychologues ont constaté que la femme battue a un profond mépris pour ce bourreau qui lui reproche maintenant ce qu'il a fait d'elle : une loque. Et les enfants ? Car il y a presque toujours des enfants, un moyen de plus pour l'homme de maintenir la dépendance. « Une femme battue est presque toujours la fille d'une femme battue » dit un des membres de S.o.s. Femme. La petite fille s'identifie à sa mère, le petit garçon apprend à ne pas la respecter et avec elle toutes les femmes.

Invitée, il y a quelques mois à rédiger une préface en français pour le livre d'Erin Pizzey « Crie moins fort les voisins vont t'entendre », Françoise Giroud avait refusé poliment en disant : « Nous n'avons pas ce problème chez nous ». Le 15 octobre dernier elle recevait la délégation de la Ligue du droit des femmes exigeant le dépôt immédiat de deux projets de loi : l'un permettant aux associations féminines de se constituer partie civile quelle que soit la date de leur création. Actuellement, en effet, les associations n'ayant pas au moins 5 ans d'existence ne peuvent agir en justice. L'autre « définissant le viol et toute autre violence répétée à l'encontre des femmes ». Le secrétaire d'Etat répondait alors que « les femmes battues c'est navrant ». La délégation réclamait aussi une subvention de l'Etat pour l'acquisition d'un refuge pour les femmes battues et leurs enfants. A ce sujet, on lui a assuré que des réponses précises seraient apportées à la Ligue du droit des femmes au début du mois de novembre. Et que, si le ministre de l'Intérieur en était d'accord, une permanence spécialisée serait tenue dans les commissariats.

Ne plus avoir peur

Depuis deux semaines que fonctionne la permanence la situation de leurs enfants impose la solution du refuge. Convaincues par l'expérience anglaise d'Erin Pizzey et la réussite de sa maison-refuge de Londres, qui fonctionne aujourd'hui depuis 3 ans — un rapport a été déposé au Parlement qui démontre la nécessité d'ouvrir une maison refuge dans toute ville de 50 000 habitants et plus — les féministes françaises pensent d'abord à un foyer de 100 places, implanté à Paris ou dans la région parisienne. Une communauté ouverte où femmes et enfants après une rupture avec la violence apprendraient à ne plus avoir peur. Les femmes prendraient ensemble conscience de leur solidarité. Leur nombre mieux que la meilleure des polices dissuaderait les bourreaux de venir rechercher leur victime. Mais cette maison où les enfants verraient leur mère ne plus avoir peur, prendre en charge son destin avec les autres en gérant la communauté ne peut être qu'un passage, une alternative temporaire. Revenir chez le violent, il n'en est pas question. Ce serait pire : une femme sortie du foyer d'Erin Pizzey avait cru pouvoir revenir chez son mari et recommencer avec lui la vie commune sur d'autres bases. Quelque temps après il l'a assassinée. D'autres eurent plus de « chance » puisque seul le cycle des passages à tabac recommença.

Aussi les féministes proposent-elles, s'inspirant toujours de l'expérience anglaise, que les femmes à leur sortie du refuge louent, à plusieurs, appartement ou maison, forment à nouveau une communauté plus restreinte mais toujours aussi sécurisante tant que la menace de l'ancien compagnon bourreau pèsera sur elles. Voulant sans doute trouver une solution à ce problème de sécurité, Françoise Giroud a ajouté qu'il « faudrait introduire le karaté dans l'éducation des petites filles ». A cette dernière proposition du ministre, les membres du collectif S.o.s. Femme répondent que s'il n'est pas mal, en effet, qu'on enseigne aux filles ce sport de combat qui leur fera prendre conscience de leur force physique, ce n'est pas pour autant la solution. Et que c'est même une fausse solution ! Car il faut avant tout briser le cercle infernal de cette violence. Il faut que les femmes cessent, d'abord, d'être cet objet dégradé, ce pas-être humain que présente à la grande consommation, publicité, presse et ce cinéma dont « Histoire d'O » n'est qu'un fleuron. A noter que l'affiche de ce film est directement inspirée d'une affiche éditée par les femmes de la gauche chilienne pour dénoncer le martyr et les tortures que font subir à leurs sœurs emprisonnées les bourreaux de Pinochet !

EMMANUELE PLAS

changer la vie culturelle

Régions
STIVELL JOURNALISTE

En Bretagne et ailleurs, les militants du secteur culturel bretonnant se regroupent. Il était temps ! D'abord, la situation du journal « Evid ar Brezhoneg » (« Pour la langue bretonne ») est clarifiée : fort de ses 5 000 abonnés, la publication a créé 18 groupes de soutien et diffusion à travers la Bretagne. « Evid ar Brezhoneg » se donne d'abord comme but de diffuser la langue bretonne auprès des parents (« qui la parlent, mais ne la transmettent plus ») et des enfants (« qui l'entendent, mais ne peuvent plus l'apprendre »). Autour de la diffusion de ce bimensuel sont désormais organisés des cours de breton, des débats et des expositions. Ces manifestations sont prises en charge par des groupes ou associations comme le Comité culturel breton « Ar Brezhoneg War-Raok » de Paris. Alan Stivell a mis tout son poids dans cette bataille pour la langue bretonne. C'est-à-dire un peu de l'argent que ses tournées de chanteur lui ont rapporté et le prestige de son nom : il devient directeur de « Evid ar Brezhoneg ». Surtout, la « relance » du journal vient s'ajouter à la création d'un « Poellgor-Kenurzhian » (Comité de coordination) qui réunit toutes les équipes bretonnantes de la région parisienne (il y en a à Longjumeau, Châtenay, Boulogne et Sceaux).

Tous les adhérents de ce regroupement ont décidé d'organiser ensemble des « événements » de la culture bretonne (cinéma, théâtre et vente de livres). Attendons les premières retombées. Et constatons-le : le folklore des binious et des chapeaux ronds est dépassé. Les vrais problèmes commencent à être posés. Dernier exemple en date : Alan Stivell et quelques-uns de ses amis viennent d'annoncer publiquement qu'ils ne paieraient plus leur redevance de télévision. Pour protester contre le sort fait à la langue bretonne sur les chaînes de radio et télévision régionales. Si le mouvement s'étend, il faudra en reparler.

CHILI-LIBERTE

Le 11 septembre 1973, vers midi, à la mine de cuivre de Chuquicamata, à 1 700 km au nord de Santiago du Chili, Gustavo Gac, sa compagne colombienne Perla Valencia et les 23 membres de leur troupe de théâtre sont arrêtés. Leur bibliothèque de travail et leur appartement sont saccagés et incendiés. Gustavo et Perla font d'abord un mois de séjour dans des cellules de 3 mètres carrés, puis subissent deux jours de torture. Ils sont ensuite envoyés à Rancagua, à 70 km au sud de Santiago, où ils partagent le sort de 3 000 prisonniers. Ils se marient en prison, sous la protection de 4 mitrailleuses, grâce à une intervention des Nations unies ; ils sont presque aussitôt expulsés ; ils arrivent en France en décembre 1973. Ils cherchent immédiatement du travail. Seul Gustavo en trouvera. Parallèlement, il écrit une pièce de théâtre.

« Un jour, explique-t-il, à Rancagua, sous la douche, un syndicaliste a commencé à m'expliquer sa vie, un paysan m'a aussi raconté la sienne, ainsi qu'un ancien dirigeant de l'Unité populaire. Leurs trois vies, c'était l'Histoire de mon pays. Devenu exilé, je me suis mis à tenter la transcription de cette Histoire collective, l'Histoire du Chili et de ses luttes contre l'impérialisme. » C'est devenu « Le pays des larmes de sang, ou : Nous t'appelons Chili-Liberté ». Pour jouer cette pièce, Gustavo a constitué une nouvelle troupe : 8 réfugiés chiliens. Au Chili, son équipe s'appelait « Théâtre expérimental du Cuivre ». En France, il l'a nommée « Théâtre de la Résistance » ; avec elle il a créé « Nous t'appelons Chili-Liberté », le 10 mai dernier à Champigny. Depuis, des représentations ont eu lieu à Arcueil, au Festival de Nancy, au Festival d'Avignon, au théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis. Les prochains rendez-vous seront Montpellier, Nantes et Vierzon. Une tournée en Italie est prévue pour janvier prochain.

Involontairement, Pinochet a donné une dimension internationale au travail de Gustavo Gac et de ses camarades : dans un article du « Mercurio », il a fait dénoncer les « activités antichiliennes » du Théâtre de la Résistance. Si une affiche en forme de drapeau chilien ensanglanté apparaît sur les murs de votre ville, courez : le Théâtre de la Résistance joue dans votre coin. Courez voir ce beau spectacle chilien qui dit simplement : « Dans la ville de New York on a ouvert un marché / dans la ville de New York on nous a vendus/Ils ont vendu nos mains/Ils ont vendu notre sang/notre terre bien aimée... »

J-P. L.

Théâtre
RENCONTRE A MALAKOFF

Cette année encore le Théâtre 71 de Malakoff, dirigé par Guy Kayat, organise une Rencontre du Jeune Théâtre, du 21 octobre au 14 novembre. Un événement national, puisqu'il rassemblera une grande partie des « oubliés de la cassette royale » ; entendez : de ces jeunes troupes qui sont peu ou point subventionnées. Aller à quelques-unes des 21 soirées de la Rencontre, c'est, à coup sûr, se préparer à faire un grand saut dans l'inconnu. Citons quelques équipes : la Compagnie du Chariot-Théâtre, la Compagnie Mirat-Nadar, le Théâtre du Pratos, le Théâtre de la Gronde, la Compagnie du Lierre, le Théâtre du Totem, la Compagnie des Noctambules, la Compagnie de la Grande Cuiller, le Théâtre Os, les marionnettes du Raton-laveur, etc... Qui les connaît ? Le manque de moyens leur interdit même de publier des bulletins d'information sur leurs activités ! Leur situation appelle des commentaires publics. Pour poser à nouveau les problèmes du Jeune Théâtre, les responsables des troupes de la Rencontre organisent un débat sur « l'Action culturelle en France en 1975 », le 11 novembre au Théâtre 71 de Malakoff.

J.-P.L.

LA FANFARE DE FOISSY

Bon : il y a soi, et il y a les autres. Soi, sur la défensive, en victime. Les autres, que l'on peut tout à loisir guetter, critiquer, jalouser : bonne consolation quand le reste n'a pas réussi. Voici trois laissés-pour-compte qui habitent une même résidence, un vase clos, quoi : Charlotte et ses gourmandises, Mme Rissey et sa vertu, Bolbec et ses médailles ; s'ils attendent la fanfare, et si finalement, après qu'ils auront attendu une heure, elle passe à côté, plus loin, c'est que la Vie, elle aussi, leur est passée à côté. Que voulez-vous qu'ils fassent ? Leur horizon, c'est la rue ; leur souci, c'est tout juste de savoir de quelle pâtisserie proviennent les petits gâteaux, leur inquiétude, c'est les autres. Un point les rassemble, la haine de l'entreprenant, du parvenu Monsieur X. N'empêche que lui, il ne la ratera pas, la fanfare.

Cette pièce de Guy Foissy, « Attendons la fanfare » (jouée à la Cour des Miracles, avenue du Maine, à Paris) c'est l'aventure de ceux qui n'ont pas d'aventure. Tout au plus des mots, qu'ils agitent ridiculement comme des petits drapeaux. A quoi ça servira ? Heureusement, dans la Résidence, on peut égratigner une faune : la jeunesse. Leur jeunesse, à eux, qui les a bien trahis.

Il faut aller voir « Attendons la fanfare » qu'interprètent remarquablement Alain Janey, Janine Souchon, Paulette Frantz. On aimerait d'ailleurs que le spectacle fût remarqué, voire retenu par des municipalités.

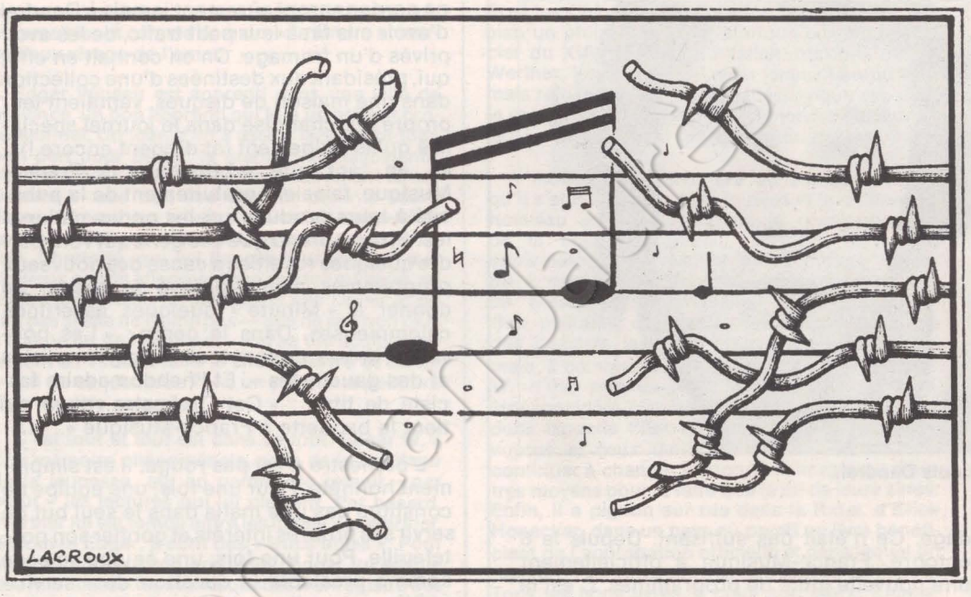
HENRI HEINEMANN

FRANCE-MUSIQUES

Pendant l'été déjà, on avait senti passer un « petit vent frais » : la poussière tombait, France-Musique trouvait un nouveau souffle. La très pédante « Tribune des critiques de disques » disparaissait. Et cet éprouvant bavardage était remplacé par des œuvres musicales. O joie ! Mais ce n'était pas la seule surprise heureuse... La chaîne semblait aussi découvrir que la musique ne saurait se résumer à trois siècles de compositions occidentales ; et d'accueillir soudain des musiques du monde entier, des chants traditionnels ou ancestraux, des airs hindoux, des refrains du bout de la planète, etc. Le classique devait désormais partager l'antenne avec le contemporain. Ce miracle allait-il durer ?

Louis Dandrel, ancien élève du Conservatoire, précédemment critique musical du « Monde », avait été nommé « rédacteur en chef des émissions musicales » de Radio-France (donc, de fait, directeur de France-Musique) le 1er juillet dernier. La période estivale constitua pour lui le temps du ro-

→



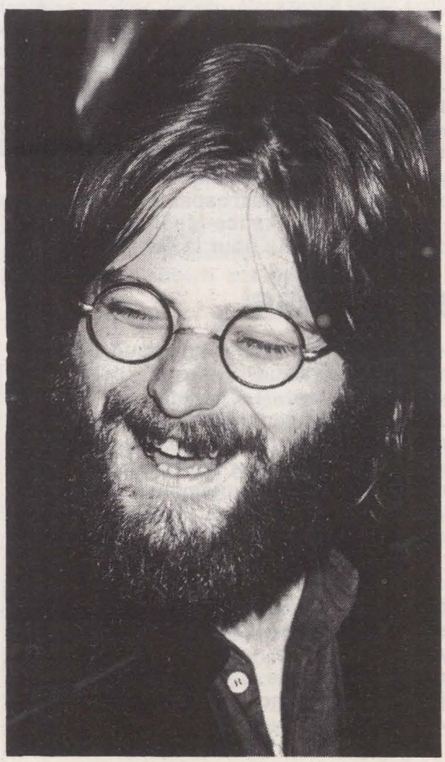
LE CHANT DE LA CIGOGNE

Une soirée pour deux découvertes : au Théâtre Montparnasse, Paris accueille la grande chanteuse catalane Teresa Rebull et l'Alsacien Roger Siffer (à 21 h). Dans un pays où les langues vivantes locales sont interdites d'école pour laisser place au seul français, la chanson offre des occasions de revanche.

L'aventure de Teresa Rebull a commencé le jour où les Républicains espagnols ont été vaincus : beaucoup de Catalans se sont réfugiés en France ; Rebull porte leurs chants d'exil et d'espoir à pleine voix. On connaît moins le cas de l'Alsace : sait-on qu'au Moyen Age, bercés par les eaux du Rhin, des troubadours chantaient pour un peuple qui n'était alors ni de France ni d'Allemagne ? Sait-on qu'à travers les siècles cette langue a perduré et que dans les fêtes populaires on entonne encore ces refrains d'antan ? Sait-on que Roger Siffer, comme de nombreux Alsaciens de 25-30 ans, a appris cette langue de la bouche même de sa mère, quand elle lui chantait des comptines d'enfants millénaires ? Siffer n'y a guère pris garde : l'adolescence arrivant, il s'est jeté sur Brassens, Ferré et les tubes anglo-saxons, comme toute sa génération. Et puis, un soir de 1967, par une soirée de libations, il s'est surpris à chanter les petites chansons alsaciennes de ses premières années. Et tout le monde a repris en chœur. Ce jour-là Siffer a compris qu'on avait essayé d'étrangler en lui la langue maternelle : et si la culture alsacienne était autre chose qu'une nostalgie condamnable et méprisable ? On lui avait tellement dit que parler alsacien c'était parler « boche »... que Siffer, à 14 ans, prétendait, devant ses copains de lycée, être un pied-noir natif de Blida. A 19 ans il retrouvait sa véritable identité : l'Alsace. Depuis il s'est mis à écrire lui-même ses chansons.

Bière, coiffe, choucroute et cigognes : Siffer tourne ce folklore en dérision et, ce faisant, porte un grand coup au complexe d'infériorité séculaire. Siffer explique simplement que ses ancêtres n'ont pas été les Gaulois mais les Celtes et les Alamans. Petite rectification historique nécessaire, que les Occitans, les Bretons, les Catalans et d'autres ont déjà faite. La musique de Siffer est gaie : à chaque fête de village (en Alsace on dit les « Kilbe ») il fait danser les foules, comme il l'a fait au Festival International de folk à Cazals. Sous l'entrain il ne faut pas oublier les mots, qui disent qu'en 1525 la « Guerre des Paysans » a déjà lancé quelques idées socialistes en Alsace. Que le Dante alsacien s'appelait Brant, qu'il a écrit « La Nef des Fous », qu'une place de Strasbourg porte son nom mais que personne ne le sait. Siffer vend énormément de disques : son cinquième va sortir bientôt. Et tout cela n'est pas sans intérêt ni conséquence : d'autres l'ont suivi ; on dénombre maintenant 15 chanteurs en Alsace, des clubs et des journaux. Aux dernières présidentielles les voix de la gauche en Alsace, sont passées de 10 à 30 % ; et pour la première fois, on a vu des affiches appelant à voter Mitterrand qui étaient rédigées en alsacien ! Important quand on sait que 80 % des gens parlent encore alsacien et que 5 % ne parlent pas du tout français. Siffer chante : on comprend que cette cigogne dérange certains...

JEAN-PAUL LIEGEOIS



FRANCE-MUSIQUES



Louis Dandrel.

dage. Ce n'était pas suffisant. Depuis le 6 octobre, France-Musique a officiellement une nouvelle grille de programmes. C'est la première réforme réelle depuis l'éclatement de l'O.r.t.f.

L'ancienne formule de France-Musique, c'était le règne des musicologues : ils palabraient jusqu'à plus soif, classifiaient, cataloguaient, déversaient sur l'auditoire leurs vérités certifiées. Fini ce terrorisme : les commentaires sont courts et sobres, émis dans une langue compréhensible par tous ; et certaines tranches horaires laissent la place à la seule musique, sans le moindre commentaire. Dandrel n'entend pas pour autant aligner France-Musique sur Fip. « Mais, dit-il, si l'on compose des programmes cohérents les grands discours deviennent vite inutiles ; avec un bon programme, un producteur peut faire exprimer à la musique plus que ce qu'il est capable d'expliquer lui-même. » Bref, France-Musique a abandonné le bla-bla-bla pour la mélodie.

Ferré aussi

« La musique n'est pas univoque. Je voudrais que France-Musique devienne France-Musiques. » Le constat de Dandrel peut paraître élémentaire, mais, depuis une décennie, sur cette chaîne, personne n'avait osé le faire. Ni en tirer les conséquences. Dandrel, lui, entend simplement partir d'une réalité : n'importe qui a le droit de préférer Léo Ferré à Franz Liszt. C'est l'évidence : Ferré, c'est aussi de la musique ! Mais jusqu'à maintenant, France-Musique semblait l'ignorer. D'où la politique du nouveau directeur : « Mettre à la disposition des auditeurs le plus grand nombre possible d'expressions musicales ». Ce faisant, Dandrel parie sur l'éclectisme, la curiosité et la tolérance. C'est sans doute oublier que les cabales musicales en France ont quelques fondements financiers... Et certains producteurs ne pardonneront sûrement jamais à Dandrel d'avoir mis fin à leur petit trafic, de les avoir privés d'un fromage. On en connaît en effet qui, présidant aux destinées d'une collection dans une maison de disques, vantaient leur propre marchandise dans le journal spécialisé qu'ils dirigeaient (et dirigent encore !)... et, en tant que producteurs à France-Musique, faisaient gratuitement de la publicité à leurs produits sur les ondes nationales. On comprend que ces gens qui vont perdre quelques royalties à cause des nouveaux programmes aient éprouvé le besoin de donner à « Minute » quelques assertions calomnieuses. Dans le genre : « Les nouveaux, là-bas, ce sont tous des communistes et des gauchistes ». Et l'hebdomadaire fasciste de titrer : « Cet Orchestre rouge qui tient la baguette à France-Musique ».

L'orchestre n'est pas rouge. Il est simplement honnête. Pour une fois, une équipe ne constitue pas une mafia dans le seul but de servir ses propres intérêts et gonfler son portefeuille. Pour une fois, une équipe se pose comme préalable la question du « service public » : quelle doit être la fonction de France-Musique ? La réponse est nette : permettre à chacun de trouver sa musique. D'où une programmation sans sectarisme et sans exclusive. Qui montre que la musique contemporaine ne s'est pas arrêtée à Bela Bartok ou Darius Milhaud, mais a continué avec Varèse, Xenakis, Pierre Henry, etc. Qui englobe aussi bien le jazz que les traditions folkloriques, la musique arabe que la chanson chilienne, la pop que les musiques de films.

Dandrel s'est fixé un autre but : redonner à la musique sa dimension populaire. Ce qui signifie rendre leur place aux genres méprisés. Notamment à la chanson, qui, comme les morceaux dits « folkloriques », a réussi à faire traverser les âges aux rythmes ancestraux. « La chanson » est devenu un titre d'émission quotidienne, Jacques Erwan et Marc Legras la présentent en alternance de 12 h à 12 h 30. Erwan occupe l'antenne les quinze premiers jours du mois, Legras les quinze derniers. Ils ont commencé le 2 août ; ils sont restés dans la grille définitive. Leur intrusion a bousculé beaucoup d'habitudes et de réflexes élitaires. Avec eux, ce sont les refrains des rues qui ont investi le domaine réservé des mélomanes distingués. En évitant deux pièges : le didactisme en chaire se transformant en cours sur la chanson, le copinage vulgaire et démagogique des périphériques. Ni « Mes chers auditeurs » ni « Salut les copains » ; ni France-Culture ni Europe. La voie était étroite. Ils l'ont tracée.

Grâce à cette émission les auditeurs de France-Musique ont découvert (ou redécouvert) : la nouvelle chanson arabe, les chants grecs anciens et contemporains, les refrains des îles Eoliennes, des Occitans presque inconnus comme Maureis où Marie Rouanet, le Catalan Raimon, les chants traditionnels d'Afghanistan et de l'émirat d'Oman, Aristide Bruant et Gaston Couté, des poèmes d'enfants vietnamiens chantés par Christiane Perrin et Mouloudji, etc. Legras a consacré une série d'émissions à l'Occitanie, une autre au renouveau du folk en Italie. Erwan est resté une semaine sur la chanson latino-américaine, une autre sur les rythmes brésiliens ; il a ouvert les ondes à la chanson yiddish, catalane, espagnole et portugaise ; il a dressé un vaste panorama de la chanson sociale et politique, partant des « Canuts » pour arriver à un jeune « interdit d'antenne », le chanteur Renaud.

Deux jours avant l'assassinat par Franco des cinq militants espagnols, la demi-heure de Marc Legras a résonné de tous les chants de la Galicie. Le jour de l'exécution Legras a

La littérature allemande contemporaine est relativement bien connue en France, notamment la littérature romanesque. Les noms d'Heinrich Böll, qui eut le prix Nobel en 1972, et de Günther Grass dominent un ensemble littéraire digne continuateur de la grande tradition des Mann, Fallada et autres Rilke. Mais cette littérature est exclusivement le produit de l'Allemagne de l'Ouest, cette partie du monde germanique laissée entre le Rhin et l'Elbe par l'effondrement du Reich hitlérien et devenue une des plus grandes et des plus prospères puissances économiques du monde.

De l'autre côté de l'Elbe commence l'Europe soviétique, qui inquiète et fascine depuis trente années. Une autre Allemagne d'abord, dont les couleurs sont hissées avec une régularité stupéfiante sur tous les stades du monde. L'Allemagne d'un autre miracle économique, pas moins étonnant que celui de sa soeur occidentale. L'Allemagne des soldats communistes défilant au pas de l'oie, du mur de Berlin et des révoltes ouvrières de 1956. L'Allemagne vers laquelle se ruent, depuis que la frontière est ouverte, les touristes polonais en quête de biens de consommation. L'Allemagne qui eut la réputation d'être le dernier état à se destaliniser et qui encore aujourd'hui passe pour le plus pur exemple de la vertu marxiste-léniniste.

Une République stricte, austère, laborieuse, organisée mieux que les Reichs précédents n'avaient jamais espéré le faire. Mais un état et un peuple dont nous connaissions déjà la richesse culturelle, par le théâtre et la musique, tout en nous demandant s'il n'en était pas resté à Brecht et à Richard Strauss et si la révolution intellectuelle et artistique allemandes, qui seront dans tous les domaines un des faits majeurs du XXe siècle, ne s'était pas perdue dans les sables du conformisme soviétique.

Un spectaculaire commencement de réponse vient d'être apporté par un court roman d'Ulrich Plenzdorf, (1) auteur non contesté de la République démocratique allemande et pur produit du nouveau régime, puisqu'il avait onze ans lors de la disparition du nazisme dans les ruines de Berlin anéantie par les bombes anglo-américaines et par les obus soviétiques Le scénariste de films travaille depuis 1963 à la très officielle Société cinématographique d'état de la R.d.a. et a reçu en 1973 le principal prix littéraire est-allemand, le prix

Littérature

WERTHER EN R.D.A.

Heinrich Mann. Paru la même année, son roman « Les nouvelles souffrances du jeune W. » a immédiatement connu un très grand succès dans les deux Allemagnes salué par une critique unanime comme la démonstration du renouveau de la littérature est-allemande et confirmé par l'approbation publique.

Alors naît une première méfiance. Quel avenir attend Plenzdorf ? Les mouvements de la « culture » sont, à l'Est, trop souvent liés aux mouvements de la politique pour que la question ne soit pas posée, même si elle demeure sans réponse possible. La gloire de Soljenitsyne a commencé par la volonté de Nikita Krouchtchev, qui avait besoin d'une littérature engagée dans la libéralisation pour prolonger sa démolition du mythe stalinien. La R.d.a. actuelle, que dirige Erick Honecker n'a-t-elle pas, elle aussi, besoin d'une nouvelle apparence pour faire oublier le conformisme et la sévérité de la période Walter Ulbricht, qui prolongea au-delà de toute mesure le pouvoir d'une des plus fidèles équipes du stalinisme ? Dans de telles conditions, Ulrich Plenzdorf pourrait être, bien involontairement, un des pions avancés et éventuellement sacrifiables pour souligner le cours nouveau.

Cela noté, reste qu'en soulevant les couvercles des marmites de l'Est, apparaissent immédiatement des potages d'un goût bien nouveau et bien étrange. Certes, cette étrangeté est bien souvent fonction de l'image qu'on se faisait des pays communistes et des idées reçues à leur sujet, la propagande étant aussi un des supports de l'exotisme d'aujourd'hui. Cependant, l'essentiel du paradoxe vient de ce que le lecteur s'aperçoit que « ces gens-là » se comportent souvent comme nous, avec l'émerveillement de l'auditeur des conférences Pleyel qui découvre que les Indiens du Matto Grosso aiment leurs enfants et ne les mangent pas tout cru à la sauce banane.

Ainsi, en R.d.a., existent des jeunes gens en blue-jeans, aux cheveux longs, fanatiques de jazz, manieurs de mini-cassettes, et pour autant qui ne sont pas des voyous. Leurs résultats scolaires sont convenables, parfois excellents, ce qui ne les empêche pas d'être aussi parfaitement irrespectueux à l'égard de leurs maîtres, de l'ordre établi — c'est-à-dire, là-bas, du communisme, de son parti et de ses hommes — que dans le reste du monde la jeunesse d'hier et d'aujourd'hui. Et ces jeunes ont un cœur qui leur permet de découvrir, comme hier et comme demain, « le tendre et merveilleux visage de l'amour ».

Edgar Wibeau est apprenti dans une ville de province, un bon apprenti qui fera un brillant professionnel. Un jour, il en a assez, laisse tout tomber, part pour Berlin, la grande ville fascinante, s'installe dans une maison provisoirement abandonnée — elle doit être démolie dans le cadre d'une « rénovation urbaine » — se fait embaucher comme peintre en bâtiment, rencontre une jeune fille, Charlotte, qui est fiancée à un garçon aux cheveux courts effectuant son service militaire, en tombe amoureux, ne sait pas si elle l'aime et ne sait pas si elle ne l'aime pas — elle ne sait non plus s'il aime ou ne l'aime pas — et se tue accidentellement en voulant faire le chef-d'œuvre de sa vie — ou de sa jeunesse ? —, un pistolet à peinture d'un modèle nouveau.

C'est tout et tout est dans ce tout. Edgar W. a une mémoire phénoménale, celle de la fraîcheur de la jeunesse, qui lui permet de retenir « par cœur » les lectures qui lui plaisent. Par hasard, Werther lui est tombé entre les mains. Ce Werther, découvre Edgar, a écrit des « trucs utiles ». Pour tenir au courant son ami Willy, Edgar lui envoie des mini-cassettes sur lesquelles il enregistre des passages de Werther : « Le genre humain est bien monotone. La plupart des gens passent la majorité de leur temps à travailler pour vivre et le peu de liberté qui leur reste les angoisse tellement qu'ils cherchent tous les moyens de s'en débarrasser ». Goethe, Werther, Edgar Wibeau, Ulrich Plenzdorf disaient de telles phrases, en 1973, à Berlin-Est. Romantisme pas mort. Musset à l'ombre de l'ex-Stalinallee. L'amour est un blues, que gémit un musicien syndiqué qui a trois enfants et une femme flétrie dont les regards ne se tournent plus aujourd'hui au-delà du mur, mais vers les vitrines du ciel. D'un ciel qui pourrait être celui de « Confidences » et de « Nous Deux » et qui est aussi celui de Werther.

L'homme nouveau devient celui de la continuité. Qui peut dire ce qui est le plus important, « Anna Karenine » ou « la Mère » de Gorki. Le cinéma soviétique produit maintenant « Anna Karenine » et projette « la Mère » dans ses cinémathèques pour les séances Art et Essai. « Les nouvelles souffrances du jeune W. » font pleurer dans les chaumières de Potsdam et de Dresde, c'est-à-dire dans les H.l.m. de la société nouvelle. Et si les Chinois avaient raison, si l'ennemi était bien un philosophe préhistorique ou un romancier du XVIe siècle ? S'il fallait, non pas brûler Werther, les flammes n'ayant jamais rien purifié, mais refuser la coexistence idéologique avec lui, le combattre avec vigueur, le dénoncer comme un fauteur de guerre et un ennemi du progrès ?

A moins de comprendre ou d'avoir compris qu'il s'agit là de combats inutiles et que l'homme nouveau est ailleurs. Dans le développement de la solidarité sociale, dans le refus des égoïsmes et des profits qu'encourage la société, dans la renonciation aux moyens de force. Mais en tout cas jamais dans l'organisation planifiée de l'amour et de quelques-uns des instincts les plus naturels de l'animal humain, à commencer par celui de liberté. Le jeune W. n'est pas un asocial. Il ne devrait pas, être considéré comme un « houligan », catégorie dans laquelle l'Est soviétique a amalgamé les voyous et ceux qui n'aspirent seulement qu'à continuer à changer le monde et imaginent d'autres moyens pour le faire que la loi de leurs ainés. Enfin, il a pignon sur rue dans la R.d.a. d'Erick Honecker, dans un pays où paraît un livre bénéficiant de l'approbation officielle et dans lequel on peut lire : « Je ne peux pas dire tout ce qu'il avait. Tous les bons livres, à coup sûr. Marx, Engels, Lénine, en rangs d'oignons. Je n'avais rien contre Lénine et les autres. Je n'avais rien non plus contre le communisme et tout ça. La suppression de l'exploitation dans le monde entier, je n'étais par contre. Mais contre tout le reste. Par exemple, le fait qu'on range les livres par ordre de grandeur ». Nous devons y réfléchir. Le meilleur est souvent le pire par l'aspect qu'on lui donne ou qu'on croit nécessaire de lui donner. « Taré que j'étais, je voulais être toujours gagnant » dit le fantôme d'Edgar Wibeau, électrocuté sans l'avoir voulu et pourtant convaincu qu'il n'aurait pu survivre à son amour perdu, parce qu'il en était « arrivé au point de comprendre Old Werther qui ne pouvait plus continuer à vivre ». Mais quel peuple, quelle société pourraient se féliciter d'une jeunesse qui ne voudrait pas toujours gagner ?

GEORGES FRAMERIES

(1) Ulrich Plenzdorf : « Les nouvelles souffrances du jeune W. » Traduit de l'Allemand par Marie-Louise Ponty-Audiberti, aux éditions du Seuil.

programmé Elisa Cerna, Francisco Montaner, Teresa Rebull, Paco Ibanez et deux textes superbes, l'un de Machado, l'autre de Lorca. Ce jour-là France-Musique a vibré au diapason de l'émotion populaire. Cela s'était également produit le 11 septembre. Quand, pour le sinistre second anniversaire de l'accession de Pinochet au pouvoir, Jacques Erwan avait fait venir en direct — pour parler du Chili et le chanter — les Quilapayun, Patricio Castillo et Isabel Parra. On entend d'ici les loups hurler à la politisation. Soyons sérieux. Toute expression musicale a sa source dans la vie des hommes. Au nom de quoi faudrait-il gommer une partie de cette vie et les réactions qu'elle inspire ? Pourquoi étouffer les chants du Chili et de l'Espagne ? Parce qu'ils gênent certains ?

Des auditeurs ont pu ne pas aimer l'émission d'Erwan sur le thème de la mer. Les chansons des îles, venues de Crète, de Corse et des Baléares, programmées par Legras ont peut-être déplu à d'autres. Est-ce une raison suffisante pour réclamer la suppression de ces genres sur l'antenne de France-Musique ? Cette émission est un condensé significatif des tâches que s'est données la nouvelle direction de France-Musique : mettre toutes les expressions musicales à la disposition de tous. Ce n'est pas si simple. D'abord parce que, si un énorme travail d'inventaire a été fait par le Musée des arts et traditions populaires, il n'en est sorti que très peu d'enregistrements ; dans ce domaine de la recherche, de la conservation et de la diffusion des musiques traditionnelles, régionales ou non, France-Musique part pratiquement de zéro. Ensuite parce qu'une radio ne peut remonter à elle seule un courant défavorable : en France l'accès à la musique demeure élitaire ; et ce n'est pas les quelques ateliers pour enfants mis en place par Dandrel à Radio-France qui, seuls, renverseront la vapeur. C'est dès l'école qu'il faudrait pouvoir informer et former un large auditoire.

On en avait ras-le-bol de ce gris, de cette neutralité, de cette radio ouatée qui situait la musique hors du temps, hors de l'Histoire et des problèmes des hommes. France-Musique existait depuis onze ans. France-Musiques vient de naître. Longue vie !

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Nos lecteurs ont la parole

LE POETE-CITOYEN

« Ayant eu, du printemps 1942 à l'été 1945, le privilège de longs entretiens à Washington avec Alexis Léger, je veux dire ma joie profonde que « l'Unité » ait fortement marqué que Saint Jonh Perse ne fut point « un poète de la tour d'ivoire ». Il ne l'a pas été après l'interruption même de sa carrière de haut fonctionnaire, d'« homme au service de l'Etat ».

L'exil révélait l'intense ferveur de ce Français d'une île américaine pour « la terre de France ». L'épreuve nationale rendait manifeste chez cet apparent aristocrate de l'esprit une référence essentielle à « la source populaire » qui fondait, dans cette épreuve, sa foi en la nation captive. Son désaccord avec la conception politique que le général de Gaulle eut de la France Libre coexistait avec une solidarité profonde et agissante avec la Résistance, « flamme sainte ».

Son « antivichysme » irréductible continuait logiquement la conviction républicaine d'un diplomate qui avait jugé hypocrite « l'argumentation de salon » selon laquelle un agent des Affaires étrangères pouvait représenter son pays abstraction faite de son régime, la France contemporaine avec quelque « restriction mentale » à l'égard de la République. Saint-John Perse parlait en 1944 des « lois fondamentales » de cette République dans le langage des militants de sa jeunesse.

La vue qui fut la sienne, en toute lucidité de jugement, du rôle durant la guerre et pour l'organisation de la paix de l'Amérique du Nord et de F.D. Roosevelt était pleinement dans la logique de la politique de sécurité collective qu'il avait poursuivie aux côtés d'Aristide Briand : à ses yeux, la participation des Etats-Unis à une politique collective incluant la Russie élargissait le cadre de cette sécurité pour la France et une future Union européenne.

Comme Aristide Briand, Alexis Léger connaissait l'importance du mouvement ouvrier en notre siècle : je vis ce sentiment s'exprimer dans son amitié pour Léon Jouhaux. Lors même qu'il critiquait durement certaines conduites de dirigeants socialistes, il ne manquait pas de maintenir : « Le socialisme est la vérité ».

Témoin attristé des tendances à « la dégradation de notre vie publique » dans les années qui précédèrent la défaite de 1940, il fut depuis la Libération ardemment attentif aux efforts de renouvellement à gauche de la démocratie française : dans les dernières années de son « grand âge », à l'action de François Mitterrand.

En toute vérité, la manière dont « le plus grand poète du vingtième siècle » demeura pleinement un citoyen de la République peut rendre sa mémoire plus chère aux lecteurs de « l'Unité ».

Paul VIGNAUX
95880-Enghien

EDITION SANS BUT LUCRATIF

« Le 19 juin 1972, le groupe Socialisme et Culture animé par Gérard Delfau recevait Jean Huguet, président des Jeunesses littéraires de France, rédacteur de la Sélection du Libraire, pour ne citer que quelques-unes de ses nombreuses activités. Il venait de fonder six mois plus tôt, en décembre 1971 le premier Centre régional culturel et littéraire d'éditions : le C.e.r.c.l.e., qui devait devenir par la suite Le Cercle d'Or (Or : Ouest-Région).

L'idée première de Jean Huguet était de se limiter à la création de Centres culturels qui, indépendamment de leur vocation animatrice, auraient aidé les auteurs régionaux à trouvers des débouchés vers l'édition parisienne ou régionale existante. Mais, devant le silence glacial de la profession, il a décidé de fonder sa propre édition. Après trois ans d'efforts, la banquise parisienne commence à fondre. Des journaux, comme « le Canard enchaîné », « le Monde », « le Quotidien de Paris », « l'Aurore », « l'Unité » ont consacré des articles toujours élogieux aux auteurs du Cercle d'Or.

Nous autres, socialistes, devons nous réjouir non seulement de la création des Centres culturels, mais aussi de la naissance du Cercle d'Or, une édition sans but lucratif : tous les bénéfices — souhaitons qu'il y en ait beaucoup ! — seront reversés dans la caisse commune, Jean Huguet désirant être seulement salarié à titre de directeur littéraire.

A côté de cette grande machine parisienne qui moud une littérature trop souvent asservie à la société de consommation productrice du livre préfabriqué anesthésiant l'intelligence, ou qui, à l'inverse publie des œuvres ésotériques accessibles seulement à une petite élite, il est revigorant de penser qu'il existe enfin une maison dans laquelle on travaille pour cultiver, éduquer en les intéressant les plus défavorisés d'entre nous. »

Yvonne PIERRE
Section socialiste des Ecrivains

SANCTIONS CONTRE L'ESPAGNE

« Au moment où des atrocités inhumaines endeuillent l'Espagne et le monde, votre organisation réagit et participe à de multiples actions et c'est tant mieux.

Cependant, dans quelques mois, quand l'indignation sera retombée, que restera-t-il ? Le peuple espagnol ne sera pas délivré de la dictature.

Depuis longtemps, je pense que ce régime ne peut reculer que devant de sévères sanctions économiques qui le mettent en cause devant les citoyens mal informés de son pays : Si partout en Europe, des milliers (peut-être des millions) d'hommes de bonne volonté (syndicalistes, membres des partis de progrès, chrétiens conscients de l'infamie d'un gouvernement prétendu catholique) renonçaient à se précipiter aux premiers congés à la frontière espagnole pour porter leur argent à Franco, ne serait-ce pas une action fructueuse ?

Si, dès maintenant, des milliers de réservations étaient annulées, avec le motif clairement exprimé ?

Je livre ces réflexions spontanées et sans doute maladroites à deux organisations auxquelles je suis attaché (P.s. et C.f.d.t.) et j'en profite pour leur renouveler ma sympathie. »

PEYRET-MONTAGNE
69690-Bessenay

DEUX SORTES DE CITOYEN ?

« On est chaque jour un peu plus stupéfait par l'évolution de l'affaire Chapron en affaire Charette, avec la complicité agissante des moyens d'information radio-télévisés, décidément chaque jour un peu plus asservis.

Ainsi pour la seconde fois en quelques mois deux juges impudents sont mis en accusation parce qu'ils ont osé appliquer la loi à des dirigeants d'entreprises ; en vérité, les morts de Liévin et celui de la société Huiles, Goudrons et dérivés pèsent bien peu à côté de l'honorabilité de ces dirigeants ; mais comme d'habitude, en pareil cas, on insinue que les salariés ont commis des fautes ; bref les accidentés du travail se sont en quelque sorte suicidés ou bien alors la grande responsable c'est la fatalité, comme s'il n'existait aucune réglementation du travail !

L'attitude de la C.g.c. toujours prompte à défendre les cadres dirigeants n'est pas surprenante, ce qui n'est pas le cas de certains dirigeants de F.o. qui dans ces deux occasions ont adopté des positions voisines de celles du patronat et du Pouvoir. Mais la tradition ouvrière est, hélas ! riche en trahison.

On peut se demander si les Français supporteront encore longtemps sans réagir qu'une certaine catégorie de citoyens soit à l'abri des lois. Verra-t-on encore longtemps ces jugements de « Justice » : lors d'une même audience d'un tribunal, un pauvre paysan condamné à une amende de 150 F pour avoir entreposé des fagots de bois devant sa porte alors que, quelques instants plus tard, un célèbre club de loisirs était condamné à une amende de... 3 F par salarié. »

A. CHAREYRE, Lyon.

L'unité

Rédaction : 12 Cité Malesherbes
(Paris 9e) - Tél. 878.40.73

Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition — 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

Au risque de vous plaire



Expositions

PARIS

*** Palais de la Découverte : « Un port de l'Atlantique, la Rochelle ».**

Pour un large public. Un ensemble qui, à partir d'un cas précis, apporte une connaissance poussée des poissons et des métiers de la mer.

*** Musée des Arts décoratifs : 1) Etienne Delessert ; 2) « Les Tapisseries de Le Corbusier ».**

Un grand graphiste. Un grand architecte. Une même passion pour les problèmes de l'art plastique.

*** Musée du Louvre : 1) Jacques Villon ; 2) « Voyageurs au XVIe siècle » ; 3) « L'Or des Scythes ».**

Un peintre graveur qui a beaucoup apporté au cubisme et aux recherches chromatiques. Des dessins fascinants tombés d'un siècle où ils remplaçaient la photographie. Les arts antiques d'Asie Centrale et de Sibérie : un vrai trésor.

*** Centre national d'art contemporain (11, rue Berryer, Paris 8e) : Marcel Broodthaers.**

Un peintre belge original. Né d'une double influence : son compatriote René Magritte et cette lanterne magique qui devint le cinématographe.

*** Musée Galliéra : « Les artistes paysans chinois ».**

Mao leur a dit : « Tous peuvent participer à la création artistique, paysans, vous pouvez peindre ». Alors, ils ont osé. Le résultat surprendra les adeptes de l'art élitaire... et les autres.

*** Grand Palais : « Jean-François Millet ».**

Tout le monde connaît « L'Angélus ». Mais les autres œuvres ?

★Bibliothèque nationale : Le livre dans la vie quotidienne.

Des livres que l'Histoire oublie : guides, manuels, dictionnaires, répertoires, annuaires...

PROVINCE

*** Musée des Beaux-Arts de Besançon : « Dessins italiens du XVe au XVIIe siècle ».**

Les motifs religieux ou guerriers imposés aux artistes par l'académisme de l'époque ne les ont pas pour autant empêchés de faire progresser les techniques du dessin et du fusain.

*** Musée Cantini de Marseille : Hunderwasser.**

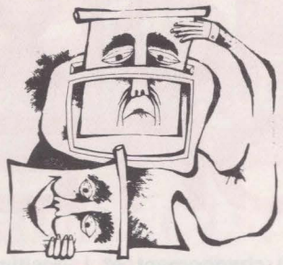
Un architecte allemand devenu créateur de toiles de style décoratif.

*** Musée des Beaux-Arts de Caen : « Enfance de l'Art ».**

Une présentation de travaux d'enfants réalisés dans le cadre d'expériences de « pédagogie active ».

*** Musée d'art moderne de Strasbourg : Tomi Ungerer.**

Un humoriste, un dessinateur de livres d'enfants. Féroce.



Télévision

VENDREDI 24 OCTOBRE

Tribune libre : la C.f.d.t. (19 h 40, F.r. 3).

Jacques Chaban-Delmas à Apostrophes (21 h 30, A 2).

Douglas Fairbanks (charme-humour) dans le « Zorro » (muet) de Fred Niblo (22 h 35, A 2).

SAMEDI 25

France-Argentine de rugby à XV (15 h, A 2).

Une dramatique vidéo empruntée à la télévision américaine : « Après la chute », d'Arthur Miller, avec Faye Dunaway (20 h 30, F.r. 3).

« Trente ans ou la vie d'un joueur » : la première d'une série de dramatiques qui veut ressusciter le mélo de jadis (20 h 30, A 2).

DIMANCHE 26

Le deuxième numéro d'une série sur l'audiovisuel, Hiéroglyphes, qui a remarquablement commencé (20 h 30, F.r. 3).

« Rivière rouge », un film de Howard Hawks : la simplicité des chefs-d'œuvre (20 h 35, T.f. 1).

« Les nouvelles aventures de Vidocq », 1er épisode : la reprise d'un feuilleton à succès de Marcel Bluwal (21 h 40, A 2).

Hommage au pianiste Samson François (22 h 35, T.f. 1).

LUNDI 27

« Le village des damnés » : un (plutôt bon) film fantastique anglais (20 h 30, T.f. 1).

Portrait de Léo Ferré par Jean-Pierre Chabrol et Patrice Camus (21 h 45, A 2).

MARDI 28

Réquisitoire contre la bêtise raciste : « Le vieil homme et l'enfant », de Claude Berri — et une création fameuse de Michel Simon (20 h 30, A 2).

MERCREDI 29

Tribune libre : les Radicaux de gauche (19 h 40, F.r. 3).

Une curiosité : « L'Atlantide » de Pierre Benoit filmée en 1932 en France par le grand cinéaste allemand Pabst (20 h 30, F.r. 3).

JEUDI 30

Un film de Mankiewicz méconnu, inspiré de « Volpone » : « Guêpier pour trois abeilles » (20 h 30, F.r. 3).

Au Grand échiquier, Félix Leclerc et ses amis (20 h 30, A 2).

Portrait : Tito et la Yougoslavie (21 h 20, T.f. 1).



Cinéma

***Akira Kurosawa : Sanjuro.**

Quand les 7 samouraïs sont 9 et préparent une révolution de palais afin de mieux combattre la corruption... Treize ans d'âge pour bonifier encore ce film bien antérieur à « Dodes kaden ».

*** Arthur Penn : La fugue.**

Entremêlée à sa propre vie conjugale, l'enquête d'un « privé »... Du brio, certes, mais une absence de personnalité qui déçoit de la part d'un auteur comme Penn. Heureusement, Gene Hackman est prodigieux.

*** Collectif anonyme : La dernière tombe à Dimbaza.**

Voir « l'Unité » du 19 septembre.

*** Stages de la Fédération des ciné-clubs.**

Cette année encore, la F.f.c.c. (6, rue Ordener, Paris 18e) organise à Gouvieux - Crear et à Marly-le-Roi des stages d'une semaine (de premier et second degrés). Le 1er stage commencera à Gouvieux le 24 novembre ; Robbe-Grillet, Téchiné et Marguerite Duras y participeront.

Festivals

JAZZ

*** Rencontres internationales de jazz de Massy.**

Une initiative courageuse et un « plateau » remarquable. Avec notamment, ce vendredi (21 h), le saxophoniste Archie Shepp, à la fois le plus expressionniste et le plus politisé des nouveaux musiciens et l'original pianiste Dave Burell ; samedi (21 h) : le quartette du maître ès percussions Max Roach ; dimanche (21 h), un feu d'artifice : le Français Michel Portal, le tromboniste Roswell Rudd et le bassiste Barre Phillips, enfin le père du jazz « free » il y a 15 ans tout juste : Ornette Coleman avec son nouveau sextette (le même jour, à 18 h 30, session de guitaristes avec Derek Bailey).

*** Michel Portal Unit à Châteauvallon (Chant du monde 74 526).**

La résurrection, pour l'oreille, d'un concert fameux du jeune saxo-clarinettiste français, l'un des préférés de Pierre Boulez. Le plus remarquable : l'utilisation instrumentale de la voix de Tamia, le discours des percussions et la façon dont le trompettiste-violoniste Bernard Vitet s'envole avec Portal : il n'est pas vrai que seules les anches ont des ailes...

L'A.L.A.P. (Agence Littéraire et Artistique Parisienne pour les Echanges Culturels) et les Spectacles LUMBROSO présentent au

PALAIS DES SPORTS
PORTE DE VERSAILLES
75015 PARIS
Tél. : 250.79.80

PALAIS DES SPORTS

du 28 NOVEMBRE au 11 JANVIER

le BALLET SOVIETIQUE DE SIBERIE ensemble officiel de KRASNOIARSK

Soirées à 20 h 30 : mardis, mercredis, vendredis, samedis - Matinées à 17 h les samedis
Matinées à 14 h 30 et 18 h : les dimanches - Matinées à 16 h : 25 décembre et 1er janvier.

Office Publicitaire de France

LOCATION PAR CORRESPONDANCE
retournez ce bon au PALAIS DES SPORTS Porte de Versailles 75015 PARIS accompagné d'un chèque bancaire ou postal 3 volets établi à l'ordre du PALAIS DES SPORTS joindre une enveloppe timbrée à votre nom.

TARIFS
orchestre 1re série : **60 F**
orchestre 2e série : **50 F**
piste de côté : **40 F**
balcon : **30 F**

DATES
1er choix .... heure .....
2e choix .... heure .....
3e choix .... heure .....

Nom : .....
Adresse : .....
Localité : .....
Dépt ..... Tél .....
Places ..... Nombre .....
Prix .....

LOCATION OUVERTE TOUTES AGENCES OU AUPRÈS DE VOTRE GROUPEMENT

Loi foncière

UN CHOIX A DROITE

La réforme foncière était un test concret de la volonté de changement du président de la République et du gouvernement. Le test est concluant : il ne s'est trouvé qu'une poignée de députés U.d.r. — pas un seul Républicain indépendant ! — pour voter avec la gauche l'impôt foncier sans lequel toute réforme en ce domaine n'est qu'un trompe-l'œil qui laisse encore de beaux jours à la spéculation. En intervenant à la tribune au nom de groupe socialiste, Pierre Mauroy était sans illusion.

Pour la première fois, il était enfin permis de parler de ce fameux changement dont il a été si souvent question. Pour la première fois, il ne s'agissait plus de ces mesures de libéralisation qui ne touchent pas directement aux intérêts matériels, mais bien ou d'un réel changement, ou d'un changement en trompe-l'œil.

A quoi servirait-il de libérer le travailleur de l'exploitation économique s'il ne lui était offert simultanément qu'une vie atomisée dans une ville éclatée ?

Pour nous, socialistes, s'il faut changer la ville, c'est d'abord parce que les classes modestes en sont chaque jour davantage rejetées. C'est parce que l'assignation du domicile est, comme la considération sociale, directement fonction de la richesse. C'est parce que l'habitat reflète exactement les inégalités de revenus. A travers la ville, c'est l'organisation même du système économique et social qui est en cause.

La maîtrise du sol n'est pas une condition suffisante pour un urbanisme tel que nous le concevons. Il est un autre préalable : celui de la responsabilité accrue dans le cadre de la décentralisation. Les villes doivent disposer des moyens intellectuels et techniques pour concevoir et contrôler les projets urbains et avoir l'initiative de la mise en œuvre des équipements collectifs nécessaires. Enfin il faut qu'elles reçoivent, outre des ressources fiscales nouvelles, une subvention globale d'équipement et qu'elles puissent librement emprunter.

Notre volonté de réaliser un cadre de vie nouveau guidera nos choix, étant entendu que dans de tels domaines il faudra un long délai pour corriger les orientations nocives qui ont été prises au cours des dernières années et que cette loi foncière ne va pas corriger.

Depuis quinze ans, des majorités semblables, soutenues par les mêmes groupes sociologiques et par les mêmes intérêts, ont été incapables de porter le moindre coup à la spéculation foncière. Depuis quinze ans, le prix des terrains augmente dans les villes françaises deux fois plus vite que celui de la construction. A Paris, le prix moyen du mètre carré construit est supérieur à cinq mille francs et la charge foncière représente la moitié du prix des appartements.

Certes, devant l'ampleur prise par le scandale de la spéculation foncière, le Pouvoir giscardien devait enfin faire quelque chose. Comment se prévaloir du changement et ignorer que depuis une quinzaine d'années le prix des terrains a augmenté encore plus vite que la monnaie ne s'est affaiblie ? Comment oublier le désordre urbain, la ségrégation sociale et l'inflation qui en sont pour une large part la conséquence ?

Une fois de plus, le gouvernement est aussi entreprenant dans le vocabulaire que timoré dans la décision. Il veut, selon un jeu d'apparences où il excelle, nous faire croire à l'audace de son projet, allant jusqu'à prétendre que certaines de ses inspirations sont puisées dans le programme commun !

La réalité est plus ordinaire. Le texte du gouvernement n'a aucune des vertus courageuses qu'une propagande intensive a essayé de lui prêter.

PAR PIERRE MAUROY

Sans doute la majorité connut-elle un frisson de peur devant une mesure où certains croyaient apercevoir l'esquisse d'une municipalisation des sols. Le ministre de l'Equipement, sentant le danger, s'est transformé en champion des possédants. Eloquente reculade : le texte soumis au Parlement pose comme principe intangible que le droit de construire, est, sans aucune limite, attaché à la propriété du sol.

Ainsi se trouve accompli l'amalgame voulu, obstinément recherché par les groupes financiers, entre la défense des intérêts du petit propriétaire et de ceux des professionnels de la spéculation.

Il n'est pourtant pas possible que la défense du lopin de terre acquis après une vie de labeur serve plus longtemps à protéger les rentes de situation versées par milliards aux stratèges de l'immobilier qui n'achètent le sol que pour le revendre.

Il n'est pourtant pas acceptable qu'au nom de l'abstraction juridique faussement égalitaire où se complaît l'économie marchande, on traite sur le même pied l'alouette que l'on plume et le cheval de Troie, si j'ose dire.

En réalité, le projet de loi foncière ne touche pas aux structures. Il ne transfère pas le droit de construire à la collectivité. Il crée un impôt sur les constructions les plus denses. Contre le paiement unique, une fois pour toutes, d'un modeste tribut à la collectivité, les abus du droit de propriété seront pérennisés.

Etrange médecine que celle du gouvernement, qui aura pour effet d'étendre le champ géographique du mal qu'elle prétend combattre et de repousser encore plus loin de leur lieu de travail des Français aux revenus modestes ou même moyens.

L'extension du droit de préemption au profit des communes est dans son principe positive. Mais nous demeurons sceptiques quant aux modalités d'application.

Avec quelles ressources les communes pourront-elles acquérir des terrains puisqu'un éventuel succès du plafond légal de densité aura précisément pour effet d'arrêter les opérations de rénovation dans le centre des villes, sur lesquelles s'applique la taxe ?

La solution, la seule qui permette de concilier la protection du droit de propriété à usage personnel et familial avec la nécessité de l'aménagement de l'espace par la collectivité, consiste en l'acquisition progressive des sols par les communes, grâce à la pratique extensive du droit de préemption et en la généralisation des contrats de concession au profit des utilisateurs de terrain.

En effet, il est conforme à l'intérêt général de consolider, on peut même dire de pérenniser l'usage personnel et familial du sol. Il est même conforme à la justice et au souci de la qualité de la vie d'éviter, en ce qui concerne les biens d'usage personnel et familial, toute expropriation inconsidérée, grâce à une appréciation à la fois stricte et nuancée de l'utilité publique, et, lorsque cette expropriation est vraiment nécessaire, d'accorder à l'exproprié le statut financier et les prestations de services qui lui permettront de se réinstaller sans avoir le sentiment d'être projeté dans l'aventure.

En revanche, la collectivité publique, titulaire naturelle d'un droit éminent sur le sol, doit pouvoir en acquérir la maîtrise directe, notamment par la voie de la préemption, et ne plus jamais s'en défaire, ne consentant désormais que des baux de durées variables en fonction de l'usage auquel le sol a vocation.

Mais le gouvernement n'est pas en état de faire la preuve que ses déclarations sur la réduction des inégalités sont autre chose que des audaces de langage.

La gêne qu'a suscitée dans les rangs de la majorité le dépôt de l'amendement Fanton est éloquente.

Pouvait-on croire que cette majorité accepterait de substituer un tel impôt foncier au dérisoire mécanisme technique qui nous est proposé, de geler les valeurs foncières dans les zones d'intervention, d'interdire la cession en toute propriété à des intérêts privés de sols acquis par les collectivités locales ? Ce n'est pourtant qu'à cet instant que l'on pourrait peut-être commencer à parler vraiment d'une réforme foncière.

Le gouvernement en ce qui le concerne a fait un choix à droite. Nous n'aurons donc pas une véritable réforme foncière. Un jour pourtant, elle viendra, avec une autre politique, une autre majorité, un autre gouvernement.

François Mitterrand, qui se trouve au Sénégal, où il est l'hôte du président Léopold Senghor, n'a pu nous donner cette semaine sa chronique « Ma part de vérité ».